



REPUBLIQUE DU NIGER

**PROJET DE PROMOTION DE L'INITIATIVE LOCALE POUR LE
DEVELOPPEMENT A AGUIE (PPILDA)**

RAPPORT DE SUPERVISION

MARS 2012

**NUMÉRO DU PRÊT
NUMÉRO DU DON**

**597-NE
BSF: BE 38-NE
GEF: FSP-15-NE**

**NUMÉRO DU PROJET
NUMÉRO DU RAPPORT**

**1221
2584-NE**

TABLE DES MATIERES

Equivalences monétaires	i
Liste des abréviations	i
Rapport de Supervision	1
A. Introduction	1
B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du Projet	2
C. Produits et réalisations.....	4
D. Avancement de l'exécution du Projet.....	11
E. Aspects fiduciaires.....	13
F. Durabilité.....	16
G. Autres aspects	18
H. Conclusion	18

Appendices

- 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
- 2 Etat d'exécution des recommandations de la revue à deux tiers parcours (avril 2012)
- 3 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
- 4 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
- 5 Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
- 6 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- 7 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
- 8 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Annexes

- I Note technique sur le ciblage des femmes et des jeunes
- II Note technique sur la sécurité alimentaire
- III Note technique sur les microprojets financés par le FAIIL (2011/12)
- IV Note technique sur la composante FEM
- V Note technique sur la stratégie de transfert de la maîtrise d'ouvrage
- VI Informations additionnelles sur les aspects fiduciaires
- VII Liste des personnes rencontrées

Equivalences monétaires (mars 2012)

1 USD = 493 FCFA
1 000 FCFA = 2, 03 USD
Année fiscale: 1 janvier au 31 décembre

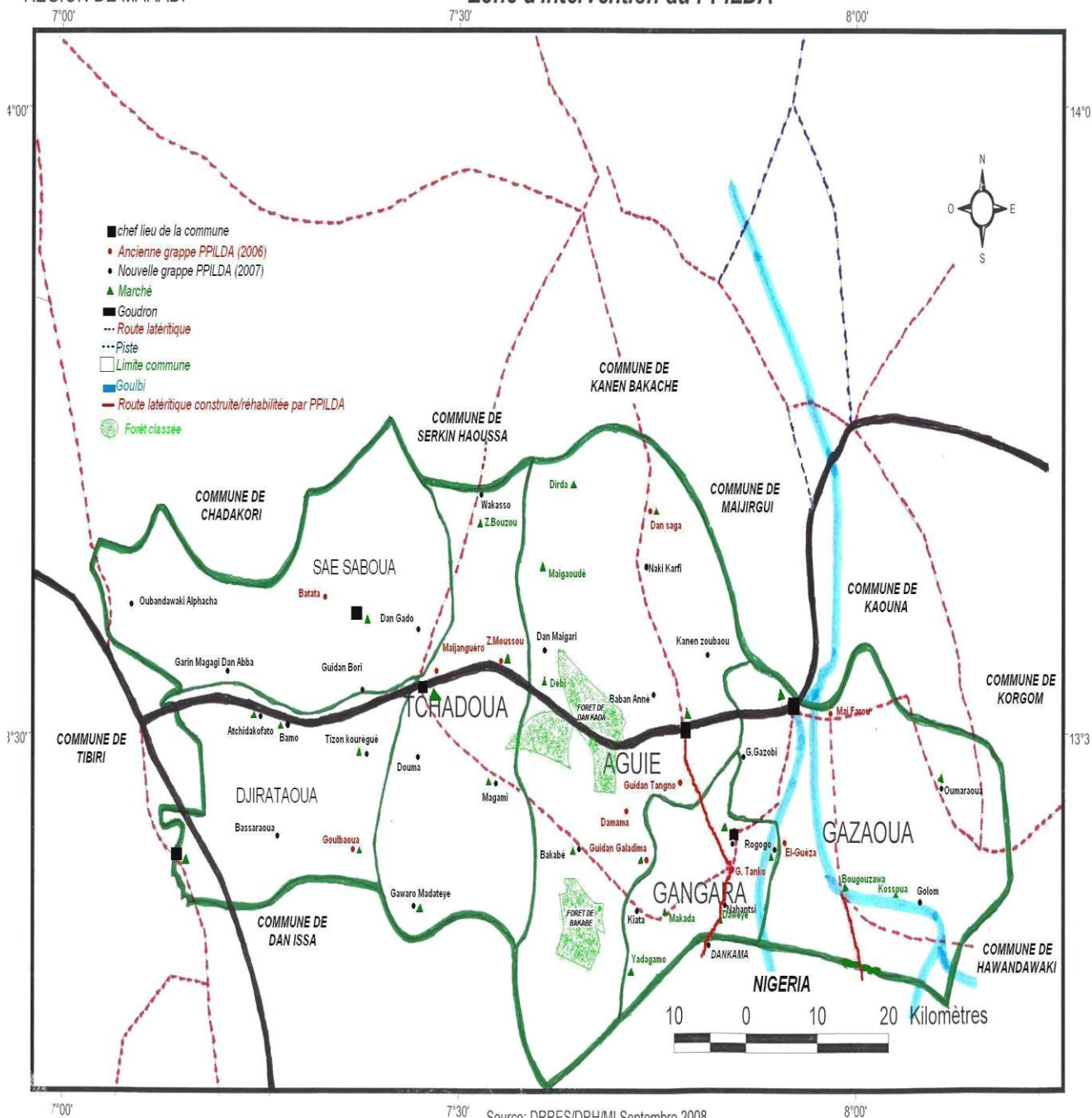
Liste des abréviations

AEP:	Adduction d'Eau Potable
AGR:	Activités Génératrices de Revenus
AO:	Appel d'Offres
AT:	Assistance Technique
BC:	Banques Céréalières
BI:	Boutiques d'Intrants Agricoles
BS:	Banque de Soudure
CD:	Champs de diversification
CDAP:	Comité Départemental d'Approbation de Microprojets
CDD:	Contrats à Durée Indéterminée
CDI:	Contrats à Durée Indéterminée
CDL:	Comité décisionnel local
CGE:	Comité de gestion de l'eau
COGES:	Comités de gestion
COFOB:	Commission Foncière de Base
COFODEP:	Commission Foncière Départementale
CP:	Comité de pilotage
CRG:	Comité de représentation des Grappes
CSI:	Centre de Santé Intégré
CVSE:	Comités villageois de Suivi Evaluation
DAO:	Dossier d'Appel d'Offre
DC:	Développement Communautaire
DDPAT/DC:	Directions Départementales du Plan/Aménagement du Territoire/DC
DMP:	Dossiers de Micro Projet
DRF/DPD:	Demande de Remboursement de Fonds/Demande de paiement Direct
ECD:	Etat Certifié de Dépenses
FAIIL:	Fonds d'Appui aux Initiatives et Innovations Locales
FAROLS:	Fonds d'Appui au Renforcement de l'Offre Locale des Services
FBSA:	Fonds Belge de Survie pour la Sécurité Alimentaire
FEM:	Fonds pour l'Environnement Mondial
FIDA:	Fonds International pour le Développement Agricole
GDT:	Gestion durable des terres
GIE:	Groupement d'Intérêt Economique
GPC:	Groupements Paysans de Ciblage
i3N:	Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
ICRAF:	<i>International Center Research Agroforestry</i>
IEC:	Information Education Communication
IRDAR:	Initiative de Développement pour le Développement Agricole et Rural
MAEP:	Mini-Adductions d'Eau Potable
MAG:	Ministère de l'Agriculture
MP:	Microprojets
ONG:	Organisation Non Gouvernementale

OP:	Organisation Paysanne
PACII:	Programme d'Action Communautaire phase II
PASADEM:	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi
PCNU:	Programme Conjoint des Nations Unies
PDC:	Plans de Développement Communaux
PIP:	Parcelles d'Initiatives Paysannes
PPILDA:	Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
PTBA:	Programme de Travail et de budget Annuel
RIOR:	Renforcement des Instances et Organisations Rurales
RNA:	Régénération Naturelle Assistée
ROLS:	Renforcement de l'Offre Locale de Services
RVIL:	Repérage et Valorisation des Innovations Locales
S/E:	Suivi Evaluation
SAF:	Service Administratif et Financier
SCAP:	<i>Smallholder Conservation Agriculture Promotion in Western and Central Africa</i>
SDR:	Stratégie de Développement Rural
SIG:	Système d'Information Géographique
STD:	Service Technique Départemental
SYGRI:	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
UGP:	Unité de Gestion du Projet

REPUBLIQUE DU NIGER
 REGION DE MARADI

Zone d'intervention du PPILDA



REPUBLIQUE DU NIGER

PROMOTION DE L'INITIATIVE LOCALE POUR LE DEVELOPPEMENT A AGUIE (PPILDA)

Mission de supervision du 18 au 30 mars 2012

Rapport de Supervision

A. Introduction

1. Du 18 au 30 mars 2012, une mission¹ du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a séjourné au Niger pour effectuer la supervision du Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA). La mission avait pour objectif principal de: i) évaluer l'état d'avancement de l'exécution du Projet et plus particulièrement les réalisations du PPILDA pour l'année 2011 et 2012; ii) faire le point sur la mise en œuvre des recommandations de la revue à 2/3 parcours; iii) analyser les résultats et les contraintes au niveau de l'exécution des différentes composantes; et iv) formuler des recommandations en vue d'améliorer les performances du Projet, particulièrement dans l'exécution du plan de travail et budget annuel (PTBA) 2012 et dans la préparation du processus d'achèvement des activités du Projet.

2. Au cours de son séjour, la mission a rencontré Son Excellence M. OUA Saidou, Ministre de l'Agriculture, M. Illa Djimrao, Secrétaire Général (SG) du Ministère de l'Agriculture (MAG), M. Mamadou Mamane, SG du Ministère de l'Hydraulique et Environnement (MHE), M. Boubacar Sanda, Directeur général du Plan, et M. Karl Vandepitte, Attaché de Coopération à l'Ambassade du Royaume de Belgique. La mission s'est rendue dans la région de Maradi du 20 au 26 mars, accompagnée de trois cadres du niveau central représentant respectivement le MAG, le Ministère du Plan et le Secrétariat exécutif de la Stratégie du Développement Rural (SDR). Elle a rencontré le Secrétaire général de la Région et les Préfets des départements d'Aguié et Gazaoua. Dans ces départements, la mission a visité quelques réalisations du Projet et tenu des séances de travail avec des représentants des organisations paysannes (OP) appuyées par le Projet. Elle a en outre participé au lancement par le Secrétaire Général du MHE de la nouvelle composante « Gestion durable des terres » (GDT) financée sur le don du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

3. Des réunions de travail ont été tenues avec l'Unité de Gestion du Projet (UGP), les partenaires clés du PPILDA incluant les maires des six communes d'intervention du Projet, les services techniques départementaux « STD » (Agriculture, Elevage, Génie rural, Education, Alphabétisation, Hydraulique, Environnement, Santé et Plan), les ONG impliquées dans le suivi des activités du Projet, et l'Union des producteurs de semences ALHERI pour faire le point sur l'état actuel de leur collaboration et les perspectives de renforcement de leur partenariat dans le nouveau contexte d'achèvement du PPILDA. En particulier, la question de transfert de la maîtrise de l'ouvrage à ces acteurs a été largement débattue au cours de ces réunions. Une réunion de restitution technique avec l'équipe-pays du Programme FIDA s'est tenue le jeudi 29 mars 2012 sous la présidence du Directeur des Programmes et du Plan.

¹ La mission était composée de M. Damien Ngendahayo, Consultant Agroéconomiste et Chef de mission, Mme Oumou Wane Touré, Spécialiste fiduciaire, financière et comptable, et Mme Monique Trudel, Bio-écologiste et environnement. M. Vincenzo Galastro, Chargé de Portefeuille, WCA/FIDA s'est joint à la mission du 18 au 24 mars 2012. Au niveau national, la mission était composée de M. Salissou Djibo du Ministère du Plan, M. Ousseini Bakabe du MAG, et M. Ayoubou Arzika du Secrétariat exécutif de la SDR.

Une restitution des principales conclusions et recommandations de la mission a été faite au Ministre de l'Agriculture et au Directeur Général du Plan par intérim le jeudi 29 mars 2012.

4. La mission exprime son appréciation et ses remerciements au Gouvernement du Niger et à toutes les personnes rencontrées pour l'accueil, la disponibilité et la qualité des échanges qu'elle a eus avec elles. Elle tient particulièrement à remercier le Directeur du Projet et son équipe pour la qualité des documents mis à la disposition de la mission et la bonne organisation des descentes sur le terrain, ce qui a favorisé le bon déroulement de la mission.

B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du Projet

5. L'accord de prêt entre le Gouvernement du Niger et le FIDA pour le financement du PPILDA est entré en vigueur le 05 mai 2005 pour une durée de 8 ans. Les dates d'achèvement et de clôture du Projet sont fixées respectivement au 30 juin et au 31 décembre 2013. Le financement global du Projet est estimé à 17 560 000 USD, soit environ 11 milliards de FCFA dont 10 003 000 USD (57%) du prêt FIDA, 3 775 000 USD (21%) du don du Fonds Belge de Sécurité Alimentaire (FBSA), 2 555 000 USD (15%) de la contribution gouvernementale, et 1 227 000 USD (7%) de la contribution des bénéficiaires. La répartition du financement par composante se présente comme suit: i) 1 558 000 USD (9%) pour la composante « Repérage et Valorisation des Innovations Locales » (RVIL); ii) 1 293 000 USD (7%) pour la composante « Renforcement des Instances et Organisations Rurales » (RIOR); iii) 5 458 000 USD (31%) pour la composante « Fonds d'Appui à l'Initiative et à l'Innovation Locales » (FAIL); iv) 5 605 000 USD (32%) pour la composante « Renforcement de l'Offre Locale des Services » (ROLS); et v) 3 647 000 USD (21%) pour la composante « Gestion du Projet ». En 2012, la composante FEM de l'ancien projet IRDAR « Initiative de réhabilitation et de développement agricole et rurale » a été transférée au PPILDA pour un montant de 4 200 000 USD.

6. L'objectif du PPILDA est d'améliorer les conditions de vie et de revenus des populations les plus pauvres de sa zone d'intervention, avec une attention particulière aux groupes les plus vulnérables (notamment les femmes, les jeunes et les plus pauvres dans les villages) ainsi qu'aux aspects transversaux tels que le genre et la gestion des ressources naturelles. La mise en œuvre du projet est en parfaite harmonie avec la SDR et l'i3N sur les plans stratégiques et institutionnels. Toutes les composantes du projet trouvent leur ancrage dans les programmes de la SDR. En particulier, les activités du PPILDA contribuent significativement à la réalisation, dans la zone d'intervention du projet, des objectifs de la SDR pour le Programme 1 « Développement local et communautaire », le Programme 4 « Infrastructures rurales », le Programme 9 « Réduction de la vulnérabilité des ménages », et le Programme 10 « « Préservation de l'environnement ». Le projet PPILDA est en outre en cohérence avec la plupart des programmes de l'i3N.

7. La revue à 2/3 parcours du PPILDA a été réalisée en avril 2011. En plus de l'appréciation de l'état de mise en œuvre du PPILDA, la mission de revue à 2/3 parcours avait pour mandat de formuler un nouveau programme d'investissement sur la base des leçons apprises dans la mise en œuvre du Projet. Les mesures convenues entre le FIDA et le Gouvernement du Niger suite à cette revue portaient essentiellement sur: i) l'implication des communes dans la maîtrise d'ouvrage des microprojets (MP); ii) l'évaluation approfondie des banques de soudure (BS); iii) la formation et la mise en réseau des OP; iv) la révision des procédures de passation

des marchés accompagnée de l'actualisation du manuel de procédures; v) la communication efficace avec les partenaires au développement dans le cadre du Programme Conjoint des Nations Unies (PCNU) pour la région de Maradi; vi) l'amélioration de la performance de la planification et de la gestion financière; et vii) l'amélioration de la gestion et de la mobilisation des mécanismes de financement des MP (FAIIL et Fonds d'Appui au Renforcement de l'Offre Locale des Services « FAROLS »). A l'exception de la communication avec les partenaires dans le cadre du PCNU, la mission note avec satisfaction que l'ensemble des mesures convenues a été réalisé ou est en cours de réalisation. Il en est de même des recommandations de la revue destinées spécifiquement à l'UGP.

8. Depuis la revue à 2/3 parcours du Projet, le contexte de l'exécution des activités du PPILDA a été marqué par les éléments ci-après:

- Au premier semestre 2011, l'équipe du Projet a été sollicitée pour participer au processus de conception du PASADEM et à la finalisation des activités de deux programmes d'urgence financés sur des dons FIDA et FBSAA pour faire face à la crise alimentaire découlant de la mauvaise campagne agricole 2010;
- La tension de trésorerie du PPILDA a persisté en 2011, ce qui n'a pas permis au Projet de mener certaines activités incluant les formations et voyages d'études, et d'honorer les engagements envers ses partenaires;
- La situation d'insécurité alimentaire chronique de certains ménages n'a pas facilité la mobilisation de leur contribution, ce qui justifie le retard enregistré dans l'exécution des activités financées par le FAIIL.

9. Les éléments ci-dessus mentionnés ont affecté négativement la mise en œuvre du PTBA 2011. Au 31 décembre 2011, sur 60 activités prévues réparties au niveau de trois composantes techniques du Projet, 37 avaient été réalisées (62%), 17 étaient en cours de réalisation (28%), et 6 n'avaient pas encore démarré (10%). La composante RVIL enregistre le taux le plus élevé de réalisation avec 12 activités réalisées sur 13 prévues (92%). Les composantes RIOR et ROLS enregistrent des taux de réalisation estimés respectivement à 78% (18 activités réalisées sur 23 prévues) et 58% (7 activités réalisées sur 12 prévues). En dehors du PTBA 2011, le Projet a mis en œuvre des activités liées aux deux programmes d'urgence ci-dessus mentionnés. Ces activités ont porté notamment sur la mise en place de 88 BS et le renforcement de 7 autres qui ont bénéficié à au moins 30 000 ménages vulnérables, la distribution de mil (153 tonnes) et de farine de manioc (2 300 sacs) à 2 980 ménages, la distribution de son de blé (100 tonnes) à 2 208 ménages d'agropasteurs, et l'appui à la recapitalisation du bétail (4 830 chèvres rousses distribuées à 4 830 ménages).

10. Au 29 février 2012, le taux de décaissement, toutes sources de financement confondues, est estimé à 70%. Pour le prêt FIDA, le taux de décaissement effectif est de 82%; le Don FBSA enregistre un taux de décaissement de 76%, la contrepartie gouvernementale présente un taux de réalisation de 31%. Les apports des bénéficiaires présentent un taux de décaissement de 24% par rapport aux contributions prévues.

11. Le taux global de réalisation financière du PTBA 2011 est estimé à environ 68,5% dont 67,2%, 66,7%, 66,5%, 62,8% et 82,5% respectivement pour les composantes RVIL, RIOR, FAIIL, ROLS et Gestion du Projet. L'élaboration du PTBA 2012 prend en considération les leçons apprises de l'exécution du PTBA 2011 et les perspectives de l'achèvement du PPILDA. Elle s'appuie principalement sur les

orientations ci-après: i) la poursuite et l'achèvement des activités non réalisées en 2011; ii) la consolidation des acquis et le transfert de la maîtrise de l'ouvrage aux bénéficiaires, notamment les communes, les STD et les OP; iii) le ciblage des activités qui permettront une consommation effective du solde des fonds FIDA et FBSAA; et iv) la mise en œuvre des activités financées sur le don FEM. Même si la plupart des activités prévues en 2012 ont été initiées en 2011, la mission estime que le budget d'environ 3 milliards prévus au titre du PTBA 2012 (soit environ le double des montants totaux dépensés en 2011) est très ambitieux si on prend en considération le rythme actuel de la consommation des fonds (11% au 26 mars 2012). *Ainsi, le Projet devra procéder à une révision budgétaire en juin 2012 et saisir cette opportunité pour élaborer un programme de travail qui couvre la période restante d'exécution du Projet* (juillet 2012 à juin 2013). A titre indicatif, toutes les activités axées sur le transfert de la maîtrise d'ouvrage seront reprises dans le PTBA révisé et les activités difficilement réalisables avant l'achèvement du Projet (travaux de réhabilitation des pistes en HIMO) ne seront pas prises en considération.

12. Globalement, l'exécution du projet dans son ensemble est jugée satisfaisante par la mission.

C. Produits et réalisations

Composante 1: Repérage et valorisation des innovations locales

13. L'unique recommandation formulée lors de la mission à deux tiers parcours a été réalisée. Elle s'est traduite par la réalisation d'un recueil sur l'ensemble des innovations pertinentes et répliquables à l'intention des partenaires et a été finalisée en mars 2012.

14. Sur les 13 activités prévues au titre du PTBA 2011, 12 avaient été réalisées (92%) au 31/12/2011 et une n'avait pas été réalisée (8%). Les principales activités réalisées au niveau de la **gouvernance locale** ont porté sur: i) la tenue de quatre ateliers de formation des élus et agents communaux; ii) la mise en place de six commissions communales et une départementale pour l'analyse et l'approbation des dossiers de micro projet (DMP) et iii) la construction et l'équipement de trois sièges de mairies. La **vulgarisation des technologies et des innovations** a porté sur la mise en œuvre de 30 parcelles d'initiatives paysannes (PIP), 21 champs de diversification (CD), et l'embravement de 112 hectares pour produire 100 tonnes de semences améliorées. La provision d'appuis-conseils à travers les groupements paysans a bénéficié à 1248 ménages vulnérables. Le renforcement du partenariat a été marqué par 30 rencontres de concertation régionales, la signature de deux conventions: avec le programme de recherche action SCAP² qui vise la promotion de l'Agriculture de Conservation au profit des petits producteurs et l'Université de Ouagadougou. Enfin, la **diffusion et la capitalisation des expériences porteuses** a été réalisée à travers huit séances d'animations avec les paysans au niveau des villages et plus de 40 émissions à travers la radio communautaire; la production de 10 fiches techniques, deux films et quatre articles.

15. Depuis le début 2012, les activités réalisées se présentent comme suit : une réunion avec la Comité Départemental d'Approbation de Microprojets (CDAP) et 6 sessions communales sur l'analyse et l'approbation des dossiers de micro projet (DMP) tenues, 7 PIP d'élevage en cours d'exécution; 15 rencontres de concertation

² SCAP Smallholder Conservation Agriculture Promotion in Western and Central Africa

avec les partenaires réalisées; une convention signée avec l'Université de Ouagadougou et une en cours d'élaboration avec ICRAF; de plus, plusieurs outils de capitalisation sont en cours de production ou finalisation (film, guide, articles, etc.).

16. Le **processus d'appui aux innovations** (repérage, valorisation, promotion et diffusion) ainsi que le dispositif organisationnel mis en place a permis aux **groupements paysans d'appui-conseil agricole** d'offrir des prestations dans le cadre du PPILDA. De plus, des demandes extérieures émergent de la part des ONG et des paysans pour bénéficier de cet appui-conseil. Des réflexions sont en cours avec les services de l'agriculture et de l'élevage afin d'utiliser ces services en appui aux actions incluses dans les plans de développement communaux (PDC).

17. Les mécanismes de **communication** ont permis la capitalisation et la diffusion des innovations par la publication de fiches techniques et de manuels à l'intention des partenaires/agents de développement. L'utilisation de la radio communautaire permet, pour sa part, une large diffusion des innovations auprès des paysans.

18. La grande difficulté de l'appui-conseil agricole demeure l'accès aux intrants et à la gestion liés aux frais de fonctionnement. Pour assurer une certaine durabilité, une démarche auprès de la chambre régionale d'agriculture est en cours et devrait permettre leur accréditation et servir de mécanisme d'appui. *La mission recommande qu'ils soient formés en gestion financière et organisationnelle afin de les renforcer et de mettre en place des mécanismes de durabilité. (mise en place d'un plan de développement).*

19. Malgré les efforts en matière de **capitalisation et de diffusion des actions**, le PPILDA n'a pas une véritable stratégie de communication, seuls quelques mécanismes et outils/supports de capitalisation et de diffusion sont en place à savoir: la production de fiches techniques finalisées et la diffusion au niveau des partenaires, un site Web était en cours d'installation à la fin 2011 et est aujourd'hui en cours d'animation par les agents du projet. La traduction en langue locale de certains supports est prévue. *Une réflexion devra être menée sur la vulgarisation/simplification des outils produits en vue de leur utilisation par les paysans et pour une alphabétisation fonctionnelle. En vue de tirer les leçons et de mettre en place une stratégie de communication et de vulgarisation des produits/outils, la mission recommande d'analyser les produits existants; identifier les indicateurs et documenter leur utilisation.*

20. **Dans son ensemble, la mise en œuvre de la Composante 1 est jugée très satisfaisante.**

Composante 2: Renforcement des Instances et Organisations Rurales (RIOR)

21. La mission de revue à deux tiers parcours avait recommandé d'appuyer à travers leur structuration formelle la formation et la mise en réseau les capacités des OP. Un audit des organisations paysannes a été réalisé et recommande de poursuivre un appui à la mise en place des structures faitières et l'affiliation des OP en fonction de leurs besoins réels. Il est prévu dans le PTBA 2012 la valorisation des résultats de l'audit pour identifier des actions de renforcement des capacités. L'union créée en 2010 a été renforcée autour de la filière semences en 2011. De plus, pour la sécurisation foncière, le processus est en cours de réalisation: la Commission Foncière Départementale (COFODEP) a été en mesure d'émettre 168 titres fonciers/500 prévus.

22. Sur les 23 activités prévues au titre du PTBA 2011, 18 avaient été réalisées (78%) au 31/12/2011, trois étaient en cours de réalisation (13%) et deux n'avaient pas été réalisées (9%). Les principales activités réalisées portent sur: i) la formation de 20 groupements sur la conduite d'élevage, une union structurée sur la filière semencière; ii) 111 élus locaux (90% nouveaux) et 16 agents communaux ont reçu une formation de base sur les enjeux de la décentralisation et sur le rôle qu'ils ont à jouer; iii) l'encadrement des comités de gestion de 254 BS et 47 banques céréalières (BC) par six ONG, six fora communaux sur la gestion des BS et 20 BS en cours de construction; iv) 28 comités de surveillance de la Régénération Naturelle Assistée (RNA) ont été mis en place et formés, 35 556 plants forestiers plantés sur deux sites de récupération des terres dégradées (104 ha de terres récupérées et 3 875 ha en RNA); v) la formation professionnelle de 30 jeunes hommes en couture et 10 en menuiserie; vi) 79 agents de santé ont été formés (20 malnutrition, 25 collecte des données et 34 séances d'IEC). Les séances d'IEC ont concerné 7 500 personnes au niveau de 51 villages et ont porté sur la prévention de la malnutrition et du paludisme; vii) 524 têtes de bétail (chèvres rousses et moutons) ont été distribuées dans 11 groupements; et viii) 48 séances villageoises ont permis à 5 129 paysans d'être sensibilisés sur les questions genre.

23. Les activités réalisées dans le cadre du PTBA 2012 sont: 2 magasins réceptionnés et équipés; 15 forages réalisés et équipés; 26 groupements appuyés en intrants et petits matériels; 255 BS et 47 BC suivies par des ONG locales; 63% de taux de recouvrement des BS en fin février 2012; 7 magasins réceptionnés provisoirement; 141 Titres finalisés et 6 COFOB mises en place; 30 jeunes en cours de formation en couture et en menuiserie; 20 agents communautaires et 40 femmes relais recyclées sur la Prise en charge de la malnutrition modérée; 9 dossiers de microprojets sélectionnés pour l'acquisition de 390 têtes d'animaux; et 30 km de couloirs de passage balisés.

24. Il est à noter que **la RNA** ainsi que les activités de « **récupération des terres dégradées** », qui faisaient partie intégrante de la composante 2, seront prises en charge par la composante FEM. La coordonnatrice de cette composante vient d'être recrutée et les conventions avec le PAM ont été formalisées. Les conditions sont en place pour un démarrage effectif des activités. Un plan d'action pour 2012 a été élaboré.

25. **L'amélioration de la sécurité alimentaire**, appuyée par la mise en place des BS et BC, a contribué significativement à la réduction de la période de soudure, de la « mendicité » et du départ en exode. L'adoption des techniques vulgarisées a permis d'augmenter le rendement de mil de 150 à 250 kg/hectare et de garantir aux ménages vulnérables 5 mois de sécurité alimentaire comparativement à 2 mois en situation de référence. La reconstitution du cheptel des « Extrêmement Vulnérables » leur a permis de disposer d'un capital à mobiliser en cas de difficulté et participer au processus de gestion villageoise.

26. En plus de la restauration de la couverture ligneuse, la **RNA** a permis entre autres d'acquérir des revenus (« marché rural » par la vente de bois issu de la RNA), et d'augmenter les rendements en mil (de 30 à 200 kg/ha selon l'âge de la RNA). La première grappe (2006) impliquée dans la RNA offre déjà son expertise par des prestations de services auprès des autres villages. L'expérimentation de la récupération de terres dégradées a permis de valoriser les différentes techniques, la mise en place et la formation de comités de gestion avec l'appui des STD de l'environnement.

27. Cependant, dans le cadre des mécanismes de résiliences des ménages, les **activités relatives aux BS** méritent encore des efforts soutenus en vue de l'autonomisation des comités de gestion (COGES) et leur pérennisation. Deux défis majeurs avaient été identifiés en 2010 et les mesures prises se sont traduites par la réalisation d'une évaluation des BS en 2011. Un audit des OP a été réalisé et a permis de relever le besoin de renouvellement des membres des COGES des BS après 3 ans (ordonnance N°96-067). La rencontre avec les maires a permis de souligner leur engagement dans ce processus mais requiert un renforcement en capacité de gestion et en moyens de suivi.

28. L'audit des **OP réalisé par un consultant** a confirmé le fait que 84% d'entre elles disposent de statuts et règlements, mais ne sont utilisés que très rarement, l'absence de vision à long terme vient du fait que leur création émane du besoin des projets (+60%) qui crée une certaine léthargie. Les **capacités techniques des OP** sont reconnues mais leurs capacités stratégiques demandent à être renforcées. Une série de formations en gestion et des appuis conseils rapprochés sont prévus et revêtent une importance cruciale pour leur durabilité. *L'une des grandes faiblesses est leur capacité à évaluer les coûts-bénéfices de leurs actions (rentabilité économique, gestion financière, tenue de compte), un aspect important à renforcer pour assurer leur viabilité. Il convient également de les appuyer dans l'élaboration d'un plan de développement.*

29. Les mécanismes mis en œuvre pour l'amélioration de la **résilience des ménages des plus vulnérables** dans l'amélioration de leurs conditions de vie et de sécurité alimentaire s'avèrent efficaces mais il est difficile de les chiffrer. Il serait intéressant de faire une analyse afin de documenter et de mesurer quantitativement les impacts. Quelques aspects requièrent une veille plus attentive: i) la **reconstitution du cheptel** par la chaîne de solidarité autour des chèvres rousses demande un encadrement et un suivi plus rapproché auprès des prestataires afin de s'assurer que la démarche de « succession » est comprise et appliquée par les bénéficiaires; ii) Dans certains cas, le **ciblage des jeunes** pour les activités professionnelles ne semble pas être basé sur les critères de vulnérabilités du PPILDA. La mission a observé que le temps de formation était de courte durée. *Afin de continuer d'offrir des services de qualité aux populations, il serait intéressant en plus du suivi ponctuel des formateurs, de prévoir des mécanismes de recyclage/perfectionnement des meilleurs « entrepreneurs » par des formations ou la mise en relation avec les professionnels et autres partenaires (projet, autres ONG, institutions de micro finance etc.). Les communes pourraient également jouer un rôle important dans ce cadre.*

30. **Dans l'ensemble, la mise en œuvre de la composante 2 est jugée satisfaisante.**

Composante 3: Fonds d'Appui à l'Initiative et à l'Innovation Locales (FAIIL)

31. Le FAIIL a pour vocation de soutenir l'ensemble des initiatives et innovations locales compatibles avec les stratégies générales et thématiques du Projet. 45 MP ont été financés sur le FAIIL en 2011 (36 MP) et 2012 (9 MP) pour un montant global de 202 814 673 FCFA (185 044 673 FCFA en 2011 et 17 770 000 FCFA en 2012). Les MP mis en œuvre en 2011 portent sur les BS (20 MP), les BI (5 MP), la reconstitution du cheptel (5 MP), l'embouche bovine (3 MP) et les infrastructures (3 MP). Les MP financés en 2012 comprennent la reconstitution du cheptel (4 MP), l'embouche ovine (3 MP) et l'embouche bovine (2 MP). La contribution des bénéficiaires est estimée en moyenne à environ 15% du coût total des MP.

32. Les principales difficultés rencontrées sont les suivantes: i) les niveaux de contributions des bénéficiaires définis dans le premier manuel³ étaient élevés, ce qui a eu comme conséquence une faible utilisation du fonds FAIIL pendant les trois premières années du projet; ii) la faible mobilisation des contributions des bénéficiaires malgré la révision du manuel a ralenti le financement des micro projets; cette situation est en partie due aux mauvaises campagnes agricoles qui amenuisent les revenus des producteurs; et iii) la faible prévision financière du projet (épuisement de la catégorie FAIIL) en 2012 qui ne permet pas de financer un nombre élevé de MP.

33. Dans l'ensemble, la mise en œuvre de la composante 3 est jugée moyennement satisfaisante.

Composante 4: Renforcement de l'Offre Locale de Services

34. Sur les 12 activités prévues au titre du PTBA 2011, sept avaient été réalisées (58%) au 31/12/2011, quatre étaient en cours d'exécution (34%) et une activité n'avait pas été réalisée (8%). Le faible taux d'exécution est essentiellement dû aux retards enregistrés dans le paiement des entreprises couplés à leurs faibles capacités financières.

Sous-composante 4.1: Construction et équipement d'infrastructures rurales

35. **Routes rurales.** Les travaux de construction de deux routes (35,40 Km) ont pris fin en 2007. Le PTBA 2011 prévoyait de conduire une campagne de comptage du trafic sur ces pistes et de mettre en place, équiper et opérationnaliser un dispositif de gestion de l'entretien des deux pistes comprenant 10 comités villageois, trois comités communaux et un comité départemental. Le rapport provisoire d'étude sur le trafic et les appuis techniques et organisationnels à la mise en place dudit dispositif est disponible. La mise en place effective de ce dispositif et son opérationnalisation sont prévues dans le PTBA 2012. *La mission est d'avis que la période restante d'exécution du Projet ne suffit pas pour assurer l'appui/accompagnement du dispositif à mettre en place. Cette activité devra être appuyée en priorité par le PASADEM afin qu'elle serve d'école aux dispositifs similaires qui seront promus par le nouveau projet.*

36. **Centres de santé intégrés (CSI).** Le Projet a contribué à la construction de six CSI. Les travaux ont été réceptionnés définitivement entre 2009 et 2011. Les CSI ont été équipés en mobilier, matériel médical et médicaments. Des mini-adductions d'eau potable (MAEP) ont été réalisées pour quatre CSI. Il est prévu que les travaux de construction d'une MAEP pour un 5^{ème} CSI⁴ démarrent en avril 2012. Le PTBA 2012 prévoit la transformation de deux cases de santé en CSI réduits et l'électrification solaire de 5 CSI. Le processus de sélection des entreprises qui réaliseront l'électrification solaire et la transformation des deux cases de santé en CSI est en cours. *La mission recommande d'enclencher le processus d'acquisition d'équipements pour les deux CSI réduits en juin 2012 afin que ces CSI soient opérationnels aussitôt après la fin des travaux.*

37. **Forages d'eau.** La construction de 15 forages prévus en 2011 a été réalisée. Huit sur les 15 forages construits ont été équipés en pompes en 2012. La construction de sept forages prévus en 2012 a été également réalisée mais ces forages ne sont pas encore équipés. Il reste ainsi 14 forages construits en 2011 et

³ Ce manuel a été révisé en 2009 à la suite des recommandations de la revue à 1/3 parcours.

⁴ Le CSI d'Aguié est équipé en eau potable et électricité.

2012 qui ne sont pas encore équipés. Un nouvel appel d'offres (AO) pour l'équipement de ces 14 forages vient d'être lancé après le premier AO qui a été déclaré infructueux. La mise en place et l'appui/accompagnement des comités de gestion de l'eau (CGE) sont assurés par le service départemental de l'Hydraulique. *La mission recommande de ne pas attendre la fourniture des équipements pour mettre en place et former les CGE pour les 14 forages. Cette activité devrait se faire au plus tard en mai 2012 afin de disposer d'au moins une année pour l'appui/accompagnement des CGE avant l'achèvement du PPILDA.*

38. **Salles de classe.** Les travaux de construction et l'équipement de 11 salles de classes sur 15 prévues ont été réalisés en 2011. L'achèvement des travaux de construction et l'équipement de quatre salles de classes restantes sont inscrits au PTBA 2012. La faible capacité financière des entreprises ainsi que les longs délais de paiement sont à l'origine des retards observés dans la construction des salles de classes.

Sous-composante 4.2: Fonds d'Appui au Partenariat pour le Renforcement de l'Offre Locale de Services (FAROLS)

39. Les activités prévues au titre du PTBA 2011 comprennent: i) l'alphabétisation de 1 500 auditeurs au niveau de 50 centres d'alphabétisation; ii) la formation de 30 membres des entreprises locales, six cadres des trois préfectures et 30 cadres des six communes d'intervention du Projet; iii) la construction d'un magasin servant de banque de gène pour les CD; iv) la construction du siège de l'union des groupements de producteurs de semences; v) la formation et l'équipement des groupements; et vi) l'appui aux ONG, GIE et associations partenaires. A l'exception de la formation des cadres des préfectures et communes, et de la construction du magasin pour les groupements CD, les autres activités prévues ont été réalisées. Le caractère transitoire des autorités locales n'a pas permis de former les cadres concernés.

40. **Dans l'ensemble, la mise en œuvre de la composante 4 est jugée moyennement satisfaisante.**

Composante 5: Gestion du Projet

Gestion administrative

41. **Elle est satisfaisante.** La mise à jour du manuel des procédures administratives et financières a été terminée en 2011. Durant la même année, le manuel FAIIL a été également révisé, ainsi que le manuel d'exécution. Ainsi, après sept années de mise en œuvre du PPILDA, les problèmes principaux actuels de gestion administrative sont essentiellement liés à l'efficacité dans l'utilisation des ressources humaines et matérielles acquises.

42. La situation des contrats du personnel du PPILDA fait état d'une équipe de 32 agents dont le Directeur et 13 agents au sein des composantes, 6 agents au niveau du SAF et 13 agents d'appui (chauffeurs, gardiens, pompiste, magasinier et manœuvre). Parmi ces agents, 20 ont des contrats à durée indéterminée (CDI) depuis 2009 (après 4 contrats à durée déterminée « CDD » entre 2005 et 2008), 12 ont des CDD. Une équipe de 10 contractuels avait été engagée entre 2010 et 2011 pour renforcer le PPILDA au niveau de tous les services/composantes, notamment pour les activités de terrain). Ce personnel a été remercié en fin 2011.

43. La situation des congés du personnel actuel est préoccupante: la plupart des agents ont des soldes de congés accumulés depuis 2009 de 30 à 90 jours, ce qui peut entraîner à terme une contreperformance. Le projet doit voir comment utiliser

les ressources humaines de manière efficiente, établir un planning des congés réalisable et réaliste pour cette année. *Des décisions doivent être prises en conséquence, en faisant recours éventuellement aux contractuels qui avaient été engagés en 2011, pour des contrats de prestations de courte durée, en vue de remplacer le personnel en congé.*

44. Une mission d'évaluation externe du personnel du PPILDA vient d'être organisée en vue d'apprécier la qualité des ressources humaines devant être reconduites pour le PASADEM. Les conclusions de cette mission sont favorables pour la plupart des agents, avec des recommandations pour des formations ad hoc complémentaires et des réajustements de postes pour certains.

45. Le parc automobile et motos est constitué de 7 voitures (1 station wagon et 6 pickups) et 27 motos dont 16 DT 125 aux services techniques, 1 moto ROYAL au Bureau de liaison et 10 motos acquises pour les contractuels. Les prestations des contractuels ayant pris fin, les 10 motos ne sont pas actuellement utilisées. La mission a été informée que ces motos seront utilisées dans le cadre des activités d'achèvement du projet.

46. La gestion du carburant est régulièrement suivie par le SAF et elle est aussi vérifiée par le Contrôleur. De nouvelles cuves avaient été achetées en fin 2010 en perspective de remplacer les anciennes cuves au niveau de la pompe à essence. Finalement, elles n'ont pas encore été mises en place et sont donc actuellement inutilisées. Le projet compte les rétrocéder à l'Etat, étant donné que pour le PASADEM, la nécessité d'avoir une pompe n'est pas établie puisque le projet sera localisé à Maradi.

Suivi/évaluation (S/E)

47. **Dispositif de suivi et évaluation.** Le Projet a mis en place un dispositif de S/E participatif coordonné par la cellule de S/E et opérationnalisé par les Comités villageois de S/E (CVSE) avec l'appui des groupements paysans de ciblage (GPC) et des ONG partenaires. Le recyclage de 93 membres de groupements paysans de ciblage (GPC) et de 616 membres des CVSE prévu dans le PTBA 2011 a été réalisé. La formation de 1 070 paysans membres des CVSE, des CRG et des GPC initiée en 2011 dans le cadre des ateliers d'auto évaluation et programmation a été achevée en janvier/février 2012. De même, la réactualisation des données d'auto-recensement au niveau de 19 grappes du dispositif de ciblage nominatif n'a pas été réalisée et est reportée pour 2012 en vue de disposer des données sur les bénéficiaires en perspective d'élaboration du rapport d'achèvement du projet. Pour préparer le transfert de l'opérationnalisation du dispositif de S/E aux communes et aux directions départementales du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire (DDPAT/DC), des formations en S/E et ciblage ont été dispensées aux agents des DDPAT/DC en 2011. Il est prévu que 24 agents communaux et élus locaux bénéficient de ces formations en 2012. La mission note que le système d'information géographique (SIG) sera mis en place dans la dernière année d'exécution du PPILDA. *Compte tenu de l'importance de cet outil dans le dispositif de S/E, la mission recommande que le SIG soit mis en place et opérationnalisé au démarrage du PASADEM.*

48. **Cadre logique révisé.** Sur recommandation de la première revue à tiers parcours, le cadre logique du Projet a été révisé en août 2009 pour répondre aux exigences de la gestion axée sur les résultats et pour prendre en compte les indicateurs de la SDR applicables aux domaines d'intervention du PPILDA et aussi

tenir compte des outils de S/E des autres projets financés par le FIDA au Niger. Un tableau de bord de suivi des indicateurs des effets et impact a été actualisé en 2010 suite à cette révision du cadre logique. Il est prévu que les valeurs des indicateurs d'effets et impacts soient actualisée avant la fin de l'année 2012 dans la perspective de l'achèvement du Projet. *Ces valeurs devront être comparées avec celles de 2005 et 2009 afin d'établir le niveau de réalisation des valeurs cibles définies lors de la conception du Projet. En vue de faciliter l'évaluation des revenus des ménages appuyés par le Projet, la mission recommande que des comptes d'exploitation soient élaborés dans le cadre de la prochaine campagne agricole pour un échantillon représentatif d'exploitants bénéficiant des appuis-conseils agricoles.*

49. **Indicateurs SYGRI (RIMS).** La mission note la régularité du Projet dans la transmission au FIDA des rapports sur les indicateurs SYGRI⁵. Le rapport sur les indicateurs de 1^{er} niveau retenus pour l'année 2011 et le rapport sur les indicateurs de 2^{ème} niveau actualisés ont été transmis au FIDA en février 2012. *La mission note toutefois l'absence d'un document justificatif des barèmes attribués aux indicateurs de 2^{ème} niveau en conformité avec les directives du manuel SYGRI. Ceci devra être pris en compte dans l'actualisation de ces indicateurs pour l'année 2012.*

50. **Comité décisionnel local (CDL) et Comité de pilotage (CP).** La mission se félicite du bon suivi des activités du Projet assuré par le CDL et le CP. Pour l'année 2011, le CDL et le CP se sont réunis respectivement en novembre et décembre 2011 pour examiner et approuver le rapport annuel 2011 et le PTBA 2012. Le suivi des activités du Projet par ces instances décisionnelles contribuent à améliorer significativement les performances du PPILDA. La mission note par ailleurs l'intérêt des Autorités au niveau central et local pour les activités menées par le Projet. Depuis la dernière revue à 2/3 parcours, ces activités ont fait l'objet de visites des parlementaires nigériens, du Ministre de l'Agriculture et des préfets d'Aguié et de Guidan Roumji.

51. **Globalement, le système de S/E des activités du projet est très satisfaisant.**

D. Avancement de l'exécution du Projet

52. Les activités prévues pour les quatre composantes opérationnelles du Projet (RVIL, RIOR, FAIIL, et ROLS) s'articulent autour de huit domaines d'intervention: i) l'appui à la gouvernance locale; ii) l'appui à l'intensification agricole; iii) l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages; iv) l'appui à la gestion durable des ressources naturelles; v) la promotion de l'offre locale de services et d'activités génératrices de revenus (AGR); vi) l'appui à la promotion d'innovations porteuses; vii) l'amélioration de la santé et nutrition; et viii) le développement d'infrastructures sociales de base. A date, l'état d'avancement de l'exécution du Projet pour ces domaines se présente comme suit:

53. **Gouvernance locale.** Le Projet a construit et équipé 3 sièges de mairie (3 autres sièges sont en cours de construction), et formé 127 élus locaux et agents municipaux, 120 chefs de villages et 70 membres des comités de représentation des grappes sur la décentralisation. Ces réalisations ont permis de renforcer les capacités des communes dans le cadre du processus de transfert de la maîtrise d'ouvrage des activités appuyées par le PPILDA.

⁵ Système de gestion des résultats et de l'impact.

54. **Intensification agricole.** Les activités du Projet ont porté sur: (i) le renforcement des capacités de près de 1 500 paysans en techniques d'intensification agricole; (ii) la création de 14 boutiques d'intrants agricoles (BI), améliorant ainsi la disponibilité et l'accès des intrants aux producteurs les plus vulnérables, ce qui concourt à renforcer le dispositif d'appui conseil agricole et à améliorer les rendements des producteurs. Des comités ont été mis en place et formés pour une gestion efficace de ces BI; (iii) la construction/réhabilitation de 113 puits maraîchers et 18 forages équipés (moyens d'exhaure) permettant aux producteurs de diversifier leur alimentation et d'améliorer leurs revenus.

55. **Sécurité alimentaire.** Le projet a appuyé la mise en place de 268 BS avec un stock cumulé initial de 3 537 tonnes et 47 BC avec un stock de 172 tonnes. Les stocks actuels sont respectivement de 4 370 tonnes pour les BS et 170 tonnes pour les BC. Ceci a permis de renforcer la sécurité alimentaire de près de 80 000 bénéficiaires concernés et de réduire d'environ 50% le temps consacré au salariat agricole pour les groupes vulnérables. De même, la reconstitution du capital bétail des ménages a permis de mettre en place 6 864 petits ruminants au profit des femmes des ménages extrêmement vulnérables (EV) et des groupements (jeunes et femmes), contribuant ainsi à renforcer leurs capacités de résilience à faire face aux effets néfastes des crises alimentaires. Cette opération a en effet permis d'améliorer les revenus et la production agricole (par l'utilisation des produits et sous produits de l'élevage) des ménages les plus vulnérables.

56. **Gestion durable des ressources naturelles.** Les réalisations les plus significatives dans ce domaine portent notamment sur: i) la mise en régénération naturelle assistée (RNA) d'environ 13 000 ha de terre placés sous la surveillance de 60 comités villageois. Ceci a permis de restaurer la couverture ligneuse et d'inverser la tendance à la désertification, et de satisfaire en même temps les besoins en bois d'énergie et en fourrages des ménages adoptants; ii) la récupération et le reboisement de 319 ha de terres dégradées; et iii) la délivrance de 1 271 titres fonciers à 879 producteurs dans le cadre de la sécurisation foncière et la réduction des conflits.

57. **Offre locale de services et AGR.** Le Projet a contribué à l'émergence de 18 groupements paysans qui offrent des services de qualité (appui-conseils, ciblage, autodiagnostic) au projet et à d'autres partenaires (PACII, IRDAR, ONG). En ce qui concerne les AGR, 455 jeunes (hommes et femmes) ont été formés en couture, maçonnerie, menuiserie et tricotage; ce qui a permis à ces jeunes de disposer d'emploi permanent et donc d'améliorer leurs revenus⁶.

58. **Innovations porteuses.** Les innovations porteuses promues par le projet incluent: (i) la mise en place de 87 Parcelles d'Initiatives Paysannes (PIP) dans les domaines de la production agricole, animale et la préservation de l'environnement au profit de 2 600 paysans; (ii) la mise en place de 37 Champs de Diversités (CD) au profit de 1 100 paysans; (iii) la production de 215 tonnes des semences améliorées (mil, arachide, niébé et sésame); et (iv) l'encadrement de 3 748 ménages vulnérables sur les technologies d'intensification agricole à travers 11 groupements paysans d'appui conseil agricole. Ces réalisations ont permis d'améliorer les rendements de l'ordre de 40 à 65% à l'hectare au niveau des adoptants, de créer une offre locale paysanne de services d'appui-conseil agricole; et de diffuser des variétés adaptées à la zone du projet.

⁶ Revenus annuels moyens: 68 500 FCFA par couturière, 305 150 FCFA par maçon et 125 750 FCFA par menuisier.

59. **Santé et nutrition.** Le projet a contribué au renforcement des capacités de 117 femmes relais, des membres des COGES des structures de santé, de 20 agents de case de santé et de 129 agents de santé des 6 CSI. Ceci a facilité la prévention et la prise en charge de certaines maladies (malnutrition, paludisme, etc.). Les 6 CSI construits et équipés par le projet ont contribué à l'amélioration du taux de couverture sanitaire de la région de Maradi qui passe de 49,5% à 51,37%⁷. Pour le département d'Aguié où sont concentrées les activités du Projet, ce taux a connu une augmentation estimée à 15% avec l'intervention du PPILDA.

60. **Infrastructures rurales.** La construction/réhabilitation de 35 km de routes a permis de: (i) relier les villages de la zone du projet et au delà aux importants marchés du Nigéria et faciliter le désenclavement des bassins de production; (ii) réduire le coût de transport des personnes et des marchandises de près de 50%; (iii) développer des échanges commerciaux inter villages et en direction du Nigéria et des départements voisins; (iv) faciliter les évacuations sanitaires et créer des emplois aux jeunes des villages riverains (développement des taxi motos). La réalisation de 19 puits villageois et de 15 forages d'eau ont permis d'améliorer le taux de couverture des besoins en eau potable de la zone d'intervention. Enfin, la construction de 26 classes au niveau des écoles déjà existantes, a contribué à améliorer les conditions de travail et le taux de fréquentation de ces écoles.

E. Aspects fiduciaires

61. **Gestion financière. Le dispositif de gestion financière du PPILDA est satisfaisant.** Les ressources humaines affectées au Service Administratif et Financier sont au nombre de six: un RAF, un Contrôleur Interne, un Assistant Administratif et Financier, un Comptable et deux Assistants Comptables. Le logiciel de gestion est opérationnel, avec un contrat d'assistance signé avec le représentant de TOMPRO au Niger pour prendre en charge les besoins complémentaires de formation et d'ajustement des paramétrages. Sur le plan des procédures, nous avons constaté que le Directeur est sollicité pour des signatures de pièces terrain qui sont multiples et qui se rapportent à des activités sur lesquelles il ne peut pas avoir le premier niveau de contrôle. La procédure d'approbation de ces pièces doit être revue pour un décongestionnement et une rationalisation des signatures à ce niveau. *Il convient ainsi de mettre le premier niveau de contrôle et de signature des pièces de terrain sur les agents de la composante et le Chef de Composante et ensuite sur le RAF pour le récapitulatif des décomptes, après vérification des pièces par la comptabilité. Cela d'autant plus qu'au préalable, l'approbation du RAF et du Directeur avait déjà été obtenue lors de l'émission du chèque d'avance de mission.*

62. **Décaissement.** Au 29 février 2012, le taux moyen d'exécution cumulé, toutes sources de financement confondues, est de 70,32%. Pour le FIDA et le FBSA, il est respectivement de 87,07% et 79,92% y compris les DRF/DPD en attente de paiement. Le taux cumulé de mobilisation du financement de contrepartie est de 30,53% et celui de la participation des bénéficiaires de 23,70%. Par composante, l'exécution cumulée indique: pour le FIDA les taux de 90%, 97%, 92%, 84%, 84% pour les composantes 1 à 5 respectivement; pour le FBSA les taux de 70%, 115%, 59% pour les composantes 3 à 5; pour l'Etat les taux de 16%, 34%, 5%, 26%, 110% pour les composantes 1 à 5 respectivement et pour les bénéficiaires, le taux de 24% pour la composante 3.

⁷ Rapports Districts Sanitaires, 2010.

63. **Financement de la contrepartie.** L'Etat du Niger a entièrement versé la contrepartie de 70 000 USD en espèces prévue dans l'accord de financement (section 3.05). Un montant supplémentaire de 26 000 USD avait été également reçu en Août 2011. Ce montant est utilisé pour financer les taxes sur les opérations mineures de fonctionnement sur le PTBA 2012. La nouvelle demande de 20 000 USD inscrite au budget 2012 n'a pas encore été reçue. *La mission a noté des dépenses inéligibles d'un montant de 16,6 millions FCFA. La Direction du Projet a saisi la tutelle qui a recommandé d'adresser une correspondance au Ministère du Plan pour trouver une solution idoine à cette situation.*

64. **Financement de la contrepartie par exonération de taxes et impôts.** La procédure est régulièrement menée pour les marchés ayant fait l'objet de bons de commandes (achat des équipements du projet et fournitures). Pour les marchés avec contrats (contrats pour les travaux et services liés aux infrastructures), la demande d'exonération n'est pas exercée ou est exercée en retard. Une des raisons qui ont fait que le projet n'a pas demandé cette exonération est que l'attestation de conformité délivrée par le Contrôle Financier du MAG n'est pas obtenue dans le cas où le DAO type est approuvé au niveau régional et non au niveau national; or cette attestation est une condition d'obtention de l'exonération.

65. **Réalizations financières.** Les réalisations financières au 29/02/2012 s'élèvent à 86% sur le prêt FIDA et 90% sur les fonds FBSA. Le surplus de réalisation par rapport aux décaissements sur le FBSA s'explique essentiellement par l'existence de factures à payer dont les dépenses sont déjà enregistrées en comptabilité, conformément à la règle. Pour le prêt FIDA, par contre, cette légère différence s'explique essentiellement par les avances pour les missions terrain.

66. **Exécution catégorielle.** Au 29 février 2012, et compte tenu de la réallocation budgétaire intervenue en 2011, les taux d'exécution par catégorie sont les suivants: i) pour la catégorie 1 Génie Civil: 94% sur fonds FIDA et 86% sur fonds FBSA; ii) pour la catégorie 2, Equipement et Véhicules: 98% sur fonds FIDA et 55% sur fonds FBSA; iii) pour la catégorie 3, Formations et Etudes: 80% sur fonds FIDA et 50% sur fonds FBSA; pour la catégorie 4, Assistance Technique: 96% sur fonds FIDA et 57% sur fonds FBSA; pour la catégorie 5, FAIIL: 77% sur fonds FIDA et 79% sur fonds FBSA; pour la catégorie 6, FAROLS: 79% sur fonds FIDA et 83% sur fonds FBSA; pour la catégorie 7, Salaires: 69% sur fonds FIDA, pas d'allocation sur fonds FBSA et pour la catégorie 8, Coûts de fonctionnement (85% sur fonds FIDA; pas d'allocation sur fonds FBSA). *Etant donné que la catégorie « Assistance technique » (AT) du prêt FIDA a atteint un taux de 96%, la mission recommande que les activités d'AT soient cofinancées par le don FBSA et le don FEM.*

67. **PTBA 2011.** Le PTBA 2011 de 2,2 milliards CFA a été exécuté à hauteur de 1,5 milliards, soit à un taux de 68,49%. Par composante, cela donne 67% pour la composante 1; 67% également pour la composante 2; 66% pour la composante 3; 63% pour la composante 4 et 82% pour la composante 5. Globalement, le taux d'exécution du PTBA est moyen. Le projet explique ce taux moyen par essentiellement trois raisons: i) une bonne partie du temps de travail du PPILDA a été utilisée pour la collaboration avec les consultants dans l'élaboration du PASADEM, ii) la formation des nouvelles équipes communales et iii) les travaux de construction qui n'ont pu être terminés en 2011 du fait de la faible capacité financière de certains entrepreneurs et de la tension de trésorerie au niveau du projet, ce qui a fait que le matériel prévu pour équiper ces constructions une fois achevées, n'a pu être

acheté, alors que ces postes budgétaires représentent une partie importante du PTBA.

68. **PTBA 2012.** Au 26 mars 2012, le PTBA 2012 de 2,9 milliards CFA a été exécuté à hauteur de 11% globalement: 11% pour la composante 1; 6% pour la composante 2; 19% pour la composante 3; 16% pour la composante 4 et 17% pour la composante 5. Il est prévu de réviser ce PTBA d'ici juin 2012, en fonction du taux d'exécution à cette date et aussi pour réorienter les fonds qui devaient servir de cofinancement avec le PAM, vers d'autres activités pour lesquelles le PPILDA a la maîtrise. Cette révision du PTBA permettra également d'intégrer les frais relatifs au transfert de certaines réalisations, ce qui n'était pas prévu en début d'année. Il est à noter que le taux d'exécution sans la composante FEM qui vient d'être lancée et sans les fonds PAM qui étaient prévus, le taux d'exécution au 26 mars 2012 est de 16,64%.

69. **Situation et analyse de la trésorerie.** La situation de trésorerie s'est nettement améliorée. Le solde de la trésorerie sur le Prêt FIDA est environ de 85 millions FCFA, soit environ 28,7% du montant de l'avance au compte spécial. Le solde de la trésorerie sur le don FBSA est de 77 millions F CFA, soit environ 47% du montant de l'avance au compte spécial du don. La situation actuelle est marquée par une amélioration comparée aux crises d'antan (ce ratio a été jusqu'à 1% dans les rapports de supervision précédents), parce que le projet gère au mieux la trésorerie existante en limitant les paiements sur le compte spécial et en effectuant beaucoup de DPD, au détriment souvent des fournisseurs obligés d'attendre de longs mois sans être payés. Le montant actuel n'est pas suffisant pour payer toutes les factures actuellement en attente et mettre en œuvre le PTBA de cette année dans les meilleures conditions. *C'est pour cela que la mission recommande un rehaussement de l'avance au compte spécial du prêt de 297 millions de FCFA à 600 millions et celui du don de 164 à 300 millions.*

70. **Préparation et traitement des DRF.** Le rythme d'établissement des DRF et DPD est très satisfaisant. Le projet a effectué sur le compte de prêt 13 DRF et 12 DPD sur la période de 12 mois entre Avril 2011 et Mars 2012. Sur le don FBSA, le projet a effectué sur la même période 10 DRF et 9 DPD.

71. **Vérification des ECD.** La mission a procédé à la vérification des ECD sur échantillonnage (environ 75% des pièces en ECD supérieures à 750 000 F CFA sur la période avril à décembre 2011). Les conclusions sont satisfaisantes sur le plan de l'existence de pièces justificatives.

72. **Dispositions de l'accord de prêt.** Les dispositions de l'accord de prêt sont respectées dans l'ensemble: toutes les dispositions administratives ont été globalement respectées au fil des ans. Seule celle qui est relative à l'exonération de taxes sur les contrats est difficile à apprécier, du fait des raisons exposées au point 4 ci-dessus. En effet, l'Etat était disposé à accorder ces exonérations, mais la demande n'a pas toujours été exercée par le projet.

73. **Passation de marchés.** Les procédures de passation des marchés sont satisfaisantes. Le projet est en train de passer les derniers marchés, étant donné que l'achèvement est dans quinze mois. Les responsables de composantes, doivent en collaboration avec le Contrôleur Interne et le RAF, réexaminer les dates prévues pour tous les paiements relatifs à ces marchés non encore exécutés, pour que cette planification serve de base au plan de trésorerie à mettre à jour.

74. **Audit.** Le rapport d'audit de l'exercice 2010 a été envoyé au FIDA le 24 juin 2011. Le tableau de suivi des recommandations fait apparaître 14 recommandations mises en œuvre sur les vingt recommandations de l'audit, 5 en cours de mise en œuvre et une non encore appliquée (planning des congés). L'audit est prévu en avril 2012 pour les deux dons de 310 000 Euros et 500 000 USD du programme d'urgence exécutés par le PPILDA; l'audit des comptes de l'exercice 2011 est planifié pour mai 2012.

F. Durabilité

75. La question de durabilité est prise en compte dans toutes les activités du PPILDA afin d'assurer une continuité des actions par des institutions partenaires une fois le Projet terminé. Ceci se traduit à travers les structures communautaires mises en place et formées, notamment les groupements paysans d'appui-conseil, d'autodiagnostic et de ciblage, les comités de gestion des infrastructures construites par le Projet (AEP, CSI, pistes, BI, BS, etc.), et les comités de gestion des ressources naturelles.

76. **Gouvernance locale.** Les communes sont les premiers acteurs concernés par la durabilité des activités du Projet après son achèvement. A cet effet, le projet envisage à très court terme de renforcer les capacités des autorités communales sur les procédures de gestion et de fonctionnement des BS, des BC et des BI. En outre, les agents communaux seront formés sur l'opérationnalisation du dispositif de S/E participatif qui leur sera transféré.

77. **Intensification agricole.** Des facteurs de durabilité des actions entreprises par le PPILDA au niveau de l'intensification agricole ont été mis en place et se renforcent progressivement. Il s'agit notamment des comités de gestion des BI et des puits maraîchers, ainsi que l'union des producteurs de semences. Il convient cependant de noter que la plupart de ces structures viennent d'être mises en place et qu'elles sont encore fragiles. *Leurs capacités sont à renforcer davantage pendant la période restante d'exécution du projet.*

78. **Sécurité alimentaire.** Pour assurer la durabilité des investissements réalisés, des comités de gestion des BS et des BC ont été mis en place, formés et dotés de documents de gestion. Le projet vient d'évaluer le fonctionnement de ces banques et identifier des domaines de renforcement des capacités des acteurs impliqués. Aussi, il a engagé un processus de leur transfert aux communes et d'ancrage au dispositif national de prévention et de gestion des crises (système d'alerte précoce et de gestion des crises alimentaires) pour qu'ils puissent assurer un suivi efficace de ces banques après le projet.

79. **Gestion durable des ressources naturelles.** Des comités de gestion des ressources naturelles comprenant des membres provenant des différents villages concernés ont été mis en place et formés avec l'appui des services techniques de l'environnement. Trois commissions foncières communales et six commissions foncières de base (niveau village) ont été mises en place, formées et équipées pour appuyer le processus de sécurisation foncière. Pour renforcer les dispositifs organisationnels de gestion durable des ressources naturelles et créer ainsi les conditions d'une sécurisation des producteurs, *le projet devra s'assurer de l'ancrage des structures communautaires de gestion des ressources naturelles (RNA, récupération des terres dégradées) au niveau des communes.*

80. **Offre locale de services et AGR.** *Le projet devra appuyer la dynamique de promotion des AGR à travers le renforcement des capacités des artisans formés pour qu'ils continuent à offrir des services de qualité aux populations à travers l'identification des meilleurs « entrepreneurs » afin de leur apporter des kits complémentaires.* Aussi, la mise en relation en cours de l'expertise locale (groupements de services) avec d'autres partenaires (projets, autres ONG, etc.) est une alternative porteuse pour la durabilité de l'offre locale de services.

81. **Innovations porteuses.** La durabilité des innovations porteuses est conditionnée par la valeur ajoutée que ces innovations apportent au paysan. Dans la mesure où ces innovations contribuent à l'augmentation de la productivité agricole, elles continueront être adoptées par les agriculteurs. Au regard de la faible capacité d'intervention des services de l'agriculture et de l'élevage, les groupements paysans d'appui-conseils agricoles seront transférés à ces services pour une valorisation efficace au profit des communes. Aussi, ces dernières pourront les utiliser dans le cadre des actions de développement qu'elles auront identifiées dans leurs PDC.

82. **Santé et nutrition.** Les conditions de durabilité des acquis du projet en matière de santé et nutrition semblent assurées dans la mesure où les structures sanitaires appuyées sont gérées par les services compétents du Ministère de la santé selon la politique nationale en la matière. Le renforcement des capacités des acteurs (femmes relais, comités de santé, agents de santé) a permis de mieux les outiller notamment dans la prévention et la prise en charge de certaines maladies (malnutrition, paludisme, etc.).

83. **Infrastructures rurales.** Concernant la construction et réhabilitation des infrastructures rurales, la durabilité des investissements réalisés est en partie assurée par la qualité des infrastructures, jugées solides et ainsi faciles d'entretenir. Toutefois, au vu du niveau de maturité des différentes structures de gestion et d'entretien, *cette durabilité n'est envisageable qu'avec: (i) un renforcement aussi bien institutionnel des différentes associations que de leurs capacités techniques et organisationnelles, (ii) leurs premiers outillages (matériels d'entretien, Manuels de gestion, ...) et (iii) l'application effective d'un règlement d'ordre intérieur validé et approprié par l'ensemble des parties prenantes à la gestion et entretien des infrastructures.*

84. **Stratégie de transfert de la maîtrise d'ouvrage.** Dans la perspective de l'achèvement du PPILDA et en vue d'assurer la durabilité des activités après le projet, une stratégie de transfert de la maîtrise d'ouvrage a été élaborée et a fait l'objet d'échanges entre l'UGP, les communes et les STD. Les actions suivantes ont été déjà réalisées dans le cadre de la mise en exécution de cette stratégie: i) recensement des activités à transférer aux communes et élaboration d'une note méthodologique y afférente; ii) réunion d'information et de validation de la note méthodologique par les communes et les STD; et iii) identification des domaines de renforcement des capacités des acteurs. Les activités prévues dans cette stratégie seront réalisées au cours de la période restante d'exécution du projet.

85. Il est ressorti de la réunion tenue entre la mission, l'UGP, les communes, les STD, les ONG partenaires et l'Union des producteurs de semences ALHERI que tous les partenaires sont engagés à accompagner les communautés dans la pérennisation des acquis du projet. *La mission soutient les recommandations ci-après issues de cette réunion: i) matérialiser la collaboration des acteurs concernés par une convention multipartite (projet, communes, STD, et communautés à la base) définissant les rôles et responsabilités de chaque partie prenante; ii) mettre en place*

un cadre de concertation au niveau départemental pour suivre, superviser et évaluer les actions faites dans le cadre du transfert de la maîtrise d'ouvrage. Les appuis du niveau central et régional sont requis pour l'opérationnalisation de ce cadre; iii) poursuivre le partenariat avec les autres projets et programmes intervenant dans la zone afin de valoriser au maximum les acquis du projet; et iv) inscrire dans le budget des communes pour 2013 les actions liées à la prise en charge des activités du Projet après son achèvement.

G. Autres aspects

86. Depuis la revue à deux tiers parcours, les formations suivantes ont été réalisées en faveur du personnel du projet: i) le RSE, une Technicienne en animation rurale et un Technicien agricole ont bénéficié de formations à l'Université de Ouagadougou sur l'Innovation et développement en milieu rural (AGRINOVIA) dans le cadre de la convention signée entre cette université et le Projet; ii) le RAF, le Comptable et le Contrôleur Interne ont bénéficié d'une formation en gestion financière et comptable des organisations et projets, et sur les procédures du FIDA; iii) le Responsable de la Composante 4 (Infrastructures) et le RAF ont été formés, conjointement avec les autres projets FIDA, sur les procédures de passation des marchés publics à Maradi; iv) l'Assistant en S/E, s'est joint aux autres équipes S/E des projets FIDA pour une formation sur la conduite des études et impacts sur le SYGRI à Niamey.

87. Au cours de la même période, l'équipe du PPILDA a participé aux ateliers suivants: i) les Responsables des composantes 2 et 4 ont participé au 6^{ème} forum régional en Afrique de l'Ouest organisé par le FIDA au Gabon; ii) le Directeur a participé à l'atelier sur le bilan/programmation du TAG FIDA/ICRAF tenu à Ouagadougou, à la conception du PASADEM, et aux réunions du QE à ROME; iii) le Directeur et les Responsables des Composantes 1 et 2 ont participé à l'atelier tenu à Niamey sur le partage et l'internalisation de l'initiative 3N.

H. Conclusion

88. La mission félicite le PPILDA pour la mise en exécution des recommandations de la mission de revue à 2/3 parcours et pour les performances enregistrées dans la réalisation du PTBA 2011. Le dynamisme et la motivation l'équipe du projet sont à la base de ces bonnes performances. Il reste 15 mois d'exécution du projet avant la date de son achèvement fixée au 30 juin 2013. Cette période sera mise à profit pour réaliser les activités prévues dans le PTBA 2012. D'ici fin juin 2012, le projet aura une bonne visibilité sur l'état d'avancement de ces activités, ce qui lui permettra de préparer un PTBA révisé qui sera soumis au CP et au FIDA pour approbation. Le PTBA révisé mettra un accent particulier sur la réalisation des activités en rapport avec la mise en œuvre de la stratégie de transfert de la maîtrise d'ouvrage aux institutions pérennes.

89. Compte tenu des bonnes performances du personnel du projet qui sont confirmées par l'évaluation externe qui s'est terminée au début de la mission, la plupart du personnel du PPILDA a de fortes chances d'être retenu pour le PASADEM dont le démarrage est prévu en mai 2012. A cet effet, l'UGP veillera à ce que les activités de démarrage du nouveau projet ne se fassent pas au détriment du processus d'achèvement du PPILDA. En cas de nécessité, l'UGP devra recourir au recrutement ponctuel des prestataires de services en vue de ne pas compromettre le bon déroulement de l'achèvement du PPILDA. La mission a pris connaissance du

calendrier de l'achèvement des activités du PPILDA proposé par l'UGP. Les activités prévues dans ce calendrier qui ne sont pas reprises dans le PTBA 2012 devront être intégrées dans le PTBA révisé.

90. Le FIDA et le Gouvernement du Niger approuvent les conclusions de cette mission de supervision.

Appendices

- Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
- Appendice 2 Etat d'exécution des recommandations de la mission de revue à deux tiers parcours (Avril 2011)
- Appendice 3 Résumé des principales mesures adoptées dans des délais convenus
- Appendice 4 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
- Appendice 5 Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
- Appendice 6 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- Appendice 7 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
- Appendice 8 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

Faits essentiels

Pays	Niger	No. du projet	1221	No. du prêt/don DSF	597
Projet	Projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié			Prêt/don DSF suppl.	8012
Date de mise à jour	30/03/2012			Conditions de financement	HC
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	10	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	30/03/2012	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	03/09/2003		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	11/12/2002			Coût total	17.76	
Accord	09/05/2003	Délai d'entrée en vigueur	29.2	FIDA Total	10.00	
Entrée en vigueur	05/05/2005	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	10.00	82
Examen à mi-parcours	22/04/2011			Don DSF		
Achèvement	30/06/2013	Dernier amendement	13/04/2011	Don FIDA		
Clôture	31/12/2013	Dernier audit	24/06/2011	Financement national total	3.78	
Nbre de prolongations	0			Beneficiaries	1.23	
				Government (National)	2.56	
				Cofinancement total	3.98	
				Belgium/BSF	3.77	76
				Italy	0.20	63

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	5	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	5	2. Exécution du S&E	4	5

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: 18 au 30 mars 2012

3. Fonds de contrepartie	4	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	5	5
4. Conformité à l'accord de prêt	5	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	3	5	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	5	5

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. gestion du projet	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. renforcement de l'offre locale de services	5	4	2. Autonomisation	4	4
3. constitution du FAIIL	3	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
4. renforcement capacités IOR& autr parties prenantes	5	4	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
5. soutien à l'innovation locale	5	6	5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	5
			6. Possibilité répliation à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

La mission a jugé satisfaisante la gestion du projet en général, et la gestion financière en particulier. Les aspects fiduciaires de l'exécution du projet et la gestion du projet en général ont été améliorés. En effet, tous les outils de gestion ont été révisés conformément aux recommandations émises lors des missions précédentes. Sur le plan de la gestion financière, la qualité et la régularité des DRF ont été améliorées. Par ailleurs, le projet dispose maintenant d'un contrôleur interne et la quasi-totalité des recommandations d'audit ont été mises en œuvre. La note de l'exécution du S/E est passée de 4 à 5 du fait que la cellule suivi-évaluation du PPILDA n'a cessé de s'améliorer; elle a permis de fournir un appui en formation sur le ciblage auprès du PUSADER et PUSA2 (financement BM). Compte tenu de ses bonnes formances, la mission a jugé très satisfaisant le SSE du PPILDA. La mise en œuvre du FAIIL a été jugée moyennement satisfaisante. Sa note est ainsi passée de 3 à 4 du fait que depuis la dernière revue, des progrès ont été notés en ce qui concerne le nombre de MP financés. La note 5 a été maintenue pour les aspects liés à l'innovation, la capitalisation et la diffusion des techniques. Ces activités se sont poursuivies et ont même abouti à la signature d'une convention avec l'Université de Ouagadougou dans le cadre du master Agrinovia pour l'encadrement des étudiants nigériens et dans le cadre du programme de recherche action SCAP1 qui vise la promotion de l'Agriculture de Conservation au profit des petits producteurs et une convention est en cours d'élaboration avec ICRAF. L'équité hommes-femmes est prise en compte dans les activités du PPILDA. Toutefois, les femmes sont très peu représentées dans les instances décisionnelles des OP, ce qui justifie le maintien de la note 4. D'une manière générale, les IOR sont encore fragiles et nécessitent beaucoup d'appui en renforcement des capacités pour atteindre leur autonomisation, ce qui explique le maintien de la note 4. La préparation de la stratégie de désengagement étant déjà finalisée et les discussions pour opérationnaliser cette stratégie étant déjà initiées avec les communes et les STD, la note y relative est passée de 4 à 5.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	5	5
Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution		

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: du 18 au 30 mars 2012

C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)

5

5

Justification des notes sur les objectifs de développement

L'évaluation globale des actifs physiques est adéquate; l'inventaire physique est bien établi mais certains équipements du projet sont sous-utilisés pour le moment. L'amélioration de la sécurité alimentaire s'est traduite par l'amélioration des pratiques culturelles appuyées par les groupes d'appui-conseil et l'utilisation des BS. Les groupes d'appui-conseil paysans ont transformé le paysage d'appui agricole. En effet, l'innovation a été reconnue et a donné lieu à une stratégie d'appui-conseil agricole au niveau du ministère de l'agriculture. Le ministère a pris acte de l'approche et l'a reconnu comme dispositif probant à mettre à la disposition des acteurs de l'appui-conseil et de vulgarisation agricole. Dans le cadre du PPILDA, leur expertise sera mise à profit dans le cadre du transfert de la maîtrise d'ouvrage par les services techniques et communaux. L'autonomie des COGES des BS reste à améliorer compte tenu de leur faible capacité organisationnelle et du non renouvellement des membres du COGES. L'audit des OP a fait des recommandations et offre des pistes de solutions pour la durabilité de ces OP. L'un des objectifs du PPILDA est d'avoir un réseau de partenaires locaux forts qui jouent leur rôle d'acteurs du développement. A cet effet, le travail s'est poursuivi dans le renforcement des capacités au niveau communal et des partenaires opérationnels et sera renforcé dans le cadre du transfert de la maîtrise d'ouvrage.

C.5 **Risques:** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Le faible montant des avances aux comptes spéciaux du prêt et du don par rapport aux paiements locaux à effectuer, peut constituer un risque de ralentissement de l'exécution du projet.
Avancement de l'exécution du projet	Le démarrage des activités du PASADEM en mai 2012 pourrait ralentir le rythme d'exécution du projet si des mesures appropriées ne sont pas prises.
Produits et réalisations	Pas de risque majeur
Durabilité	Ressources financières limitées des communes. Faibles capacités d'encadrement des STD. Absence d'un plan de développement des OP.

Suivi proposé

Question/problème	Mesures Recommandées	État de calendrier	État d'avancement
Elaborer un PTBA couvrant la période restante d'exécution du projet.	Procéder à une révision budgétaire en juin 2012 et saisir cette opportunité pour élaborer un programme de travail qui couvre la période restante d'exécution du Projet (juillet 2012 à juin 2013).	30 juin 2012	On-going
Diffuser à grande échelle les inn ovations du projet.	Analyser les outils existants en vue de tirer les leçons et de mettre en place une stratégie de communication et de vulgarisation des produits/outils : <ul style="list-style-type: none"> Identifier les indicateurs Documenter leur utilisation par les bénéficiaires. 	A partir du 30 avril 2012	On-going
Améliorer les capacités de gestion des OP.	Organiser des formations pour les OP en gestion financière et organisationnelle afin de les renforcer et de mettre en place des mécanismes de durabilité.	A partir du 30 avril 2012	On-going
Opérationnaliser le dispositif de gestion de l'entretien des pistes.	Assurer l'appui/accompagnement du dispositif de gestion de l'entretien des pistes rurales qui servira d'école aux dispositifs similaires qui seront promus dans le cadre du PASADEM.	A partir du 30 juin 2012	On-going
Evaluer leseffets et impacts du projet.	Comparer les valeurs des indicateurs d'effets et impact au 31 décembre 2012 avec celles	31 décembre	On-going

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: 18 au 30 mars 2012

	de 2005 et 2009 afin d'établir le niveau de réalisation des valeurs cibles définies lors de la conception du Projet.	2012	
Apprécier les revenus additionnels induits par les appuis-conseils agricoles.	Elaborer les comptes d'exploitation pour un échantillon représentatif d'exploitants bénéficiant des appuis-conseils agricoles en vue de faciliter l'évaluation des revenus des ménages appuyés par le Projet.	31 octobre 2012	On-going
Assurer le financement de la catégorie AT jusqu'à l'achèvement du projet.	Cofinancer les activités d'assistance technique (AT) par le don FBSA et le don FEM étant donné que la catégorie « Assistance technique » du prêt FIDA a atteint un taux de 96%.	A partir du 30 avril 2012	On-going
Assurer le paiement régulier des entreprises, ainsi que des biens et services acquis par le projet.	Rehausser le niveau du compte spécial du prêt FIDA à 600 millions F CFA, ainsi que celui du don FBSA à 300 millions F CFA, pour permettre au projet de payer les factures en instance et conduire sereinement les travaux d'achèvement du projet dans les délais.	30/04/2011	On-going
Pérenniser les acquis du projet.	Renforcer davantage les capacités des structures communautaires mises en place avec l'appui du projet et assurer leur ancrage au niveau communal et leur mise en relation avec d'autres partenaires.	A partir du 30 avril 2012	On-going
Opérationnaliser la stratégie de transfert de la maîtrise d'ouvrage.	Mettre en place un cadre de concertation au niveau départemental pour suivre, superviser et évaluer les actions faites dans le cadre du transfert de la maîtrise d'ouvrage.	A partir du 31 mai 2012	On-going

Observations supplémentaires

Appendice 2: Etat d'exécution des recommandations de la mission de deux tiers parcours (avril 2012)

1. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION DE REVUE A DEUX TIERS PARCOURS DU PPILDA

Mesures convenues	Délai	Responsabilité	Etat d'avancement	Observations
Composante I: Repérage et valorisation des innovations locales				
1. Confirmer ou infirmer la pertinence, la viabilité et le potentiel de répliquabilité/diffusion des 9 innovations en expérimentation et de celles déjà adoptées dans la zone	31/12/ 2012	Responsable composante 1	Réalisé	Suite aux investigations complémentaires, un recueil sur l'ensemble des innovations pertinentes et répliquables est édité et disponible pour usage des partenaires
Composante II: Renforcement des Instances et Organisations Rurales				
2. Poursuivre et renforcer les initiatives à la sécurisation foncière (délivrance de titres fonciers)	31/12/ 2012	Responsable composante 2	Réalisée	La délivrance des titres se poursuit au niveau 6 villages pour atteindre les 500 prévus dans le PTBA 2011. Aussi, 10 commissions foncières de base devant accompagner ce processus sont en cours de mise en place
Composante V: Gestion du Projet				
3. Identifier et restreindre le champ géographique du suivi évaluation aux villages ayant les institutions partenaires les plus dynamiques et fonctionnelles (tenue régulière des réunions statutaires, renouvellement des instances, etc.)	31/03/ 2012	Responsable SE	Réalisé	Une enquête d'appréciation du degré de dynamisme et d'autonomisation des 35 grappes d'intervention a été réalisée et a permis d'identifier 3 catégories de grappes (dynamiques, moyennes et faibles) Les critères de classification sont entre autres: existence d'OP/groupements dynamiques, bonne gouvernance dans la gestion des biens collectifs, fonctionnalité des comités des grappes. Les activités prévues en 2012 concerneront essentiellement les grappes moyennes (13)
4. Prendre des mesures appropriées pour améliorer le décaissement sur le FAIIL et le FAROLS	31/12/ 2011	Responsable composante en liaison avec le RAF	Réalisé	Les taux respectifs actuels sont de 70 et 68% pour le prêt ; 73 et 74% pour le don. Les deux fonds seront épuisés suite à l'exécution du PTBA 2012
5. Relancer (par correspondances, démarches et suivi) le MEF pour savoir où en est le dossier et le dénouement de la créance à encaisser par l'UGP au titre de la contribution de l'Etat nigérien	31/05/ 2011	RAF	Réalisé	L'Etat a versé 13.000.000 FCFA en août 2011
6. Procéder à un reversement des impôts sur les salaires dus, dont le montant s'élève à 40 227 322 Fcfa dans les délais requis, puis engager la procédure de demande de remboursement	31/12/ 2011	Directeur et RAF	Réalisé	L'impôt sur les salaires est payé chaque fois que le projet a une DRF afin d'éponger les arriérés

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: 18 au 30 mars 2012

Mesures convenues	Délai	Responsabilité	Etat d'avancement	Observations
7. Elaborer un plan de trésorerie avec un suivi régulier en collaboration avec les responsables de composantes et s'assurer concomitamment qu'au moins une DRF et DPD par mois soit soumise à règlement pour que le décaissement soit effectif cinq semaines plus tard	30/04/2011	RAF	Réalisé	Un plan de trésorerie a été utilisé pendant l'année 2011 et au moins une DRF et DPD par mois sont soumises au FID, ce qui a réduit la tension de trésorerie
8. Dresser une planification mensuelle des activités à réaliser sur la base du PTBA et la réviser avec la participation des responsables des composantes à la fin de chaque trimestre	30/04/2011	RAF et responsables de composantes	Réalisée	Les activités à réaliser dans le mois sont planifiées à raison d'une programmation par quinzaine sur la base des priorités de chaque composante
9. Valider rapidement le résultat de l'évaluation de: (i) la gestion des immobilisations sur le logiciel et étiqueter les immobilisations de même que l'affichage de la liste des immobilisations aux lieux d'affectation, (ii) la gestion du carburant en veillant à la tenue régulière du registre et du carnet pré numéroté déjà existants	30/06/2011	Directeur et RAF	Réalisé	
10. Procéder à toutes les mises à jour de manière formelle par le SAF pour le bon fonctionnement garantissant une gestion saine et rigoureuse	30/04/2011	RAF	Réalisé	
11. Sélectionner le cabinet qui effectuera l'audit des comptes de l'exercice 2010 durant le mois d'avril pour que le prestataire commence le rapport d'audit en juin	30/04/2011	Directeur et RAF	Réalisé	

2. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES CONVENUES ENTRE LE FIDA ET LE GOUVERNEMENT DU NIGER A L'ISSUE DE LA REVUE A DEUX TIERS PARCOURS DU PPILDA

Mesures convenues	Délai	Responsabilité	Etat d'avancement	Observations
Composante I: Repérage et valorisation des innovations locales				
1. Renforcer davantage l'implication des communes dans la maîtrise d'ouvrage des microprojets et leur développement dans le cadre des Plans de Développement Communaux (PDC)	30/12/11	Resp Comp1	Réalisé	Les dossiers des micro projets émanent des PDC des communes ou des Plans d'Action Inter Villageois (PDIV) ; ils sont ensuite validés par les communes, la mise en place et le suivi de leur exécution sur le terrain sont également assurés de façon conjointe avec elles
Composante II: Renforcement des Instances et Organisations Rurales				
2. Réaliser une évaluation approfondie des Banques de Soudure (BS)	30/12/11	Resp comp 2	Réalisée	La version du rapport intégrant les observations du projet est disponible. Il reste la transmission au FIDA
3. Appuyer à travers leur structuration formelle la formation et la mise en réseau les capacités des Organisations Paysannes	Continu	Resp Comp2	En cours	Le projet a opté pour la réalisation d'un audit des organisations paysannes afin d'identifier entre autres leurs faiblesses et les besoins de renforcement subséquentes ainsi que de leur mise en réseau. Le rapport d'audit est disponible
Composante V: Gestion du Projet				
4. Réviser les procédures de passation de marchés et sur la base de cette révision suggérer des améliorations à être adoptées par le manuel de procédures	30/10/11	Contrôleur interne	Réalisé	Les seuils pour les achats des biens, services et travaux sont maîtrisés et des dispositions souples de passation de marchés publics adaptées au contexte des marchés du PPILDA sont faites. Le manuel de procédures a été révisé sur la base des dispositions convenues par les structures habilitées. La version finale du manuel de procédures est disponible
5. Assurer une communication efficace avec les partenaires au développement dans le cadre du programme Conjoint des Nations Unies pour la région de Maradi	30/10/11	Directeur et resp comp1	Non réalisé	Cependant, des réunions mensuelles régionales sont organisées (PAM , OCHA, FENU etc.) et le projet est présent à chaque rencontre pour passer les informations sur le niveau d'exécution de ses activités
6. Améliorer progressivement la performance de la planification et de la gestion financière	Continu	Directeur et RAF/CI	Réalisé	
7. Améliorer la gestion et la mobilisation des mécanismes de financement des microprojets (FAROLS et FAIIL)	30/12/11	Contrôleur interne et responsables de composantes	Réalisé	Les manuels du FAIIL et FAROLS ont été révisés et la procédure d'appui aux micros projets améliorée

Appendice 3: Résumé des principales mesures adoptées dans des délais convenus

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Vue d'ensemble		
1. Procéder à une révision budgétaire en juin 2012 et saisir cette opportunité pour élaborer un programme de travail qui couvre la période restante d'exécution du Projet (juillet 2012 à juin 2013)	RSE, RAF et Directeur	Juin 2012
Composante 1: Repérage et valorisation des innovations locales		
2. Analyser les outils existants en vue de tirer les leçons et de mettre en place une stratégie de communication et de vulgarisation des produits/outils: <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les indicateurs • Documenter leur utilisation par les bénéficiaires 	R/Composante 1	Juin 2012
Composante 2: Renforcement des Instances et Organisations Paysannes		
3. Renouveler les COGES des BS et les appuyer dans la gestion des stocks et organisationnelle.	R/Composante 2	Octobre 2012
4. Organiser des formations pour les OP en gestion financière et organisationnelle afin de les renforcer et de mettre en place des mécanismes de durabilité	R/Composante 2	Mai à Décembre 2012
5. Identifier un dispositif de recyclage, de suivi et de perfectionnement pour les formations professionnelles	R/Composante 2	Décembre 2012
Composante 4: Renforcement de l'Offre Locale de Services		
6. Assurer l'appui/accompagnement du dispositif de gestion de l'entretien des pistes rurales qui servira d'école aux dispositifs similaires qui seront promus dans le cadre du PASADEM	R/infrastructures/PPILDA / PASADEM	Continu en 2012 et 2013
7. Enclencher le processus d'acquisition d'équipements pour les deux CSI réduits à construire afin que ces CSI soient opérationnels aussitôt après la fin des travaux	R/Composante 4 et RAF	Juin 2012
8. Mettre en place et former les CGE pour les 14 forages non encore équipés	R/Composante 4	Mai 2012
Composante 5: Gestion du Projet		
Gestion administrative		
9. Etablir un planning des congés réaliste et réalisable pour 2012 et prendre les décisions nécessaires pour un remplacement en vue de la réalisation du PTBA	RAF/PPILDA	Avril 2012
Suivi-Evaluation		
10. Mettre en place et opérationnaliser le SIG au démarrage du PASADEM	RSE/PPILDA/PASADEM	Décembre 2012
11. Comparer les valeurs des indicateurs d'effets et impact au 31 décembre 2012 avec celles de 2005 et 2009 afin d'établir le niveau de réalisation des valeurs cibles définies lors de la conception du Projet	RSE/PPILDA	Décembre 2012
12. Elaborer les comptes d'exploitation pour un échantillon représentatif d'exploitants bénéficiant des appuis-conseils agricoles en vue de faciliter l'évaluation des revenus des ménages appuyés par le Projet	Economiste /PPILDA	Octobre 2012
13. Actualiser les indicateurs de 2 ^{ème} niveau au titre de l'année 2012 et élaborer un document justificatif	RSE/PPILDA	Janvier 2013

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
des barèmes attribués à ces indicateurs en conformité avec les directives du manuel SYGRI		
Aspects fiduciaires		
14. Emettre une note de service instaurant un changement dans la procédure actuelle de signature et de contrôle des pièces terrain: mettre le premier niveau de contrôle et de signature sur les agents de la composante et le Chef de Composante (signature des pièces terrain) et ensuite sur le RAF (récapitulatif des décomptes) après vérification par la comptabilité	RAF/PPILDA	Avril 2012
15. Cofinancer les activités d'assistance technique par le don FBSA et le don FEM, en conformité aux dispositions des différents accords, étant donné que la catégorie « Assistance technique » du prêt FIDA a atteint un taux de 96%	FIDA/Directeur	Continu
16. Rehausser le niveau du compte spécial du prêt FIDA à 600 millions F CFA, ainsi que celui du don FBSA à 300 millions F CFA, pour permettre au projet de payer les factures en instance et conduire sereinement les travaux d'achèvement du projet dans les délais	FIDA	Avril 2012
17. Etudier les modalités de cession ou d'utilisation de tout matériel inutilisé au niveau du PPILDA	Directeur/RAF	Décembre 2012
Durabilité		
18. Renforcer davantage les capacités des structures communautaires mises en place avec l'appui du projet et assurer leur ancrage au niveau communal et leur mise en relation avec d'autres partenaires	R/composante 2	Continu en 2012
19. Matérialiser la collaboration des acteurs concernés par une convention multipartite (projet, communes, STD, et communautés à la base) définissant les rôles et responsabilités de chaque partie prenante dans l'opérationnalisation de la stratégie de transfert de la maîtrise d'ouvrage	R/composante1	Mai 2012
20. Mettre en place un cadre de concertation au niveau départemental pour suivre, superviser et évaluer les actions faites dans le cadre du transfert de la maîtrise d'ouvrage	R/composante1	Mai 2012
21. Poursuivre le partenariat avec les autres projets et programmes intervenant dans la zone d'intervention du PPILDA afin de valoriser au maximum les acquis du projet	R/composante1	Continu en 2012
22. Inscrire dans le budget des communes pour 2013 les actions liées à la prise en charge des activités du Projet après son achèvement	Communes	Septembre 2012

Appendice 4: Questions financières: exécution effective des obligations de financement, par source de financement et par composante; décaissements par catégorie: Situation au 29 février 2012

Tableau 4A: Exécution des obligations de financement par source de financement en USD au 29/02/2012

Source de financement	Approbation	Décaissements	%
Prêt du FIDA	11 736 819	9 628 710	82,04%
Don du FBS	3 775 000	2 867 485	75,96%
Gouvernement	2 555 000	780 122	30,53%
Bénéficiaire	1 227 000	290 806	23,70%
TOTAL	19 293 819	13 567 123	70,32%

Tableau 4B: Exécution des obligations de financement par composante au 29/02/2012

Composante s	TOTAL TOUS FINANCEMENTS												
	FIDA				DON		ETAT				BENEFICIAIRES		
	Budget révisé en DTS	Montant USD actualisé	Réalisations USD	%	Budget révisé en Euros	Réalisations Euros	%	Budget	Réalisations USD	%	Budget	Réalisations USD	%
Composante 1	950 000	1 114 663	999 975	90%	0	1 834		193 000	30 087	16%	0	0	
Composante 2	400 000	469 332	453 066	97%	0	120 184		130 000	44 525	34%	0	0	
Composante 3	1 250 000	1 466 662	1 354 134	92%	1 679 000	1 182 841	70%	873 000	39 819	5%	1 227 000	290 806	24%
Composante 4	3 100 000	3 637 323	3 066 209	84%	1 558 000	1 785 260	115%	984 000	254 382	26%	0	0	0%
Composante 5	4 303 000	5 048 839	4 259 954	84%	538 000	315 622	59%	375 000	411 309	110%	0	0	0%
Total	10 003 000	11 736 819	10 133 338	86%	3 775 000	3 405 740	90%	2 555 000	780 122	31%	1 227 000	290 806	24%

Taux : 1 DTS= 1,54 USD Taux moyen des DRF payées (LGS)

Taux : 1 USD = 655,00 F CFA Taux début du projet

Taux : 1 USD = 478,95 F CFA Taux moyen des DRF payées

Taux : 1 Euro = 655,957 F CFA Taux constant

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: du 18 au 30 mars 2012

Tableau 4C: Dernier taux 14/02/2012:1 DTS = 771,0338853 F CFA

Pays Niger
Prêt FIDA AP N° 597 - NE

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET
ETAT DES DEPENSES DU PROJET - PROGRES FINANCIERS SUR LE PRÊT
29-février-2012

23-levrier-2012

Catégories	Description	Allocations								
			Décaissements	%	En attente		Total En attente	Total Décaissé + En attente	Solde	% Décais. Avec Demandes en attente
					Cumulatifs en DTS	Décais.				
		en DTS					En DTS	En DTS	en DTS	
	Avance de démarrage	0	376 576,86					376 576,86	- 376 576,86	
								-	-	
1	Génie Civil	1 560 000	1 371 496,68	87,92%	11 882,52	80 374,02	92 256,54	1 463 753,22	96 246,78	93,83%
2	Equipement et Véhicules	500 000	486 752,92	97,35%	3 479,07	-	3 479,07	490 231,99	9 768,01	98,05%
3	Formations et Etudes	1 165 000	860 223,89	73,84%	68 253,49	-	68 253,49	928 477,38	236 522,62	79,70%
4	Assistance Technique	275 000	250 240,18	91,00%	12 663,17	-	12 663,17	262 903,35	12 096,65	95,60%
5	FAILL	1 060 000	747 653,22	70,53%	43 234,22	24 753,45	67 987,67	815 640,89	244 359,11	76,95%
6	FAROLS	620 000	425 049,18	68,56%	63 989,48	-	63 989,48	489 038,66	130 961,34	78,88%
7	Salaires Additionnels	1 630 000	1 074 311,41	65,91%	46 544,82	-	46 544,82	1 120 856,23	509 143,77	68,76%
8	Coût du Fonctionnement	790 000	642 621,56	81,34%	26 865,88		26 865,88	669 487,44	120 512,56	84,75%
	Non alloué	0	-			-	-	-	-	0,00%
TOTAUX		7 600 000	6 234 925,90	82,04%	276 912,65	105 127,47	382 040,12	6 616 966,02	983 033,98	87,07%

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: 18 au 30 mars 2012

Tableau 4 C: 1 Euro = 655,957 F CFA

Pays : Niger
DON FIDA BG N° 38 - NE

INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROJET
ETAT DES DEPENSES DU PROJET - PROGRES FINANCIERS SUR LE DON
29-févr-12

Catégories	Description	Allocations en Euro								
			Décaissements	%	En attente		Total En attente	Total Décaissé + En attente	Solde	%
			Cumulatifs en Euro	Décais.	DRF En Euro	DPD En Euro	en Euro	en Euro	en Euro	Décais avec Demandes en attente.
	Avance de démarrage	0	250 000,00				-	250 000,00	- 250 000,00	
									-	
1	Génie Civil	723 000	618 187,05	85,50%	-	-	-	618 187,05	104 812,95	85,50%
2	Equipement et Véhicules	550 000	298 121,63	54,20%	2 832,99	-	2 832,99	300 954,62	249 045,38	54,72%
3	Formations et Etudes	145 000	63 182,62	43,57%	9 079,17	-	9 079,17	72 261,79	72 738,21	49,84%
4	Assistance Technique	485 000	263 615,96	54,35%	11 658,34	-	11 658,34	275 274,30	209 725,70	56,76%
5	FAILL	1 182 000	862 832,98	73,00%	37 383,84	29 096,04	66 479,88	929 312,86	252 687,14	78,62%
6	FAROLS	690 000	511 544,78	74,14%	59 357,96	-	59 357,96	570 902,74	119 097,26	82,74%
7	Salaires Additionnels	0	-		-	-	-	-	-	0,00%
8	Coût du Fonctionnement	0	-		-	-	-	-	-	0,00%
	Non alloué	0	-		-	-	-	-	-	0,00%
TOTAUX		3 775 000	2 867 485,02	75,96%	120 312,29	29 096,04	149 408,33	3 016 893,35	758 106,65	79,92%

Appendice 5: Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 3.02	le PTBA doit être soumis au FIDA pour examen et observations	60 jours avant début année	Envoyé en novembre	Disposition respectée
Section 3.03	L'Agent Principal du projet ouvre et tient, auprès d'un établissement bancaire acceptable pour le Fonds, un compte courant libellé en F CFA pour les opérations relatives au projet (le Compte de projet). Le Directeur du Projet et le Responsable Administratif et Financier seront autorisés à mouvementer le compte de projet	Démarrage du projet	Fait	Disposition respectée
Section 3.05	L'Emprunteur met à la disposition de l'UGP des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres pour un montant global équivalent à 2 555 000 USD. Ces fonds de contrepartie couvrent l'ensemble des droits et taxes grevant les biens et services nécessaires au projet, ainsi que l'IUTS en recourant à la procédure des chèques tirés sur le Trésor. L'emprunteur met à la disposition de l'UGP un montant de 70 000 USD.	Processus continu	Fait partiellement	Bien que l'Etat était disposée à respecter cette clause, la procédure d'exonération sur les travaux n'a pas toujours été mise en œuvre. Le montant de 70 000 USD a été versé, avec une somme supplémentaire: 96 000 USD ont été versés à ce jour.
Section 3.06	Les marchés de biens, de travaux génie civil et de services nécessaires au Projet et financés à l'aide des fonds provenant du prêt doivent être passés conformément aux dispositions de l'appendice 4.	Processus continu	Fait	Disposition respectée
Section 4.02	Présentation au FIDA, tous les six mois, de rapports sur l'avancement des activités	Processus continu	Fait	Disposition respectée
Section 4.03	Un examen à tiers-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	à la 3 ^{ème} et à la 5 ^{ème} année	Fait en septembre 2008 et en avril 2011	Disposition respectée
Section 5.02	Présentation du rapport d'audit au FIDA dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque année fiscale	30/06 chaque année	Envoyé le 24 juin 2011	Disposition respectée

Appendice 6: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Composantes/Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période: 01/01/2012 au 12/03/2012			Total effectif cumulé	Objectif pré évaluation/ manuel opération du projet	%
			PTBA	Chiffres effectifs	(%)			
COMPOSANTE I: REPERAGE ET VALORISATION DES INNOVATIONS LOCALES								
Volet: Autodiagnostic assisté et planification des activités								
Elaboration des plans développement villageois	Nombre de plans d'action villageois élaborés	unité	0	0	-	291	288	101
Elaboration des plans d'actions inter villageois	Nombre de plans d'actions inter villageois (grappe) élaborés*	unité	0	0	-	35	38	92
	Nombre de groupes communautaires formés*	unité	0	0	-	35	NA	
Auto évaluations participatives	Nombre d'ateliers au niveau grappe organisés	unité	0	21	-	72	87	83
	Nombre d'ateliers communaux organisés	unité	0	6	-	24	30	80
	Nombre de groupes communautaires formés*	unité	0	202	-	202	NA	-
Elaboration des plans d'actions communaux (PDC)	Nombre de PDC élaborés*	unité	0	0	-	4	6	66
Diffusion des PDC et recherche des partenaires	Nombre de communes appuyées	unités	6	6	100	6	NA	100
Révision des PDC pour tenir compte des aspects droits humains et GAR	Nombre de PDC révisés	unité	0	0	-	3	NA	-
Construction des locaux des communes	Nombre de locaux construits au profit des communes	Unité	2	0	0	3	NA	-
Mise en place et opérationnalisation des structures communales d'élaboration et d'approbation des dossiers de micro projets	Nombre de structures communales opérationnelles	unité	6	6	100	6	NA	-
	Nombre de structures départementales opérationnelles	Unité	3	3	100	3	NA	-
Volet: Diffusion des technologies d'intensification de la production agricole								
Démonstrations agricoles de proximité sur les techniques d'amélioration de la production agricole (PIP)	Nombre de parcelles de démonstration/test mises en place	unité	10	0	0	90	94	96
	Types de technologie démontrées/testées	unité	5	0	0	29	NA	-

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: du 18 au 30 mars 2012

Composantes/Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période: 01/01/2012 au 12/03/2012			Total effectif cumulé	Objectif pré évaluation/ manuel opération du projet	%
			PTBA	Chiffres effectifs	(%)			
	Nombre de paysans ayant pris part aux tests et démonstrations*	unité	300	0	0	4216	NA	-
	Nombre de thème vulgarisés / diffusés*	unité	5	0	0	19	NA	-
	Nombre de groupes communautaires formés*	Unité	10	0	0	82	NA	-
Champs de diversités variétales (CD)	Nombre de CD mis en place	unité	18	0	0	37	33	112
	Variétés locales et améliorées et semences de qualité identifiées	unité	NA	0	0	97	NA	-
	Nombre de paysans impliqués dans la mise en œuvre des CD*	unité	540	0	0	2431	NA	-
	Nombre de groupes communautaires formés*	Unité	18	0	0	47	NA	-
	Nombre de groupements Structurés	Unité	11	0	0	18	NA	-
Foire de semences	Nombre de foires de semences organisées	unité	1	0	0	4	8	50
	Nombre de paysans ayant participé à la foire	unité	4000	0	0	9500	NA	
Production des semences	Quantité de semences produites	Tonne	150	0	0	284	NA	-
Appui conseil agricole	Nombre de ménages appuyés*	Unité	1000	0	0	2800	NA	-
Volet: Etudes thématiques								
Etudes thématiques	Nombre de rapports d'études validés	unité	0	0	0	4	52	8
Volet: Renforcement du partenariat et échanges d'expériences								
Participation aux réunions de concertation avec les partenaires	Nombre de réunions tenues	unité	10	5	50	78	65	120
Participation à l'animation du réseau FIDAFRIQUE	Nombre de thèmes échangés	unité	-	-	-	3	13	23
Forum sur les organisations paysannes	Nombre de participants	unité	0	0	0	69	NA	-
	Nombre d'OP concernées	unité	0	0	0	22	NA	-
Ateliers sur la gestion des ressources naturelles	Nombre d'ateliers organisés	unité	0	0	0	1	NA	-
Organisation d'un atelier national sur la problématique des semences	Nombre de participants	unité	0	0	0	0	NA	-
Activités menées en synergie avec les partenaires	Nombre d'activités menées en synergie avec les partenaires	unité	2	2	100	23	20	-
	Nombre de structures partenaires concernées	unité	2	2	100	13	NA	-
Atelier d'échange et de partage de l'approche ciblage des bénéficiaires des	Nombre de structures participantes	unité	0	1	-	3	NA	-

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: 18 au 30 mars 2012

Composantes/Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période: 01/01/2012 au 12/03/2012			Total effectif cumulé	Objectif pré évaluation/ manuel opération du projet	%
			PTBA	Chiffres effectifs	(%)			
actions du PPILDA								
Volet: Approfondissement des initiatives et innovations locales								
Séances d'animation sur les I&I	Nombre de séances organisées sur les I&I	unité	10	2	20	42	NA	-
Voyages d'étude et d'échange d'expériences avec les partenaires	Nombre de partenaires ayant pris part au voyage d'étude et d'échange d'expériences	unité	0	0	0	15	NA	-
Capitalisation et diffusion des I&I	Nombre d'innovations analysées	unité	20	20	100	24	NA	-
	Nombre de supports produits (fiches)	unité	3	3	100	22	NA	-
	Nombre d'initiatives capitalisées et diffusées	unité	20	20	100	24	NA	-
Volet: Fonctionnement de la composante								
Equipements en matériels informatiques et autres outils	Nombre d'ordinateurs fixes acquis	unité	0	0	0	3	NA	-
	Nombre d'ordinateurs portables acquis	unité	0	0	0	3	NA	-
	Nombre d'appareils numériques acquis	unité	0	0	0	2	NA	-
	Nombre de lots de cassettes VHS acquis	unités	0	0	0	2	NA	-
COMPOSANTE II: RENFORCEMENT DES INSTANCES ET ORGANISATIONS RURALES								
Volet: Promotion des organisations rurales								
Information/sensibilisation sur la démarche, stratégie et objectifs du projet	Nombre de villages informés	unité	0	0	-	426	228	187
Appui à la constitution des grappes de villages	Nombre de grappes constituées	unité	0	0	-	35	38	92
Structuration et formation des organisations paysannes	Nombre d'instances et d'organisations rurales mises en place*	unité	10	0	0	659	493	133
	Nombre d'instances et organisations comportant des femmes dans leurs instances de décision*	unité	NA	0	-	588	NA	-
Formation des élus locaux, agents communaux et autorités coutumières	Nombre d'élus locaux, agents communaux et autorités formés *	unité	90	0	0	310	100	310
Formation des comités de représentation des grappes	Nombre de comités formés*	unité	0	0	0	35	38	92
Volet: Intensification agricole								
Appui à la création de boutiques d'intrants inter villageois	Nombre de boutiques mises en place*	unité	5	4	80	14	38	37
Fonçage de points d'eau maraîchers	Nombre de points d'eau foncés	unité	25	15	60	130	100	130

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: du 18 au 30 mars 2012

Composantes/Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période: 01/01/2012 au 12/03/2012			Total effectif cumulé	Objectif pré évaluation/ manuel opération du projet	%
			PTBA	Chiffres effectifs	(%)			
Réalisation d'un seuil d'épandage	Nombre de seuil réalisé	unité	0	0	-	0	NA	-
Volet: Sécurité alimentaire								
Mise en place de banques de soudure	Nombre de banques de soudure mises en place	unité	0	0	-	268	150	178 169
Construction et équipement de magasins de banques de soudure	Nombre de magasins construits et équipés*	unité	20	7	30	147	NA	-
Mise en place de banques céréalières	Nombre de banques céréalières mises en place	unité	0	0	-	47	150	31
Promotion cultures <i>Cassia tora</i> , <i>Moringa oleifera</i> , manioc	Nombre de producteurs appuyés	unité	0	0	-	969	5000	19
Volet: Gestion des Ressources Naturelles								
Appui à la production et à la plantation de plants	Nombre de plants produits et plantés	unité	0	0	0	209347	250000	84
Appui à la récupération de terres dégradées (ha)	Superficies récupérées*	Ha	1600	0	0	319	200	159
Appui à l'acquisition de titres fonciers	Nombre de titres fonciers délivrés	unité	0	0	0	1271	8000	16
Mise en place de marché rural de bois	Nombre de marchés de bois mis en place	unité	0	0	-	1	4	25
	Nombre de membres de structure formés*	unité	0	0	0	11	NA	-
Appui à la promotion de la régénération naturelle assistée	Superficie concernée	Ha	0	0	0	13000	NA	-
Délimitation et balisage de couloirs de passage	Nombre de km linéaire balisés*	Km	0	0	0	74.5	500	15
Volet: Renforcement des capacités paysannes								
Mise en place et fonctionnement d'un dispositif de suivi évaluation (grappes)	Nombre de grappes concernées	unité	19	19	100	21	NA	-
Formation des comités villageois de suivi évaluation	Nombre de personnes formées*	unité	616	774	126	774	NA	-
	Nombre de comités formés*	unité	154	154	154	154	NA	-
Formation en montage et approbation de micro projets	Nombre de personnes formées*	unité	NA	36	-	36	NA	-
Formation professionnelle	Nombre de bénéficiaires	unité	30	0	0	465	NA	-
Volet: Santé et Nutrition								
Equipement complémentaire de cases de santé	Nombre de cases de santé équipées	unité	20	0	0	50	40	125
IEC sur Santé et nutrition (villages)	Nombre de séances organisées	unité	0	0	0	668	152	439
	Nombre de thèmes développés	unité	0	0	0	4	NA	-
	Nombre de participants aux séances*	unité	0	0	0	29093	NA	-
Formation des femmes sur la nutrition	Nombre de femmes formées*	unité	40	40	100	117	150	78

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: 18 au 30 mars 2012

Composantes/Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période: 01/01/2012 au 12/03/2012			Total effectif cumulé	Objectif pré évaluation/ manuel opération du projet	%
			PTBA	Chiffres effectifs	(%)			
Acquisition des moustiquaires imprégnées	Nombre de femmes bénéficiaires*	unité	6000	0	0	15000	20000	75
Appui à la gestion communautaire de la santé (formation des comités de gestion des cases de santé, appuis aux épidémies) au niveau des villages	Nombre de comités de gestion formés*	unité	50	0	0	109	NA	-
	Nombre de villages concernés	unité	50	0	0	79	147	54
	Nombre de membres des comités de gestion formés	unité	150	0	0	260	-	-
	Formation et équipement des matrones	Nombre de matrones formées et équipées*	unité	0	0	0	100	100
Formation des agents de santé en lutte contre le paludisme et la malnutrition	Nombre d’agents formés*	unité	75	20	27	129	NA	-
Construction des latrines	Nombre de latrine construites	unités	0	0	0	11	100	11
Volet: Reconstitution du capital bétail	Nombre total de têtes d’animaux mis en place	unité	410	0	0	6894	6080	113
Appui à la promotion de l’élevage de petits ruminants des plus vulnérables Appui des AGR des femmes et des jeunes en matière d’embouche et d’élevage de reproduction	Nombre d'animaux mis en place	unité	0	0	-	5697	NA	-
	Nombre de ménages bénéficiaires*	unité	0	0	-	5697		
	Nombre d’animaux mis en place	unité	410	0	0	1197		
	Nombre de ménages bénéficiaires*	unité	NA	340	-	1382		
Volet: Ateliers de formations des acteurs sur le genre								
Atelier d’échange et de partage d’expériences sur les questions de genre	Catégories de structures participantes	unité	NA	0	-	0	NA	-
Ateliers d’information et de sensibilisation des communautés de base sur les questions de genre	Nombre de villages concernés	Unité	0	0	0	52	NA	-
	Nombre de personnes concernées	Unité	0	0	0	5923	NA	-
Appui des initiatives des communautés en matière de désenclavement de leurs villages	Km de piste rurale aménagés	km	9	0	0	0	NA	-
Appui des populations dans les travaux de Réhabilitation des puits villageois	Nombre de puits villageois réhabilités/achevés	unité	0	0	0	17	NA	-
Volet: Fonctionnement de la composante								
Equipements en matériels informatiques et autres outils	Nombre d’ordinateurs portables acquis	unité	1	1	100	2	NA	-
	Nombre d’ordinateurs fixe acquis	unité	1	1	100	4	NA	-

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: du 18 au 30 mars 2012

Composantes/Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période: 01/01/2012 au 12/03/2012			Total effectif cumulé	Objectif pré évaluation/ manuel opération du projet	%
			PTBA	Chiffres effectifs	(%)			
COMPOSANTE III: FONDS D'APPUI AUX INITIATIVES ET INNOVATIONS LOCALES								
Volet Élaboration micro projet								
Financement des micros projets	Nombre de micro projet élaborés et financés*	type	8	0	0	46	NA	-
	Montant des financements	FCFA	623 550 000	100 201 464	16,07	1 741 029 465	3 574 990 000	48,7
COMPOSANTE IV: RENFORCEMENT DE L'OFFRE LOCALE DE SERVICES (ROLS)								
Sous-Composante 1: «Construction et équipement d'infrastructures rurales »								
Volet: Réalisation de routes en latérite								
Etude et préparation DAO construction route rurale (h/m)	Nombre d'Etudes réalisées	h/m	0	0	-	3	3	100
Construction de routes rurales (km)	Km de route construits*	Km	0	0	-	35,40	32	111
Volet: Construction et équipements de Centres de Santé Intégrés								
Préparation DAO pour transformation de 2 cases de santé	Nombre de DAO préparés	h/m	1,5	1,5	100	6	7	86
Construction de CSI	Nombre de CSI construits*	unité	2	0	0	6	10	60
Opérationnalisation des CSI construits	Nombre de CSI équipés et opérationnalisés	unité	2	0	0	6	10	60
Réalisation des travaux d'équipement des CSI en MAEP	Nombre de CSI équipés en MAEP	unité	1	0	0	4	NA	-
Volet: Réalisation de puits villageois								
Etude et préparation DAO fonçage de puits villageois (h/m)	Nombre d'Etudes réalisées	h/m	0	0	-	5	5	100
Fonçage de puits villageois et forages	Nombre de puits foncés*	unité	0	0	-	19	50	38
	Nombre de forages foncés*	unité	7	7	100	30	NA	-
Volet: Construction de salles de classes								
Etude et préparation DAO construction classes (h/m)	Nombre d'Etudes réalisées	h/m	0	0	-	3	5	60
Construction de classes	Nombre de classes construites*	unité	4	0	0	26	50	52
Sous composante 2 « Fonds d'appui pour le renforcement de l'offre locale de services »								
Volet Construction et équipement d'un bloc de bâtiment								
Installation de radio communautaire	Nombre de radio mises en place	unité	0	0	-	1	1	100

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: 18 au 30 mars 2012

Composantes/Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période: 01/01/2012 au 12/03/2012			Total effectif cumulé	Objectif pré évaluation/ manuel opération du projet	%
			PTBA	Chiffres effectifs	(%)			
Volet: Renforcement des capacités de l'offre locale de services								
Alphabétisation des adultes	Nombre d'auditeurs formés en alphabétisation*	unité	0	0	-	4763	NA	
Formation des membres des groupements paysans de services en français	Nombre d'auditeurs formés en français*	unité	0	0	-	82	NA	
Formation des entreprises locales en maîtrise d’ouvrage	Nombre d'agents des PME – BTP formés*	unité	0	0	-	0	NA	-
Accompagnement à l’émergence d’une offre locale de services valorisant les expertises paysannes	Nombre de groupements paysans appuyés*	unité	NA	10	-	16	NA	-
Appui des STD et communes en formation et équipement	Nombre de structures appuyées	unité	5	1	20	14	NA	-
COMPOSANTE V: GESTION DU PROJET								
Réhabilitation bureaux UGP, annexes et logements								
Equipement								
Postes informatiques/portables	Nombre de poste acquis	unité	5	0	0	20	42	48
Photocopieurs	Nombre de photocopieurs acquis	unité	0	0	-	2	6	55
Climatiseurs	Nombre de climatiseurs acquis	unité	2	0	0	15	14	107
Onduleurs	Nombre d’onduleurs acquis	unité	3	0	0	21	NA	-
Imprimantes	Nombre d’imprimantes acquises	unité	3	0	0	22	NA	-
Scanner	Nombre de scanner acquis	unité	0	0	-	1	NA	
Appareil vidéo projecteur	Nombre d’appareils acquis	unité	0	0	-	1	NA	-
Appareil photo numérique	Nombre d’appareil acquis	unité	0	0	-	1	NA	-
Pompes électriques	Nombre de pompes acquises	unité	0	0	-	2	NA	-
Cuves de stockage essence	Nombre de cuves acquises	unité	0	0	-	0	NA	-
Télécopieurs fax	Nombre de télécopieurs fax acquis	unité	0	0	-	1	NA	-
Antenne VSAT/parabolique	Nombre d’antennes acquises	unité	0	0	-	1	NA	-
Magnétoscope	Nombre de magnétoscope acquis	unité	0	0	-	1	NA	-
Groupe électrogène	Nombre de groupe acquis	unité	0	0	-	3	NA	-
Caméra numérique	Nombre de caméras acquises	unité	0	0	-	1	NA	-
Appareil DVD	Nombre d’appareils acquis	unité	0	0	-	1	NA	-
Poste télé	Nombre de postes acquis	unité	0	0	-	1	NA	-
Amplificateurs	Nombre d'amplificateurs acquis	unité	0	0	-	2	NA	88
Appareil de régulation	Nombre d'appareils acquis	unité	0	0	-	1	NA	-
								-

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: du 18 au 30 mars 2012

Composantes/Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période: 01/01/2012 au 12/03/2012			Total effectif cumulé	Objectif pré évaluation/ manuel opération du projet	%
			PTBA	Chiffres effectifs	(%)			
Mobiliers de bureaux								
Tables bureaux/table réunion	Nombre de tables acquises	unité	1 lot	0	0	10	NA	-
Tables informatiques	Nombre de tables acquises	unité	0	0	-	5	NA	-
Fauteuils	Nombre de fauteuil acquis	unité	3	0	0	5	NA	-
Chaises visiteurs/réunion	Nombre de chaises acquises	unité	50	0	0	70	NA	-
Réfrigérateur	Nombre de réfrigérateurs acquis	unité	0	0	-	2	NA	66
Véhicules et motos								
Station wagon	Nombre de station wagon acquis	unité	0	0	-	1	1	100
Véhicule léger	Nombre de véhicule léger acquis	unité	0	0	-	0	1	0
Véhicule Pick up DC	Nombre Pick up DC acquis	unité	1	0	0	6	12	50
Motos	Nombre de motos acquises	unité	8	0	0	19	28	68
Préparation DAO pour achat véhicules et motos	Nombre de DAO préparés	unité	1	0	0	1	NA	-
Remise en état véhicules et motos	Nombre de véhicule et motos remis en état	unité	0	0	-	4 véhicules et 4 motos	NA	-
Audit des comptes du PPILDA	Nombre d'audits réalisés	unité	1	0	0	4	8	50
Assistance technique								
Etude sur la situation de référence	Rapport situation de référence validé	unité	0	0	-	2	NA	-
Elaboration du manuel de procédures	Nombre de manuel de procédures approuvé	unité	1	0	0	1	NA	-
Mise en place logiciel comptable et appui à la formation	Nombre de logiciel comptable adapté acquis	unité	1	0	0	1	NA	-
Elaboration du manuel d'opération	Nombre de manuel d'opération validé	unité	1	0	0	1	NA	-
Schéma directeur pour le désenclavement et la réhabilitation des pistes	Nombre de Schéma réalisé	unité	1	0	0	1	NA	-
Etude sur les modalités de collaboration avec les communes	Nombre de rapport d'étude validé	unité	0	0	-	0	NA	-
Etude sur la situation de l'offre locale de service	Nombre de rapport d'étude validé	unité	0	0	-	1	NA	-
Appui mise en place système S&E avec l'appui d'un consultant externe	Nombre de système S&E mis en place	unité	0	0	-	-	2	-
Appui à l'opérationnalisation d'une base de données ACCESS de suivi de la performance du projet	Nombre de bases de données opérationnelles	unité	0	0	-	1	NA	-
Elaboration de manuel S&E harmonisé avec les projets IRDAR et PACII	Nombre de manuel S&E harmonisé disponible	unité	0	0	-	1	NA	-
Achat logiciel S&E et appui à la formation	Nombre de logiciel de S&E adapté acquis	unité	0	0	-	-	NA	-

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: 18 au 30 mars 2012

Composantes/Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	Période: 01/01/2012 au 12/03/2012			Total effectif cumulé	Objectif pré évaluation/ manuel opération du projet	%
			PTBA	Chiffres effectifs	(%)			
Réunion du comité de pilotage	Nombre de réunions du CP tenues	unité	1	0	0	7	NA	-
Supervision ministère de tutelle MDA et Santé	Nombre de missions reçues	unité	2	0	0	8	NA	-
Etude sur la situation des organisations paysannes dans la zone du projet	Nombre de rapport d'étude validé	unité	0	0	-	0	NA	-
Appui au renforcement des capacités de l'UGP	Nombre d'appuis reçus	unité	NA	0	-	9	NA	-
Appui à l'élaboration des états financiers	Nombre d'appui reçus	unité	0	0	-	2	NA	-
Mission d'évaluation du personnel PPILDA	Nombre de missions reçues	unité	1	0	0	2	NA	-
Appui à la mise en œuvre du volet Santé	Nombre d'appui reçus	unité	1	0	0	1	NA	-
Etude sur les effets/impacts du projet	Nombre de rapports d'Etude validés	unité	1	0	0	1	NA	-
Etude sur la pérennisation des actions du PPILDA	Nombre de rapports d'Etude validés	unité	0	0	-	1	NA	-
Evaluation externe (à tiers parcours) du PPILDA	Nombre d'évaluation externe réalisée	unité	0	0	-	2	3	66
Mise en place et opérationnalisation d'une cellule SIG du projet	Nombre de logiciel acquis	unité	0	0	-	1	NA	-
	Nombre de cellule SIG opérationnelle	unité	1	0	0	0	NA	-
Mise en place et opérationnalisation d'un système de gestion de la documentation	Nombre de système mis en place et fonctionnel	unité	0	0	-	1	NA	-
Etude sur le cadrage du système de suivi évaluation	Nombre de rapports d'étude validés	unité	0	0	-	0	NA	-

Appendice 7: Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits

	Hierarchie des résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Etat d'avancement	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif général	Revenus et conditions de vie des 30 000 familles les plus pauvres, des femmes et des jeunes de la zone d'intervention sont améliorés, en prenant en compte les aspects genre et de gestion des ressources naturelles	Taux de malnutrition des enfants de moins de 5 ans*+; % d'incidence de la pauvreté monétaire+ (INS); Proportion de ménages ayant augmenté leurs actifs (terres, cheptel, matériel agricole)*; 30 000 ménages (180 000 personnes) ayant bénéficié des services du projet*		Enquêtes Institut National Statistique (INS); Enquête d'impact SYGRI; Etude sur les effets/impacts	Les mécanismes de prévention et de gestion des crises (aléas climatiques, crise politique, invasions acridiennes, etc.) mis en œuvre par le gouvernement et ses PTF sont performants et efficaces; Interruption des décaissements du FIDA
Objectif de développement	Les capacités des populations cibles à définir, concevoir, planifier et mettre en œuvre des initiatives et innovations sont renforcées en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle	60% de ménages ayant amélioré leur sécurité alimentaire*+		Enquêtes INS; Etude sur les effets/impacts	Adhésion des acteurs à la démarche participative du projet, au changement de comportement et au partenariat
Composante 1/Répérage et valorisation des innovations locales					
Effets	Des innovations et initiatives permettant de réduire la vulnérabilité et la pauvreté sont repérées, expérimentées, validées et diffusées	Au moins 85% d'initiatives et d'innovations (I&I) locales/externes porteuses diffusées; 70% de producteurs ont adopté des I&I diffusées+	80% d'initiatives et d'innovations (I&I) locales/externes porteuses diffusées; 70% de producteurs ont adopté des I&I diffusées+	Etudes et Enquêtes spécifiques	Les innovations et initiatives sont accessibles aux groupes cibles plus vulnérables
Produits	Des plans d'actions villageois, inter villageois et communaux sont élaborés	288 plans d'actions villageois (PAV), 38 plans d'actions intervillageois (PAIV), 6 plans de développement communaux (PDC)	291 PAV élaborés; 35 PAIV élaborés et 6 PDC élaborés	Rapports d'activités des partenaires, Plans d'actions et PDC	
	Des initiatives et innovations porteuses sont repérées, analysées, capitalisées et diffusées	11 innovations techniques capitalisées et 12 innovations organisationnelles repérées, capitalisées et diffusées	23 innovations techniques capitalisées et diffusées; 6 innovations organisationnelles repérées, capitalisées et diffusées	Repertoire des initiatives et innovations repérées; Rapports d'activités des partenaires	
	Des partenariats sont développés	600 contrats et conventions de partenariat (540 au niveau local, 50 au niveau national et 10 au niveau régional et international)	591 contrats et conventions de partenariats signés	Bases de données sur les partenaires; Contrats et conventions signés	

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: 18 au 30 mars 2012

	Hierarchie des résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Etat d'avancement	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Composante 2/Renforcement des Instances et Organisations Rurales (IOR)					
Effet	La maîtrise d'ouvrage est transférée aux populations cibles organisées en Instances et organisations rurales (comités de développement et de gestion) impliquées dans le développement local et qui s'articulent éventuellement avec des IOR extérieures	Au moins 80% des IOR opérationnelles*; Au moins 70% des utilisateurs des services rendus par les IOR sont satisfaits	60% des IOR opérationnelles*; 55% des utilisateurs des services rendus par les IOR sont satisfaits	Bases de données sur les IOR; Audits organisationnels; Etude/enquêtes spécifiques	Les instances de prise de décision et les investissements ne font pas l'objet d'une appropriation par des groupes dominants, au détriment des groupes vulnérables.
Produits	Les IOR sont structurées et leurs membres formés	493 IOR (5 comités des OP, 38 comités de gestion des grappes, 100 élus locaux, 450 comités de gestion de BC, BS, B de semences) organisées et formées*; 1665 membres des IOR formés*	797 IOR (283 comités des OP, 35 comités de gestion des grappes, 100 élus locaux, 379 comités de gestion de BC, BS, BI, forages/puits...) organisées et formées*; 5696 membres des IOR formés*	Agréments des IOR, Rapports des formations, Rapports d'activités des partenaires	
	Un dispositif organisationnel pour la mise en œuvre et le suivi évaluation des activités est mis en place et opérationnel	Au moins 80% des IOR ont un plan d'action; au moins 80% des IOR tiennent correctement/régulièrement leurs cahiers de gestion; au moins 80% des registres de S-E sont remplis correctement/régulièrement	30% des IOR ont un plan d'action; 60% des IOR tiennent correctement/régulièrement leurs cahiers de gestion; 98% des registres de S-E sont remplis correctement/régulièrement	Manuel SE; Plans d'actions des IOR; Etude sur les effets/impacts	
Composante 3/Fonds d'Appui à l'Initiative et à l'Innovation Locales (FAILL)					
Effet	Les micro projets initiés par les groupes cibles sont financés et mis en œuvre de façon efficiente	Au moins 70% de micro projets fonctionnels après 3 ans par type*; Au moins 70% de micro projets bénéficient aux femmes et aux jeunes; Au moins 60% des dossiers de micro projets sont financés; Au moins 90% du FAILL décaissés	74% de micro projets fonctionnels après 3 ans par type*; 90% de micro projets bénéficient aux femmes et aux jeunes; 45% des dossiers de micro projets sont financés; 78% du FAILL décaissés	Rapports du CDAP; Etudes et enquêtes spécifiques.	Les PDC/PIA ont pris en compte des micro projets initiés par les groupes cibles. Les dossiers de micro projets sont de bonne qualité et la rentabilité économique démontrée.
Produits	Les microprojets initiés par les groupes cibles sont approuvés	200 micro projets approuvés par le Comité Départemental d'Approbation micro Projets (CDAP)	431 micro projets approuvés dont 27 par le Comité Départemental d'Approbation micro Projets (CDAP)	Rapports CDAP	
	Les micro projets initiés par les groupes cibles sont financés	175 micro projets financés	424 micro projets financés	Rapports d'audits; Rapports de supervision	

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: du 18 au 30 mars 2012

	Hierarchie des résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Etat d'avancement	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Composante 4/ Renforcement de l'Offre Locale de Services					
Effets	Les populations cibles ont accès à une offre locale de services adaptée, diversifiée, pérenne et de meilleure qualité	Au moins 600 emplois créés*; Au moins 70% des utilisateurs des offres locales de service (à caractère de GIE) sont satisfaits; Au moins 80% des offres locales de services fonctionnels après 3 ans de service*	Au moins 455 emplois permanents créés*; 70% des utilisateurs des offres locales de service (à caractère de GIE) sont satisfaits; 80% des offres locales de services fonctionnels après 3 ans de service*	Audit organisationnel; Etudes et enquêtes spécifiques	Compétitivité et complémentarité entre les différentes offres locales de services
	Les populations cibles ont accès aux services sociaux de base	100% d'infrastructures sociales construites/réhabilitées fonctionnelles (par type)*+	90% d'infrastructures sociales construites/réhabilitées fonctionnelles (par type)*+	Rapport INS Maradi; Etudes et enquêtes spécifiques; Rapports services techniques	
Produits	L'offre locale de services est renforcée et outillée	830 personnes prestataires de services locaux formées et équipées*; 22 structures formées et équipées* 20 modules de formation dispensés à l'endroit des partenaires locaux	549 personnes prestataires de services locaux formées et équipées*; 40 structures formées et équipées* 7 modules de formation dispensés à l'endroit des partenaires locaux	Rapports de formation	
	Les contrats et conventions signés avec les partenaires sont financés	640 contrats et conventions signés avec les partenaires au niveau local financés	430 contrats et conventions signés avec les partenaires au niveau local financés	Contrats et conventions signés; Rapports des partenaires	
	Les infrastructures sociales de base sont construites et équipées	6 CSI construits, 20 puits villageois et 30 forages réalisés, 30 classes construites, 30 latrines réalisées; 1 radio communautaire, 32 km de route, 200 magasins de stockage*	6 CSI construits, 19 puits villageois et 29 forages réalisés, 26 classes construites, 26 latrines réalisées; 1 radio communautaire, 32 km de route, 192 magasins de stockage* construits	Contrats des entreprises; PV de réception	
Composante 5/ Gestion du Projet					
Effet	La gestion du projet est saine et efficace	95% de taux de décaissement, 100% des audits non qualifiés et transmis à temps	87,13% de taux de décaissement pour le FIDA et 79,92% pour le FIDA, 100% des audits non qualifiés et transmis à temps	Rapports d'audits, Rapports de supervision	Le personnel du projet est stable; le traitement des DRF est régulier et le compte spécial alimenté à temps

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: 18 au 30 mars 2012

	Hierarchie des résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Etat d'avancement	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Produits	Le personnel est recruté	39 agents et auxiliaires recrutés	34 agents et auxiliaires recrutés	PV de recrutement; Contrats signés	
	Les équipements sont acquis	Nbre et types d'équipements acquis	8 véhicules, 27 motos, 38 poste informatiques acquis	Factures	
	Les outils de gestion sont élaborés	1 manuel d'exécution, 1 manuel de suivi évaluation, 1 manuel de procédures administratives et financières	1 manuel d'exécution, 1 manuel de suivi évaluation, 1 manuel de procédures administratives et financières élaborés	Manuels	
	Les capacités des agents sont renforcées dans divers domaines	20 agents formés (par thème)	GAR (10); TOMPRO (5); SUCESS (6); Passation marché (2), Gestion financière (11); AGRINOVIA (3); Contrôle travaux (1)	Rapport de formation	
	La coordination générale est assurée	200 réunions tenues par l'UGP, 8 réunions du Comité de pilotage; 32 rapports produits (7 semestriels, 8 annuels, 8 d'audit, 8 SYGRI et 1 d'achèvement)	507 réunions tenues par l'UGP, 7 réunions du Comité de pilotage; 26 rapports produits (7 semestriels, 7 annuels, 6 d'audit, 6 SYGRI)	PV de réunions; Rapports SYGRI; Rapports d'audits	

* Indicateurs SYGRI/FIDA
Indicateurs SDR +

Appendice 8: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

1. Le Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA) a été conçu pour appuyer les populations dans l'identification, l'amélioration, la capitalisation et la diffusion des initiatives et innovations locales porteuses qui seront traduites en actions de développement à même de réduire leur pauvreté et leur vulnérabilité. Sur ce plan, le projet a dès son démarrage à ce jour, enregistré comme principaux acquis: i) le repérage et la caractérisation d'une trentaine d'initiatives et d'innovations locales réparties dans les principaux domaines de préoccupations des populations (agriculture, environnement, élevage, gestion des ressources naturelles, socio organisationnel); ii) la conception et l'édition au profit des autres utilisateurs d'un recueil contenant la description et les principes de mise en œuvre de 19 initiatives et innovations capitalisées; iii) la production de deux manuels pour l'extension des Champs de Diversités (CD) phytogénétiques et des Parcelles d'Initiatives Paysannes (PIP); iv) l'appui à la mise en place et l'opérationnalisation d'un groupement de paysans innovateurs composé de neuf paysans dont une femme appuyant le projet dans le cadre de la diffusion des expériences capitalisées.

2. **En matière de communication**, le projet a développé plusieurs supports et outils de communication. On peut noter entre autres: i) la conception et la production d'une dizaine de fiches et posters de visualisation de certaines expériences; ii) la production et la diffusion de 7 supports audio visuels sur les réalisations du projet; iii) la valorisation de la radio communautaire et des paysans innovateurs pour la vulgarisation des bonnes pratiques et expériences capitalisées et iv) la création et l'animation d'un site Web pour le projet dont il est prévu qu'il soit en réseau avec ceux des autres projets financés par le FIDA au Niger afin de permettre une meilleure visibilité des interventions de ce dernier.

3. Aussi dans le cadre de la génération, du renforcement et de la gestion des connaissances, le projet a su développer un **partenariat synergique et stratégique** en mettant en œuvre plusieurs types d'actions collaboratives avec des institutions de développement et de la recherche comme entre autres SCAP, ICRAF, AGRINOVIA. Ceci a permis la création d'un cadre d'échanges et de partage de connaissances et de savoirs faire autour de diverses innovations et technologies d'amélioration de la production agricole et de la sécurité alimentaire. Ce partenariat scellé avec les institutions de recherche a également favorisé un renforcement mutuel des capacités. Les principaux domaines de partenariat sont centrés notamment autour des innovations et des initiatives relatives à l'agriculture, l'élevage, les infrastructures, la gestion durable des ressources naturelles. Les principaux partenaires jusque là impliqués sont les services techniques déconcentrés de l'Etat, les institutions de recherche nationales et internationales (INRAN, ICRISAT, ICRAF, IPGRI, PROMISO, SCAP les projets et programmes intervenant dans la même zone que le projet (PUSADER, PAC 2, PAM, UNICEF).

4. Un autre aspect important à relever dans le cadre du partage des connaissances est la **participation du projet PPILDA de 2009 à 2011 dans l'animation des programmes de formations académiques**. Cette participation couronnée de succès a permis au projet de partager ses expériences de terrain dans les cours de formations diplômantes en collaboration avec les Universités du Sud (Ouagadougou, Niamey, Benin, Côte d'Ivoire, Cameroun, Togo) et du Nord (Rome tree en Italie) et d'autres centres de formations du Nord (SupAgro, GERDAL, ICRA), sous la coordination de l'Université de Ouagadougou. En effet, de par les acquis enregistrés sur le plan méthodologique, le projet a participé deux années consécutives à la conception et à l'animation des cours de formations en Master professionnel International⁸ « Innovation et Développement en milieu Rural » à travers des modules sur l'appui aux processus d'innovation, la

⁸ Le master a commencé en 2011 mais déjà en 2010 le projet a participé au certificat par la co-animation de plusieurs modules (vulnérabilité, analyse des systèmes agraires, processus d'innovation, communication, partenariat).

compréhension des logiques et pratiques paysannes, la sécurité alimentaire, la recherche action en milieu rural.

5. La communalisation étant devenue effective à partir de 2006, le projet a revu son approche d'intervention à partir de 2009 pour véritablement impliquer les communes dans les prises décisions et la mise en œuvre des activités. Cet élan qui a produit des résultats entre 2009 et 2010 a été freiné par la dissolution des conseils communaux au cours de l'exercice 2011 suite au renversement du régime politique en place intervenu au Niger en février 2010. Après le rétablissement de l'ordre constitutionnel normal, le PPILDA reprend la mise en œuvre de ses activités en impliquant de façon effective les communes dans tout le processus. Aussi comme le projet est en fin de phase, il vient d'élaborer, de concert avec les communes, les communautés à la base, les services techniques et les autorités administratives et coutumières, une **stratégie cohérente et consensuelle de transfert de maîtrise d'ouvrage aux bénéficiaires en vue d'assurer la durabilité et la pérennité des activités réalisées.**

6. Enfin, il faut noter que le projet poursuit avec les bénéficiaires, **l'opérationnalisation et la gestion de son dispositif innovant de suivi évaluation participatif.** Ce dispositif mis en place depuis 2008 a produit des résultats importants parce qu'il permet aujourd'hui au projet de savoir ce qu'il a réellement fait, avec qui ? où ? avec quels effets et impacts ? Ce dispositif qui est opérationnel au niveau d'un échantillon de 154 villages (52% des villages de la zone d'intervention) est géré par les 154 comités villageois de suivi évaluation sous l'encadrement de groupements paysans de services et des Directions Départementales de Plan. L'ancrage avec les communes via les agents communaux n'a pas produit les résultats escomptés du fait des événements socio politiques cités plus haut, mais figure en très bonne place dans la stratégie de transfert de maîtrise d'ouvrage récemment définie avec les communes. A cet effet, le projet transfèrera aux communes les outils essentiels notamment les bases des données sur les activités les concernant les bénéficiaires du projet, renforcera les capacités des agents communaux dans la gestion des ces bases de données, mettra en relation/partenariat les communes avec les différentes offres locales paysannes de services créées et les dotera des matériels informatiques complémentaires pour assurer la génération des informations relatives aux activités mises en œuvre avec l'appui du projet et celles menées avec les autres partenaires.

Annexes

- I Note Technique sur le ciblage des femmes et des jeunes
- II Note Technique sur la sécurité alimentaire
- III Note Technique sur les microprojets financés par le FAIIL (2011/12)
- IV Note Technique sur la composante FEM
- V Note Technique sur la stratégie de transfert de la maîtrise d'ouvrage
- VI Informations additionnelles sur les aspects fiduciaires
- VII Liste des personnes rencontrées

Annexe 1: Note technique sur le ciblage des femmes et des jeunes

Introduction

Le Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA) poursuit comme objectif l'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations pauvres de sa zone d'intervention. Plus spécifiquement, il s'agit de renforcer les capacités des groupes cibles à définir, concevoir et mettre en œuvre, par un processus de développement local et dans une logique de partenariat, des initiatives et innovations techniques, économiques et sociales leur permettant de réduire leur pauvreté et leur vulnérabilité.

En vue d'atteindre ces objectifs, le projet appuie:

- l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement villageois, inter villageois et communaux;
- la promotion des initiatives et innovations locales et/ou externes de nature technique, économique, sociale et/ou organisationnelle dans les secteurs pertinents du développement rural;
- le développement organisationnel à l'échelle villageoise, inter villageoise et communale pour appuyer un renforcement de capacités des bénéficiaires et des communes dans un processus de développement local durable articulé avec la dynamique de la décentralisation, devant aboutir à un transfert de maîtrise d'ouvrage à leur faveur.

Aussi, le projet prône la création d'une ingénierie villageoise basée sur les compétences paysannes qu'il tente de renforcer et d'accompagner dans la perspective de maîtrise d'ouvrage et de création d'une offre locale de services adaptée aux demandes et préoccupations exprimées par les populations.

Dans la mise en œuvre du PPILDA, le genre constitue un axe transversal de premier plan sur lequel le projet mise pour atteindre ses objectifs en termes de groupes cibles. Ainsi, la question de la prise en compte des ces aspects genre a pris une importance croissante, tant comme objectifs que comme outils de réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité des populations. A cet effet, le projet a impliqué de façon active les groupes les plus vulnérables en particulier les femmes et les jeunes dans l'identification et la mise en œuvre des actions de développement.

La présente note capitalise les expériences du PPILDA en matière de ciblage des femmes, des jeunes et des couches les plus vulnérables.

I. Bref aperçu sur la situation des principaux groupes cibles du projet

Dans la région de Maradi et plus particulièrement dans la zone d'Aguié, la femme rurale se caractérise par son état de vulnérabilité lié à une combinaison de multiples facteurs qui de manière spécifique l'exposent plus à des chocs externes. Il s'agit entre autres:

- du poids croissant des responsabilités dans la prise en charge des besoins des ménages;
- du poids des responsabilités lié à la maternité;
- des difficultés d'accès à la terre compte tenu de la précarité de son statut foncier;
- de la faiblesse de ses sources de revenus;
- du faible accès à l'éducation, à l'information et à la formation;
- de sa marginalisation en matière de prise de décision notamment.

Tous ces facteurs font que les femmes, en particulier celles qui sont chefs de ménages pour diverses raisons (divorce, exode du mari, veuvage etc.) vivent dans une situation de grande vulnérabilité par rapport aux hommes.

En dépit de cette vulnérabilité affichée, les femmes font incontestablement preuve de dynamisme et d'initiative, en atteste leur implication dans toutes les activités de

production agricole (végétale et pastorale) et non agricole (activités génératrices de revenus). A ce titre, la contribution des femmes est absolument vitale pour la survie des ménages.

La problématique des jeunes quant à eux, est surtout liée à l'insécurité en matière du foncier, aggravée par la forte pression démographique entraînant du coup un morcellement des exploitations familiales. L'accès au foncier (par l'héritage ou même par l'achat) devient de plus en plus difficile pour les jeunes qui doivent assurer leur existence par les activités agricoles.

Les activités extra agricoles qui devraient constituer des alternatives concernent très peu cette composante sociale compte tenu de leur situation de vulnérabilité: manque de formation, d'équipements et de capital nécessaire. Face à cette situation, le recours à l'exode notamment en saison sèche demeure une stratégie fortement développée.

Pour le PPILDA, la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité des populations requiert la mise à contribution de toutes les composantes et catégories sociales dans une optique de développement durable. C'est pourquoi, le projet a créé les conditions d'une véritable participation des femmes et des jeunes au processus d'accompagnement des communautés.

II. Eléments de stratégie de ciblage des femmes et des jeunes

La stratégie du projet en termes de ciblage des femmes, des jeunes et des plus vulnérables repose sur les axes suivants:

2.1. La prise en compte des préoccupations des catégories dominées à travers l'identification par elles-mêmes des contraintes auxquelles elles font face

En vue de toucher les groupes les plus vulnérables et avoir des impacts significatifs, le projet a procédé par leur implication dans tout le processus de mise en œuvre du projet c'est-à-dire l'identification des actions, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. Ainsi en s'appuyant sur les initiatives et innovations identifiées par les populations, le projet augmente les chances d'appropriation et de prise en charge des actions par les bénéficiaires, créant ainsi les conditions de durabilisation des investissements. Signalons que ces initiatives et innovations découlent d'un processus de réflexion par les populations elles-mêmes sur leur environnement socio-économique et culturel: conduite des autodiagnostic de groupes spécifiques.

2.2. Implication des groupes les plus marginalisés dans les instances de prise de décision

L'amélioration de la position sociale des femmes et des jeunes, appelés encore les groupes marginalisés passe nécessairement et inévitablement par leur participation aux instances de décision. Dans cette optique, le projet accompagne et encourage non seulement l'implication des femmes et des jeunes dans les différents comités de gestion des activités mais aussi les autres instances où se prennent les décisions communautaires (comités de représentation des grappes de villages) à travers l'application des quotas de représentation à hauteur de 25 à 30%, quotas qui ont été discutés et acceptés en assemblée générale villageoise et inter villageoise.

2.3. Mise en place et opérationnalisation d'un dispositif participatif de suivi évaluation des activités

Les expériences en matière d'exécution des projets ont montré que les populations sont très faiblement impliquées dans le suivi évaluation des activités, les effets induits par les interventions sur les bénéficiaires sont peu ou pas appréciés. Aussi, les activités sont menées sans un ciblage à priori pour s'assurer que les groupes cibles représentent effectivement les vrais bénéficiaires. C'est pour répondre à ces préoccupations, que le projet a innové dans son système de suivi évaluation en intégrant un dispositif intitulé

« approche de ciblage nominatif des bénéficiaires » qui permettra de répondre aux questions suivantes se posent:

- Comment s'assurer que les plus pauvres et les plus vulnérables en particulier les femmes et les jeunes sont touchés par les actions du projet ?
- Qu'est ce qui a changé au niveau des bénéficiaires ?

En vue de prendre en compte ces aspects, le PPILDA a mis en place un dispositif participatif de suivi évaluation permettant de cibler les bénéficiaires et d'évaluer les effets. Il s'agit à travers cette approche « ciblage nominatif des bénéficiaires des actions du projet » de savoir précisément ce que l'on fait, avec qui et qu'est ce que les actions ont permis de changer.

2.4. Le renforcement des capacités paysannes

Il s'agit d'une des stratégies d'intervention du projet qui rentre dans le cadre de la préparation des populations au transfert de la maîtrise d'ouvrage en créant les conditions d'une meilleure maîtrise et d'une appropriation des activités mises en œuvre. Ce renforcement des capacités a porté sur:

L'appui à l'émergence et au renforcement des capacités des organisations paysannes

Il s'agit d'accroître les capacités d'organisation, de concertation et de négociation collective des populations rurales pour prendre en charge leur propre développement. En particulier, les groupements constituent pour les femmes et les jeunes un moyen de défense de leurs intérêts stratégiques. L'appui du projet se traduit par l'accompagnement à l'émergence, la structuration et la formation des organisations paysannes ainsi que la mise en relation avec d'autres partenaires stratégiques.

La formation

Diverses formations sont dispensées selon les intérêts et les capacités des groupes cibles:

- Les formations professionnelles pour les femmes (couture et tricotage) et les jeunes (maçonnerie et menuiserie);
- La formation en alphabétisation pour tous, particulièrement pour les femmes et les jeunes qui ont souligné l'analphabétisme comme facteur de vulnérabilité;
- La formation en AGR (élevage des petits ruminants, embouche) et gestion des groupements principalement pour les femmes et les jeunes;
- La création d'emploi à travers l'appui à l'émergence d'une offre locale de services axée sur des groupements paysans de service (composés d'hommes et de femmes);
- Les ateliers de sensibilisation des communautés en vue de les imprégner du concept genre et de la nécessité de sa prise en compte dans les interventions du projet. Il s'agit de susciter un véritable changement de comportement en vue d'une amélioration des rapports hommes/femmes pour l'atteinte des objectifs du projet.

2.5 Le renforcement de la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire constitue une des préoccupations prioritaires des populations. Ainsi les actions dans ce sens portent sur:

- l'amélioration de la production agro-pastorale axée sur les dispositifs de vulgarisation de technologies (PIP, CD et appui conseil agricole) avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes;
- la mise en place de dispositifs de prévention et de gestion des crises alimentaires (banques de soudure gérées par les femmes).

III. Quelques résultats obtenus

Aspects quantitatifs

Globalement, les actions du projet ont bénéficié autant aux femmes qu'aux hommes. En effet, sur les 139635 bénéficiaires des services du projet, on note 70376 femmes soit un peu plus de 50%. En fonction des principaux domaines d'intervention du projet, la situation se présente comme suit:

En matière de participation à la prise de décision

Sur les 890 groupes communautaires créés/consolidés (comité élevage, comité boutiques d'intrants, comité suivi évaluation...etc.), on compte 867 groupes comptant des femmes dans leurs instances de décision soit un taux de participation de 97%. Les femmes constituent 61% des membres de ces groupes communautaires.

En matière de renforcement des capacités

- 475 femmes alphabétisées sur 762 personnes formées (femmes et jeunes) en 2011 soit 62%;
- 2228 femmes ont été formées en techniques de production animale soit 80% des personnes formées au total;
- 870 femmes ont été formées en techniques de production agricole à travers les parcelles d'initiatives paysannes (PIP) soit 33% des stagiaires;
- 646 femmes formées en AGR soit 83% des bénéficiaires;
- Formations professionnelles: 449 emplois créés au profit des femmes et des jeunes répartis comme suit: 178 femmes formées en tricotage, 111 femmes formées en couture; 30 jeunes formés en couture, 80 jeunes formés en maçonnerie, 50 jeunes formés en menuiserie bois;
- 2780 femmes ont été sensibilisées sur les aspects genre et développement soit 54% des participants aux ateliers villageois.

En matière de sécurité alimentaire

- 268 banques de soudure gérées pour les femmes avec 3537 tonnes de mil;
- 1197 têtes d'animaux au profit des groupements des femmes et des jeunes;
- Environ 5700 chèvres au profit des femmes issues des ménages les plus vulnérables.

Aspects qualitatifs

Sur le plan qualitatif, des changements positifs ont été relevés notamment au niveau des anciennes grappes. On peut noter:

- Une plus grande "visibilité" des femmes et des jeunes à travers leur prise en compte et leur participation effective et active dans la mise en œuvre du projet;
- La "libération" de la parole des femmes et des jeunes qui peuvent prendre sans complexe la parole et défendre leur point de vue en assemblée générale villageoise;
- Une amélioration de la position sociale des jeunes et des femmes qui sont à même de prendre les décisions qui les concernent et qui sont impliqués dans les instances de prise de décisions;
- Une amélioration du pouvoir économique des jeunes et des femmes à travers les activités génératrices de revenus et le renforcement de l'offre locale de service;
- Une meilleure prise en compte des préoccupations des couches les plus vulnérables.

Conclusion

La stratégie de ciblage des principaux groupes cibles du projet a permis une forte mobilisation des femmes, des jeunes et des plus vulnérables autour des actions du projet (sécurité alimentaire, production agricole, AGR....etc.). En effet, des actions spécifiques ont été bien identifiées au profit de ces groupes cibles, à travers un ciblage à priori adopté par le projet, ce qui a permis de contribuer à la réduction de leur vulnérabilité. Ce ciblage à priori est aujourd'hui approprié par les populations qui l'utilisent sans difficulté pour des opérations d'urgence (distribution gratuite et ciblée des vivres aux plus vulnérables en cas de crise alimentaire).

Annexe 2: Note technique sur la Sécurité Alimentaire

Contribution du PPILDA au renforcement des capacités de résilience des populations face aux crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes

I. Contexte

Le Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA) a été mis en vigueur le 05 mai 2005. Sa zone d'intervention couvre l'ensemble du département d'Aguié et les communes limitrophes de Saé Saboua (département de Guidan Roumdji) et de Jiratawa (département de Madarounfa).

Le projet est financé pour une période de huit ans et pour un montant de 17.561.000 dollars US soit environ 11 502 455 000 FCFA⁹ selon la répartition ci-après par bailleurs de fonds:

- FIDA, à travers un prêt d'un montant de 7.600.000 DTS;
- Fonds Belge de Survie (FBS), à travers un don d'un montant de 3 775 000 Euros;
- Etat du Niger, avec un montant de 3.782.000 dollars dont 1.227.000 dollars US comme contribution des bénéficiaires (participations physique et financière).

Son objectif général est d'améliorer les conditions de vie et des revenus des **populations pauvres** de sa zone d'intervention avec une attention particulière aux **groupes les plus vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes** ainsi que les aspects transversaux que sont le genre et la gestion des ressources naturelles. Il ambitionne de toucher 180 000 personnes issues de 30 000 familles.

Dans la région de Maradi, caractérisée par une forte démographie (3.7% par an) et des conditions de productions agricoles précaires, la situation alimentaire et nutritionnelle demeure chaque année une préoccupation majeure pour les populations.

Les causes de la persistance de l'insécurité alimentaire dans la région de Maradi sont principalement les suivantes:

- l'insécurité foncière qui s'accroît surtout pour les ménages vulnérables compte tenu de la forte densification de la population (plus de 100 habitants au km²);
- l'insuffisance et/ou la mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace;
- la baisse de la fertilité des terres et le très faible niveau d'intensification des productions agricoles pour la majorité des producteurs.

La combinaison de tous ces facteurs engendre des déficits céréaliers importants et de ce fait le phénomène de la malnutrition (qui touche surtout les femmes et les enfants). La malnutrition est aussi aggravée par la persistance dans beaucoup de ménages de la région de comportements socio culturels notamment dans le cadre de la gestion des stocks alimentaires qui limitent la prise en charge des membres du ménage (femmes et enfants) à un nombre réduit de mois (3 à 4) sur l'année.

Pour accompagner les populations de sa zone d'intervention à faire face à ces difficultés alimentaires persistantes, le PPILDA a depuis la crise alimentaire de 2005, mis en place un important dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires qui a fait l'objet de consolidation et de renforcement par plusieurs activités de diversification d'intensification de la production agricole.

II. Les actions du PPILDA dans le cadre de la sécurité alimentaire

Tirant les leçons de la crise alimentaire de 2005, le Projet a fait de la sécurité alimentaire, un de ses axes prioritaires d'intervention. A ce titre, plusieurs actions ont été initiées avec les populations dont notamment: (i) la mise en place des banques de soudure (BS) au profit des femmes issues des ménages les plus vulnérables et d'un

⁹ Taux du dollar estimé à 655 fcfa à la période de la pré évaluation du PPILDA.

dispositif d'appui conseil agricole, (ii) la diversification des productions et (iii) la promotion des activités génératrices de revenus notamment les formations professionnelles des femmes et des jeunes et l'élevage.

2.1 Les banques de soudure

La banque de soudure est un **instrument de prévention et de gestion** de l'insécurité alimentaire mis en place **pour les femmes**, notamment les plus vulnérables, et **géré par elles**¹⁰ avec un système de distribution des céréales (ici le mil) en période de soudure et de recouvrement en période de récolte. La distribution se fait par semaine ou par quinzaine en fonction des besoins. La quantité de céréales octroyée à chaque femme et remboursée à la récolte, en nature, avec un taux d'intérêt de l'ordre de 20% pour reconstituer et accroître le stock et assurer certaines charges liées au fonctionnement de la banque.

➤ Quel bilan de mise en œuvre ?

De 2006 à 2011, le Projet a mis en place 268 banques de soudure répartis dans 268 villages des six communes d'intervention. Le stock initial cumulé mis en place dans les banques est de 3537 tonnes de mil en fin 2011 avec des quantités très variables entre les villages suivant leurs poids démographique.

Le niveau de recouvrement a évolué selon les années de la manière suivante (tableau 2):

Tableau 1: Evolution du niveau de recouvrement des stocks des banques de soudure (tonne)

Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Evolution du stock initial mis en place par le projet (en tonne)	683	2021	2631	2631	3317	3537
Evolution du stock attendu (en tonne)	819	2464	3428	3864	4090	4890
Evolution du stock recouvert (en tonne)	778	2228	3035	2695	3868	3084
Taux de recouvrement stock initial (%)	114	110	115	102	117	87
Taux de recouvrement stock attendu y compris les intérêts (%)	95	90	88	70	95	63
Accroissement du stock global par rapport au stock initial (en tonne)	95	207	404	64	551	-453

Le niveau de recouvrement est relativement satisfaisant de 2006 à 2010 malgré le dysfonctionnement d'un certain nombre de banques de soudure qui n'arrivent pas à atteindre 70% de recouvrement des stocks surtout à cause de l'ingérence des hommes dans la gestion, en particulier les chefs de villages. En 2010, le stock initial s'est accru de 551 tonnes soit environ 17%. Cela s'explique par la bonne campagne agricole enregistrée et le remboursement à presque 100% des nouvelles banques de soudure.

La situation de 2011 est plus critique avec un taux de recouvrement du stock initial de 87% soit une régression de 453 tonnes en fin janvier 2011. Cette situation est due au déficit important de production enregistré en 2011 lié principalement aux attaques parasitaires.

¹⁰ Le choix des femmes comme groupe cible pour les banques de soudure s'explique par leurs situations de précarité plus importantes que celles des hommes du fait des charges de la famille qui reposent sur elles presque 8 mois sur 12 et de leur manque de terres. Aussi, en termes de gestion, tout le monde s'accorde que les femmes gèrent mieux le crédit et le valorise davantage plus que les hommes.

Encadré:

En plus des banques de soudure destinées aux femmes, le PPILDA a mis en place en plus en 2006, 47 banques céréalières qui continuent à fonctionner dans les mêmes villages bénéficiaires des banques de soudure avec un système de vente au comptant et de renouvellement à la récolte par achat sur le marché. Ces banques céréalières ont connu des difficultés de fonctionnement qui ont entraîné une baisse du stock initial passant de 172.5 tonnes à un équivalent de 153.5 tonnes (dont 16.5 tonnes en liquidité au niveau de la caisse d'épargne d'Aguié) en 2011.

➤ **Quels effets sur la sécurité alimentaire des ménages ?**

Les banques de soudure et banques céréalières, en tant qu'outils de prévention et de gestion de l'insécurité alimentaire, sont fortement appréciées par les bénéficiaires. Des enquêtes conduites au niveau de certains villages font ressortir plusieurs effets de l'avis des bénéficiaires.

- Contribution à la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables

La disponibilité et l'accessibilité aux céréales pendant la période de soudure ont permis de renforcer le niveau de sécurité alimentaire de 80 000 bénéficiaires issus de près de 13 000 ménages de la zone d'intervention en 2011. Ces ménages ont pu disposer de un à deux mois de nourriture durant la période de soudure et selon la taille du ménage.

- Réduction du salariat agricole

La disponibilité de céréales au niveau des ménages vulnérables a permis aux producteurs de concentrer leurs efforts dans leurs propres champs en exécutant à temps les travaux agricoles. On estime à 50% la réduction du temps consacré au salariat agricole qui est valorisée pour un meilleur entretien des champs par les producteurs vulnérables, favorisant du coup une amélioration de leurs productions agricoles.

- Incidence sur l'alimentation des femmes et des enfants

La disponibilité en céréales induite par la banque de soudure permet de maintenir le nombre habituel de repas par jour (2-3 repas/jour pour les adultes et 3 à 5 pour les enfants contre respectivement 1-2 et 2 à 3 en période de soudure).

- Contribution au maintien du capital du ménage

Les stratégies de recours pour les ménages les plus vulnérables en période de soudure sont entre autres, la vente du bétail, l'endettement, la mise en gage de patrimoine foncier « *Jinguina* » voire la vente du matériel agricole. Avec la banque de soudure, les bénéficiaires affirment que toutes ces stratégies qui affectent le capital du ménage ont connu une réduction significative.

2.2 L'appui à la diversification et à l'intensification des productions agricoles

Pour renforcer la sécurité alimentaire des populations de sa zone d'intervention, le PPILDA a mis en place et développé un système innovant de vulgarisation agricole qui est basé sur la formation de jeunes agriculteurs qui jouent le rôle d'agents vulgarisateurs face à l'insuffisance des agents d'agriculture.

Le projet vient en appui à la production agricole afin d'améliorer les niveaux de production et donc le niveau de sécurité alimentaire. Pour cela, il appuie la production et la diffusion des semences améliorées et adaptées aux conditions changeantes avec la mise en place d'un **service d'appui conseil paysan** de vulgarisation des technologies et variétés testées avec deux principaux outils: les parcelles d'initiatives paysannes (PIP) et les champs de diversité phytogénétique (CD).

Le service d'appui conseil agricole valorise les jeunes agriculteurs paysans déscolarisés, constitués en groupements de service et formés avec l'appui des services techniques de l'agriculture. Il a permis de renforcer les capacités de 2800 ménages en matière d'intensification de la production agricole et d'augmenter les rendements de l'ordre de 40

à 65% à l'hectare au niveau des adoptants. Ce qui améliore du coup la disponibilité alimentaire des ménages concernés et leurs capacités à faire face à des situations de crise alimentaire.

- **Au niveau des ménages plus vulnérables**, les rendements sont passés de 150 à 250 kg/hectare à 250 à 800 kg. Cette production permet à ces ménages vulnérables de garantir 5 mois de sécurité alimentaire (3 repas par jour) durant l'année contre 2 mois en situation de référence (avant l'adoption des techniques vulgarisées à travers le dispositif d'appui conseil).

- **Au niveau de la zone d'intervention**, les systèmes de culture de la zone ont connu un changement significatif en termes de densité de semis, d'utilisation accrue des intrants et d'amélioration des associations culturales et contrôle des ravageurs des cultures.

Ce changement des systèmes de culture a permis d'améliorer les rendements du mil en association passant de 430 kg/ha (situation de référence) à 603 kg/ha (Direction nationale de la statistique, 2010) avec des pics de 823 kg/ha dans la commune d'Aguié et 957 kg/ha dans la commune de Sae Saboua. Cette amélioration des rendements permet également d'accroître la disponibilité alimentaire des ménages.

En plus des cultures pluviales, le projet accompagne les populations dans la **production des cultures maraîchères** à travers la mise à leur disposition d'ouvrages maraîchers équipés (forages et puits) et des intrants nécessaires à la production (semences et petits matériels) dans les zones où la disponibilité de l'eau le permet.

En 2012, près de 700 maraîchers dont 306 femmes ont bénéficié de l'appui du projet et les productions des légumes servent essentiellement à renforcer et diversifier l'alimentation des ménages.

2.3 La promotion du petit élevage

La promotion du petit élevage a porté essentiellement sur l'élevage de la chèvre rousse, espèce très prolifique, qui permet aux ménages de disposer d'un capital facilement mobilisable en cas de difficultés alimentaires. En effet, c'est la première ressource à laquelle les ménages en difficultés font recours pour pallier un déficit alimentaire. Les groupes les plus ciblés par le projet pour cet appui sont les femmes très vulnérables et les groupements de femmes et de jeunes exerçant d'autres types d'activités génératrices de revenus.

Le projet a mis en place de 2006-2011, 6894 chèvres rousses dont 5697 au profit des femmes appartenant aux ménages plus vulnérables. Le taux d'accroissement des animaux est très variable selon l'année de mise place et les conditions d'élevage. Ces animaux constituent un capital de prévention et d'adaptation aux effets des crises alimentaires et de satisfaction des besoins de santé et de cérémonies. En effet, les femmes extrêmement vulnérables utilisent les revenus tirés de la vente des chèvres prioritairement pour l'achat des céréales.

2.4 La formation professionnelle des jeunes et des femmes

Il s'agit d'un ensemble d'actions mises en œuvre par le projet au profit essentiellement des jeunes et des femmes. Ces actions concourent au renforcement de l'offre locale de service, à la création des sources de revenus et à la limitation de l'exode en particulier des jeunes. Ainsi, la promotion de la formation professionnelle constitue une réponse à la situation de précarité des jeunes et des femmes et au désœuvrement des jeunes dans les villages.

Dans ce cadre, le projet a appuyé de 2007 à 2011 la formation et l'équipement en kits de démarrage de 449 jeunes et femmes répartis comme suit:

- ✓ 178 femmes en tricotage;
- ✓ 141 jeunes et femmes en couture;
- ✓ 80 jeunes en maçonnerie;
- ✓ 50 jeunes en menuiserie bois.

Tableau 2: Revenu net moyen annuel réalisé par personne et par domaine

Revenu net (Fcfa)	Domaines d'activités			
	Couture	Tricotage	Menuiserie	Maçonnerie
	68 500	10 500	125 750	305 150

Source: enquête réalisée par le PPILDA en 2009

Les revenus tirés par les jeunes et les femmes surtout celles qui sont chefs de ménage leur permettent de participer significativement à la prise en charge des besoins des ménages. Ces revenus étant pour l'essentiel utilisés dans l'achat de céréales, les soins de santé, l'habillement et le financement des cérémonies, renforcent ainsi leurs capacités de résilience face aux situations de chocs.

Conclusion

La zone d'intervention du PPILDA est en proie à la persistance d'une insécurité alimentaire qui pèse négativement sur les efforts de développement soutenus par différents partenaires. Si les facteurs physiques (dégradation des ressources naturelles, sécheresse, faible niveau d'intensification des productions etc.) sont souvent cités comme causes, les comportements socioculturels interviennent également pour aggraver la situation alimentaire des ménages vulnérables. Pour contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans sa zone d'intervention, le PPILDA a développé et mis en œuvre plusieurs initiatives et innovations porteuses qui ont permis de maximiser la production agricole, de diversifier l'alimentation et de faciliter l'accès et la disponibilité des céréales aux ménages vulnérables surtout en période de soudure. Ces efforts sont malheureusement loin d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations notamment dans ses quatre dimensions (disponibilité, accessibilité, qualité et stabilité). Une diffusion à large échelle de ces expériences positives permettra d'impacter plus sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales.

Annexe 3: Note technique sur les microprojets financés par le FAIIL (2011/12)

1. Contexte

Le Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA) poursuit comme objectif général l'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations pauvres du département d'Aguié et des communes limitrophes de SaéSaboua (département de GuidanRoumdji) et Jirataoua (département de Madarounfa).

De manière spécifique, il s'agit pour le projet de renforcer les capacités des populations cibles à définir, concevoir et mettre en œuvre, au sein d'un processus de développement local et dans une logique de partenariats, des initiatives et innovations techniques, économiques et sociales, leur permettant de réduire leur pauvreté et leur vulnérabilité notamment à travers l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le projet a mené ses activités à l'échelle villageoise et inter villageoise (grappe) avant d'adopter l'approche commune en 2009 à l'issue de la revue à tiers parcours en vue de créer les conditions d'un véritable transfert de maîtrise d'ouvrage. Les actions prioritaires engagées pour y parvenir sont i) la révision du manuel d'accès au Fonds d'Appui aux Initiatives et Innovations Locales (FAIIL), ii) la mise en place et le renforcement des instances et organisations communales et villageoises d'identification et d'élaboration des dossiers des micro projets (DMP), iii) le renforcement et l'opérationnalisation des commissions départementales d'approbation des dossiers de micro projets, iv) la formation de ces acteurs sur le mécanisme d'accès au FAIIL, v) la formation des ONG et la signature des contrats avec elles pour appuyer les IOR dans la finalisation des DMP.

2. Résultats atteints

La mobilisation de tous ces acteurs autour du projet a permis d'atteindre les principaux résultats suivants:

- ✓ Le renforcement des capacités de 35 instances inter villageoises (environ 280 paysans hommes et femmes) et 6 commissions communales sur le mécanisme d'accès au fonds FAIIL et en techniques de montage des dossiers des micro projets;
- ✓ La formation de 18 membres des ONG et GIE et 18 agents communaux sur le processus d'élaboration et d'approbation des DMP;
- ✓ L'élaboration de 211 dossiers de microprojet (72 en 2010 et 139 en 2011) autour des domaines de la sécurité alimentaire, activités génératrices de revenus, infrastructures etc.;
- ✓ La tenue de 2 commissions départementales de validation des dossiers des micro projets qui ont permis de valider 47 dossiers (38 en 2011 et 9 en 2012) pour un montant global de 202 814 673 francs CFA dont 30 619 533 francs CFA représentant la contribution des bénéficiaires. (détails en annexes).

3. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées sont les suivantes:

- ✓ Les niveaux de contributions des bénéficiaires définis dans le premier manuel étaient élevés, ce qui a eu comme conséquence une faible utilisation du fonds FAIIL pendant les trois premières années du projet;
- ✓ La faible mobilisation des contributions des bénéficiaires malgré la révision du manuel a ralenti le financement des micro projets; cette situation est en partie due aux mauvaises campagnes agricoles qui amenuisent les revenus des producteurs;
- ✓ Faible prévision financière du projet (épuisement de la catégorie FAIIL) en 2012 qui ne permet pas de financer un nombre élevé de DMP reçus.

Microprojets mis en œuvre en 2011

N°ordre	Intitulé	Localité	Commune	Année d'élaboration du dossier	Année de mise en œuvre du dossier	Montant sollicité	Contribution bénéf.	Coût total
Dossiers de microprojet de boutique d'intrants Agricoles B.I.A								
1	Construction et équipement d'une boutique d'intrants agricoles au profit de la grappe de GuidanGazobi	GuidanGazobi	Gazaoua	2010	2011	12128521	1347614	13476135
2	Construction et équipement d'une boutique d'intrants agricoles au profit de la grappe de Oumaraoua	Oumaraoua	Gazaoua	2010	2011	12084421	1342714	13427135
3	Construction et équipement d'une boutique d'intrants agricoles au profit de la grappe Magami	Magami	Tchadoua	2010	2011	9046600	1004900	10051500
4	Construction et équipement d'une boutique d'intrants agricoles au profit de la grappe de Bassaraoua	Bassaraoua	Jirataoua	2010	2011	9436050	1048450	10484500
5	Construction et équipement d'une boutique d'intrants agricoles au profit de la grappe de Wakasso	Wakasso	Tchadoua	2010	2012	8628550	928450	9557000
S/Total 1						51324142	5672128	56996270
Dossiers de microprojet de reconstitution de cheptel (élevage de reproduction des chevres rousses)								
1	Reconstitution de cheptel au profit du groupement féminin du tribu peul de HardoAguié	HardoAguié	Gangara	2010	2011	1460700	162300	1623000
2	Reconstitution de cheptel au profit du groupement féminin "Moungodaké Allah" du tribu peul de HardoCharandawa	HardoCharandawa	Gangara	2010	2011	1217250	135250	1352500

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: du 18 au 30 mars 2012

3	Reconstitution de cheptel au profit du groupement féminin du tribu peul de HardoGalanta	HardoGalanta	Gangara	2010	2011	1217250	135250	1352500
4	Reconstitution de cheptel au profit du groupement féminin "Allah Gama Nema Da samu" du tribu peul de HardoMaina	HardoMaina	Gangara	2010	2011	1663200	184800	1848000
5	Reconstitution de cheptel au profit du groupement féminin "HadinKaye" du village de Gantamaoua	Gantamaoua	Aguié	2010	2011	990000	110000	1100000
S/Total 2						6548400	727600	7276000
Dossiers de microprojet d'embouche ovine								
1	Embouche ovine au profit de trois groupements féminins de la commune rurale de Tchadoua	Tchadoua	Tchadoua	2010	2011	3825000	675000	4500000
2	Embouche ovine au profit du groupement des jeunes du village de Touza	Touza	SaéSaboua	2010	2011	1912500	337500	2250000
3	Embouche ovine au profit du groupement féminin du village de KanenZoubaou	KanenZoubaou	Aguié	2010	2011	1912500	337500	2250000
S/Total 3						7650000	1350000	9000000
Dossiers de microprojet d'infrastructures								
1	Réhabilitation du puits villageois de Yadagamo	Yadagamo	Gangara	2010	2011	3 129 300	347700	3477000
2	Construction et équipement d'un magasin-siège au profit de l'Union des producteurs de semences "ALHERY"	Aguié		2011	2011	13031250	4450000	17481250
3	Clôture du site maraîcher de Gangara	Gangara	Gangara	2010	2011	3110500	311050	3421550
S/Total 4						19 271 050	5 108 750	24 379 800

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: 18 au 30 mars 2012

14

Dossiers de microprojet relatifs à la construction et équipement des magasins pour banque de soudure								
1	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de GawaroGuidanKané	GawaroGuidanKané	Tchadoua	2011	2011	3834860	426096	4260956
2	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de KahinChantali	KahinChantali	Tchadoua	2011	2011	3809893	423322	4233215
3	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de KarambiSofoua	KarambiSofoua	SaéSaboua	2011	2011	3593287	399254	3992541
4	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de Louloubi	Louloubi	SaéSaboua	2011	2011	3956941	439660	4396601
5	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de Mountarou	Mountarou	SaéSaboua	2011	2011	3956941	439660	4396601
6	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de Mata Mulki	Mata Mulki	SaéSaboua	2011	2011	3834860	426096	4260956
7	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de Guidan Mado	Guidan Mado	Gazaoua	2011	2011	3877399	430822	4308221
8	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de Gazori	Gazori	Gazaoua	2011	2011	3834860	426096	4260956
9	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de AngoualMalam Moussa	AngoualMalam Moussa	Gazaoua	2011	2011	4208685	467632	4676317
10	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de Oumaraoua	Oumaraoua	Gazaoua	2011	2011	410130	3691165	4101295

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: du 18 au 30 mars 2012

15

11	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de Riadi Dan Bizo	Riadi Dan Bizo	Jirataoua	2011	2011	4233279	470364	4703643
12	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de Batata	Battata	Jirataoua	2011	2011	4233279	470364	4703643
13	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de Malinkaoua	Malinkaoua	Jirataoua	2011	2011	3956941	439660	4396601
14	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de KoukarMagagi	KoukarMagagi	Jirataoua	2011	2011	4155682	461743	4617425
15	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de NakiKarfi	NakiKarfi	Aguié	2011	2011	3846891	427432	4274323
16	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de KafinAbarchi	KafinAbarchi	Aguié	2011	2011	3877399	430822	4308221
17	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de HardoTatouma	HardoTatouma	Aguié	2011	2011	3877399	430822	4308221
18	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de Yadagamou	Yadgamou	Gangara	2011	2011	4179799	464422	4644221
19	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de Kanda Tossa	Kando Tossa	Gangara	2011	2011	427432	3846891	4274323
20	construction et équipement d'un magasin pour banque de soudure du village de MalamDaweye	MalamDaweye	Gangara	2011	2011	3846891	427432	4274323
S/Total 5						71952848	15439755	87392603
Total general						156 746 440	28 298 233	185 044 673

Microprojetsms en cours de mise en œuvre pour l'année 2012								
N° d'ordre	titre DMP	Localité	Commune	Année d'élaboration du dossier	Année de mise en œuvre du dossier	Montant sollicité	Contribution bénéf.	Coût total
Dossiers de microprojet de reconstitution de cheptel (élevage de reproduction des chèvres rousses)								
1	Elevage des caprins par les femmes du groupement peul de Hardo Maman Saley	Hardo maman Saley	Aguié	2011	2012	1558800	173 200	1 732 000
2	Elevage des caprins par les femmes du groupement "Samu" de Dadani	Dadani	Aguié	2011	2012	1558800	173 200	1 732 000
3	Elevage des caprins par les femmes du groupement "AssusunTsani" de NakiKarfi	NakiKarfi	Aguié	2011	2012	1558800	173 200	1 732 000
4	Elevage des caprins par les femmes du groupement de Zaraoumi	Zaourami	SaéSaboua	2011	2012	1 584 000	176 000	1 760 000
S/Total 1						6 260 400	695 600	6 956 000
Dossiers de microprojet d'embouche bovine								
1	Embouche bovine au profit du groupement "Housa'a" de TsamiyaBakoye	TsamiyaBakoye	Aguié	2011	2012	1 418 450	254 550	1 673 000
2	Embouche bovine au profit du groupement "Hadin Kan jama'a" de Dan Gamji	Dan Gamji	Tchadoua	2011	2012	876 350	154 650	1 031 000
S/Total 2						2 294 800	409 200	2 704 000

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: du 18 au 30 mars 2012

Dossiers de microprojet d'embouche ovine								
1	Embouche ovine au profit du groupement féminin de Guidan Karma	Guidan Karma	Tchadoua	2011	2012	1 781 600	314 400	2 096 000
2	Embouche ovine au profit du groupement féminin "Wa YayiKanka" de GuidanGabou	GuidanGabou	Tchadoua	2011	2012	2 273 750	401 250	2 675 000
3	Embouche ovine au profit du groupement féminin "Dadin Rouga Douma" de Hardo Aly	Hardo Aly	Tchadoua	2011	2012	2 838 150	500 850	3 339 000
S/Total 3						6 893 500	1 216 500	8 110 000
Total general						15 448 700	2 321 300	17 770 000

	Subvention du projet	Contribution promoteur	Montant Total
Coût global 2011	156 746 440	28 298 233	185 044 673
Coût global 2012	15 448 700	2 321 300	17 770 000
Montant global (2011+2012)	172 195 140	30 619 533	202 814 673

Annexe 4: Note technique sur la composante FEM

I. INTRODUCTION

Le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie pour le Niger a convenu avec le Gouvernement du Niger de concentrer ses interventions dans la région de Maradi à partir de 2006. Cet engagement stratégique a été concrétisé par le lancement du Projet d'Initiative pour la Réhabilitation et le Développement Agricole et Rural IRDAR en 2007. Ce projet qui a été prématurément clôturé (2010) avait une composante gestion durable des terres financée sur un Don du Fonds Mondial pour l'environnement (FEM) pour un montant de 4,2 millions de dollars USD. Après cette clôture le Gouvernement du Niger et le FIDA ont convenu en 2011 de transférer ce Don au niveau du PPILDA pour exécuter les actions prévues dans le document du Projet.

La présente note, après un bref aperçu sur la composante FEM du PPILDA, fait le point sur le processus du transfert du Don FEM et dresse l'état d'exécution de la composante.

II. BREF APERÇU SUR LA COMPOSANTE FEM DU PPILDA

2.1 Objectifs et échelle d'intervention:

La composante FEM du PPILDA vise la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans les foyers ruraux de la région de Maradi donnant à ces derniers les moyens d'identifier et d'adopter des pratiques durables de gestion des terres qui sont appropriées au contexte local et qui augmenteront la productivité et la rentabilité de leurs cultures, de leur bétail et des exploitations forestières à court terme, tout en garantissant à long terme les stratégies de subsistance et le bien-être des générations actuelles et futures. L'objectif environnemental immédiat est de « surmonter les causes et les impacts négatifs de la dégradation des terres sur la structure et l'intégrité fonctionnelle des ressources de l'écosystème de la région de Maradi en affrontant les obstacles et les goulots d'étranglement qui empêchent de bien utiliser les technologies de gestion durable des terres ».

Le programme de la composante FEM sera mis en œuvre dans tous les départements de la région de Maradi (Aguié, Madarounfa, Dakoro, Mayahi, Tessaoua et Guidan Roumdji) et touchera environ 340 000 personnes. Il est conçu pour:

- compléter les investissements et les activités financés par le FIDA en générant des bénéfices environnementaux mondiaux;
- renforcer les capacités d'intégration des pratiques de la Gestion Durable des Terres (GDT) dans les paysages productifs au niveau local;
- introduire des techniques innovantes pour la gestion durable des terres arables, des terres de parcours et des forêts/terres boisées dans les principaux sites agro écologiques de la région de Maradi;
- inverser la tendance actuelle à la dégradation des sols par le biais d'une approche communautaire et participative à la planification des investissements;
- et (v) améliorer le bien-être de la population rurale, et plus particulièrement celui des plus pauvres.

2.2 Montage institutionnel

La composante étant intégrée au PPILDA, sa tutelle, son Unité de Gestion du Projet (UGP) ainsi que son comité de pilotage sont prévus pour être les mêmes que ceux du

PPILDA. C'est pourquoi il est prévu une composante 6 dans le montage du projet pour faciliter sa meilleure intégration à ce dernier.

La composante FEM est articulée en 4 sous composantes à savoir:

- Sous Composante 1: Intégration de la GDT à la planification du développement aux niveaux local et départemental pour un montant de 412 650 000 F CFA
- Sous Composante 2: Inversion de la tendance à la dégradation des terres par le biais d'investissements GDT sur le terrain avec une enveloppe de 754.650.000 F CFA
- Sous Composante 3: Promotion d'une agriculture de conservation et de sources de revenus de substitution respectueuses de l'environnement pour un montant de 513.000.000 F CFA
- Sous Composante 4: Gestion du projet pour un montant de 209.700 000 F CFA

III. POINT SUR LE PROCESSUS DE TRANSFERT DU DON ET DE L'EXECUTION DE LA COMPOSANTE FEM

A. Le processus de transfert du Don

Les principales étapes parcourues dans le cadre du processus du transfert du Don peuvent être résumées comme suit:

- Juin 2010: mission au Niger du Directeur de la Division Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA au cours de la quelle l'engagement de transférer le Fonds FEM de IRDAR a été pris par le Gouvernement du Niger et le FIDA
- Octobre 2010: Acceptation officielle du FEM de la proposition du Niger et du FIDA. Le FEM engage le FIDA a signé un accord de don avec le Niger
- Avril 2011: proposition par le FIDA d'un accord de don à la partie Nigérienne pour étude et observations
- Mai 2011: Séance de travail sur la proposition d'accord de l'équipe Nigérienne (le point focal FEM du Ministère du Plan et des Finances, le représentant du Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement et le Directeur du PPILDA)
- En juillet 2011, envoi au FIDA d'une lettre de transmission des observations du Niger par le Ministre d'Etat chargé du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire
- Septembre 2011 envoi par le FIDA au Niger de l'Accord (avec la signature du Président du FIDA) pour signature
- En Octobre 2011: signature de l'accord de Don par le Ministre d'Etat chargé du Plan, de l'Aménagement du territoire et du Développement Communautaire du Niger

B. Le processus d'exécution de la composante FEM

Ce processus a débuté par la planification des activités dans le cadre de l'élaboration du PTBA 2012 du PPILDA (le Don FEM constituant la 6^è composante) et son approbation par le Comité Décisionnel Local (CDL) et par le Comité de Pilotage (CP) en décembre 2011. Ces cadres ont aussi été les lieux de partage d'informations par rapport au processus du transfert du Don avec les principaux partenaires du PPILDA (autorités administratives et coutumières, les instances et organisations rurales de la zone du PPILDA, les projets partenaires...). L'approbation du PTBA par le FIDA, intervenue en janvier 2012 a été suivie par un certain nombre des démarches conduites par le PPILDA pour l'ouverture du compte devant abriter le fonds relatif au Don: spécimen de signature, concertations avec les Ministères par rapport aux questions institutionnelles, montage de la première DRF.

Sur le plan opérationnel, les activités menées dans le cadre de l'exécution du PTBA 2012 ont été révisées. Le lancement de la composante s'est tenu le 25 mars 2012. Au cours de la mission de supervision, le plan d'Action 2012 a été réalisé et se présente comme suit:

PLAN D'ACTION COMPOSANTE FEM 2012

Activités	Objectif	Période	Acteurs de la mise en œuvre	Bénéficiaires
Sous composante 1 : Intégration de la Gestion Durable des Terres (GDT) à la planification du développement aux niveaux local et départemental				
Tenues de réunions du Comité de Direction (CD) GDT : atelier de concertation et partage	Mise en place d'une plateforme Institutionnelle de GDT multi-acteurs opérationnelle: élaborer une vision commune, identifier les domaines prioritaires, activités GDT, coordonner et planifier les plans de travail et budget	2 ^{ème} avril -mai - bureau GDT en place	-Service technique régionaux concernés par la GDT	IDEM
Organisation des réunions du groupe technique	Fournir un soutien technique et en gestion des programmes et projets de la plateforme GDT	Bimensuel	Experts et conseillers techniques désignés par le CD	IDEM
6 Ateliers de formation en GDT aux spécialistes en GDT - 1/département	Renforcer les capacités institutionnelles au sein des structures administratives décentralisées de la région de Maradi	Juillet-décembre 2012	Responsable FEM, plate forme régionale GDT et les points focaux	Spécialiste GDT
Organisation de consultations régionales GDT	Favoriser les échanges entre les acteurs impliqués	2 ^{ème} - juin- décembre	Partenaires régionaux	Acteurs concernés par la GDT
Étude sur l'évaluation des besoins en formation (pour la durée du projet)	Évaluer les besoins en renforcement des capacités et la préparation du programme de formation	Juillet-août 2012	Prestataire externe FEM	Plate forme GDT, PPILDA, FIDA/FEM, opérateurs
Formation de 30 prestataires en GDT (3- 4jours/formation)	Former les prestataires (ONG), les services techniques et la plateforme régionale en GDT sur le terrain	Sep.-oct. 2012	PPILDA/FEM, formateur	ONG prestataires, services techniques, Plate forme régionale
Assistance technique nationale et internationale pour l'intégration de la GDT dans la planification	Renforcer les capacités de l'équipe FEM, les points focaux et prestataires de l'intégration de la GDT dans la planification	Avril- juin 2012	PPILDA/FEM, consultant	Équipe FEM, points focaux FEM et prestataires
Mettre en place un centre d'information et de documentation relative à la GDT(construction local, documentation, connexion internet)	Collecte des documents/ permettre un accès aux informations en GDT aux acteurs et bénéficiaires	Avril-décembre 2012 (construction du local à Maradi -2013)	Composante FEM, comité de direction GDT, environnement	Région de Maradi
Identification de 2 radios rurales pour diffuser les informations relatives aux activités GDT	Informar les populations sur la GDT	Avril- décembre 2012	Composante FEM	Populations rurales

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: du 18 au 30 mars 2012

Voyages d'études et visites d'échanges et de démonstration en GDT (3) dans la région de Maradi	Permettre aux utilisateurs de voir et partager des expériences en GDT	Oct. - décembre 2012	Composante FEM, plate forme GDT et les institutions partenaires identifiées	60 utilisateurs de terres
Sous composante 2: Inversion de la tendance a la dégradation des terres par le biais d'investissement GDT sur le terrain				
Faire un état de lieu des ressources naturelles et de leur dégradation	Diagnostic des Ressources naturelles de 12 des 36 zones de villages prévus (2/département) et préparer un plan de restauration du terroir (partie intégrante de la situation de référence)	Juillet-oct.	Composante FEM, opérateurs privés spécialisés, point focal	12/36 villages
Élaboration des plans villageois de gestion de terroirs à travers les microprojets	Sélectionner les domaines prioritaires et les mesures de conservations à mettre en œuvre	Juillet-oct.	Composante FEM, opérateurs privés, service technique, points focaux départementaux	2/6 départements
Suivi et évaluation de la mise en œuvre des microprojets FEM	Doter les différentes communautés en outils et compétences pour assurer un dispositif de suivi de la mise en œuvre des actions	Aout-octobre	Composante FEM, SE communautaire, SE PPILDA	Communautés
Ateliers villageois, inter villageois et communaux	Amener les différents acteurs à mieux comprendre et accepter la GDT	Report à 2013	Composante FEM/PPILDA, prestataires	Communautés
Récupération des terres dégradées	« Cash for work » sous financement PAM	Mars - octobre 2012	PAM, composante FEM	1776 ménages autour des sites identifiés
Lutte contre le SIDA	« Cash for work » sous financement PAM	Mars - octobre 2012	PAM, composante FEM	Communautés: 226 ménages
Sous composante 3: Promotion d'une agriculture de conservation et de sources de revenus de substitution respectueuses de l'environnement				
Voyages d'études et d'échanges nationaux/internationaux (1)	Voir sur le terrain des sites d'agriculture de conservation et identifier ceux applicables à la région de Maradi	Septembre 2012	Composante FEM/PPILDA	Décideurs, paysans, plateforme, chercheurs
Étude sur l'identification des AGR respectueuses de l'environnement	Identifier les moyens d'existence alternatifs contribuant à l'obtention de bénéfices environnementaux	Janvier - février 2013	Composante FEM, cabinet, prestataire indépendant/consultant	Populations rurales
Sous composante 4: Fonctionnement et autres activités d'évaluation de la composante				
Étude sur la situation de référence: environnementale sur l'état et changements de la dégradation des terres, etc. pour la région de Maradi	Assurer une gestion et un suivi évaluation de la composante GDT	Juillet- aout 2012	Composante FEM, prestataire	Composante FEM
Supervision de la composante (2xan)	Apporter des appuis méthodologiques dans la mise en œuvre des actions FEM	Mars-décembre 2012	FIDA et FEM	Composante FEM

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: 18 au 30 mars 2012

Lancement officiel de la composante GDT	Informier et sensibiliser les partenaires sur la stratégie d'exécution	26-mars 2012	PPILDA, autorités	Tous les partenaires
Atelier de suivi et évaluation	Valider le système de suivi-évaluation et réviser le cadre logique (avant la sortie des résultats de la situation de référence)	Juin- 2012	Processus FEM, responsable du suivi évaluation	Opérateurs, partenaires terrains
Recrutement du personnel de la composante: responsable technique, assistant suivi évaluation, aide comptable et chauffeur	Avoir une équipe en place et opérationnelle au sein du PPILDA	Jan - mars 2012 (réalisée)	PPILDA	Composante FEM

Annexe 5: Note technique sur la stratégie du PPILDA en matière de transfert de la maîtrise d'ouvrage

1. Contexte et justification

Le projet de promotion de l'initiative locale pour le développement à Aguié a été mis en vigueur en mai 2005 avec comme objectif global d'améliorer les conditions de vie et de revenus des populations de sa zone d'intervention avec un accent particulier sur les jeunes et les femmes ainsi qu'aux aspects transversaux que sont le genre et la gestion des ressources naturelles.

Après bientôt sept (7) ans de mise en œuvre, le projet PPILDA a enregistré des acquis importants dans les principaux domaines de développement rural à savoir i) la sécurité alimentaire ii) la vulgarisation et l'intensification agricole iii) la gestion durable des ressources naturelles iv) les infrastructures socio économiques v) la création et la promotion des activités génératrices de revenus vi) le renforcement des capacités des communautés et partenaires dans divers domaines, vii) la création et le renforcement de l'offre locale de services etc.

L'innovation du projet PPILDA dans toutes ces réalisations est sa démarche participative et formative qui a consisté à renforcer des capacités humaines à tous les niveaux en perspective de la pérennisation des acquis. Ce qui a été matérialisé par diverses formations apportées aux autorités communales, aux groupements paysans de services constitués, aux organisations non gouvernementales, aux services techniques etc.

Cependant, à un an de la clôture du projet, il ya lieu de consolider les acquis et mettre en place un dispositif local permettant de les transférer effectivement aux bénéficiaires. C'est pourquoi, la présente stratégie a été conçue pour être opérationnalisée avec les principaux partenaires que sont les paysans, les communes, les services techniques déconcentrés et les ONG.

2. Objectifs visés par la stratégie

Le principal objectif visé par la présente stratégie est de définir les principaux mécanismes qui permettront de transférer la maîtrise d'ouvrage aux communautés bénéficiaires des actions du PPILDA en vue de pérenniser les principaux acquis enregistrés. De manière spécifique, la stratégie vise à mieux définir et clarifier entre autres:

- Les réalisations à transférer;
- Les principaux acteurs concernés par ce transfert;
- Le mécanisme et les besoins complémentaires de renforcement de capacités pour assurer un bon transfert.

3. Méthodologie

Le processus de mise en œuvre de cette stratégie passe par les étapes suivantes: identification des réalisations à transférer, définition des principaux acteurs et leurs rôles, les activités constitutives du processus de transfert et le chronogramme.

3.1. *Identification des réalisations à transférer*

Les principales réalisations à transférer ont été sélectionnées sur la base de leurs pertinences pour les communautés, de la nécessité de leur consolidation et de leurs impacts perceptibles sur les conditions de vie et les revenus des populations. Partant de ces critères, la sélection des actions a été faite en concertation avec les populations bénéficiaires, les autorités communales, les partenaires d'appuis (services techniques et ONG) et le projet.

3.2. Définition des principaux acteurs et leurs rôles

Les principaux acteurs qui seront impliqués dans le transfert de ces réalisations sont les bénéficiaires (différents comités de gestion, bénéficiaires directs, groupements ou OP etc.), les autorités communales, les services techniques et le projet. Le niveau d'implication de chaque catégorie d'acteurs dépend des actions à transférer, du rôle joué lors de la conception et de la mise en œuvre de l'action ainsi que des acquis à consolider.

3.2.1. Le projet

Le principal rôle que le projet doit jouer est celui d'accompagner sur le plan technique et financier le processus de transfert de la maîtrise d'ouvrage; cela se fera à travers un renforcement des capacités de tous les acteurs à différents niveaux pour ainsi créer les conditions d'appropriation des actions. A cet effet, le projet est chargé i) d'assurer les formations nécessaires et d'offrir les équipements complémentaires et ii) de conduire et/ou animer des séances d'information et de sensibilisation des bénéficiaires aussi bien sur le terrain qu'à travers les médias.

3.2.2. Les communes et autorités coutumières

En tant qu'instances décisionnelles au niveau local, les communes participeront aux inventaires des principales actions à transférer, signer les engagements¹¹ avec le projet et les communautés à la base, mettre à la disposition du projet les personnes dont les capacités devraient être renforcées et qui gèreront les actions de transfert convenues avec le projet.

3.2.3. Les populations bénéficiaires

Qu'il s'agisse des bénéficiaires directs et indirects, des personnes physiques ou des groupements/organisations/comités de gestion, les populations bénéficiaires aideront les communes et le projet à mieux identifier les actions à transférer, contribuer à l'assainissement des situations (différentes banques, capitaux des OP en particulier), proposer au projet les thèmes de renforcement des capacités etc.

3.3. Les services techniques

Ils seront impliqués selon leurs domaines de compétence et d'intervention pour apporter des appuis conseils nécessaires et assurer dans une certaine mesure des formations aux bénéficiaires. Par exemple, le SAP/GC s'impliquera dans la consolidation des stocks de sécurité mis à disposition aux communes, les services de l'hydraulique et génie rural dans la formation des comités de gestion et d'entretien des ouvrages etc.

4. Activités constitutives et leur niveau de réalisation

Les principales activités pour la mise en œuvre de cette stratégie ainsi que leur niveau de réalisation sont consignés dans le tableau suivant:

¹¹ Les engagements écrits que les communes vont signer consisteront principalement à prendre des actes pour assurer non seulement une bonne gestion des acquis et le suivi de la poursuite des activités sur le terrain après la clôture du PPILDA mais aussi la prise en charge de certains travaux de réhabilitation par exemple, etc.

Tableau 1: Etat d'exécution de la stratégie de maîtrise d'ouvrage

Activités	Responsables	Délai de réalisation	Etat de réalisation	Observations
Recenser des actions à transférer par commune par le projet et produire une note méthodologique y afférente	Projet	Mars 2012	Réalisé	17 actions dont 3 à titre d'information ont été identifiées (en annexe)
Organiser une réunion d'information des services techniques et autorités communales sur la proposition de la note méthodologique de transfert de maîtrise d'ouvrage, en vue d'une amélioration et validation	Projet	Mars 2012	Réalisé	Les actions proposées par le projet ont été validées par la réunion
Identifier les domaines de renforcement des capacités des acteurs	Communes	Mars 2012	Réalisé	4 principaux domaines de renforcement de capacités identifiés
Préparer et signer des lettres d'entente/conventions d'engagement avec entre les communes et le projet	Communes	Avril 2012	Non réalisé	
Organiser des séances d'information et de sensibilisation des communautés à la base par le projet, les communes ou les services techniques	Communes	Avril 2012	Non réalisé	
Suivre et superviser la mise en œuvre des engagements par les parties prenantes	Projet	Avril 2012	Non réalisé	
Evaluer conjointement avec les acteurs la mise en œuvre des mesures définies dans les lettres d'entente	Communes	Octobre 2012	Non réalisé	

Il convient de noter que sur la base de cette planification, les actions immédiates à entreprendre par le projet sont les suivantes:

- ✓ Renforcer les capacités des autorités communales sur les procédures de gestion et de fonctionnement des banques de soudure, banques céréalières, boutiques d'intrants agricoles
- ✓ Former les agents communaux et transférer les acquis du dispositif de suivi évaluation participatif (principaux outils en termes notamment de fiches de suivi, bases de données sur les activités, ciblage)
- ✓ Appuyer les communes dans la réalisation des états des lieux des principales réalisations retenues dans le cadre de cette stratégie.

A moyen et long terme, les communes prévoient la réalisation sur leurs propres fonds les constructions/réhabilitations des infrastructures abritant les stocks de sécurité (blocs et magasins socio économiques) et celles comme les puits et forages, les routes etc.

Tableau synoptique des réalisations à transférer

Réalizations/acquis	Quantités	Communes						A qui transférer
		Aguié	Gangara	Gazaoua	Tchadoua	Jirataoua	Saé Saboua	
Banques de soudure	268	74	26	37	44	36	50	Communes
Banques céréalières	47	17	1	9	10	2	8	Communes
Boutiques d'intrants	15	4	1	4	3	2	1	Communes
Tronçons de route	2		1	1	0	0	0	Communes
Puits villageois	19	4	3	3	3	3	3	Communes
Puits maraîchers	88	0	33	41	0	8	6	Communes
Forages maraîchers	25	0	13	9	0	0	3	Communes
Salles de classes	30	8	4	4	4	5	5	Communes
Centres de Santé Intégrés	8	3	1	1	1	1	1	Communes
Forage d'eau villageois	29	6	5	3	4	6	5	Communes
Sites de terres dégradées récupérés	1	0	0	1	0	0	0	Commune
Dispositif de vulgarisation agricole	56	15	7	12	10	5	7	Services Agri et Elevage
Sièges des groupements	12	6	0	2	2	1	1	communes
Radio communautaire	1	1						Préfecture
OP semenciers	22	6	2	4	3	4	3	Communes
Dispositif de suivi évaluation participatif	6	x	x	X	x	x	x	Commission suivi évaluation des communes ou à défaut commission de développement

NB: En ombré, les actions pour informations des communes

Annexe 6: Informations additionnelles sur les Aspects Fiduciaires

6.1. Etats de rapprochement des comptes spéciaux

ETAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE SPECIAL DU PRÊT FIDA AU 29 / 02/ 2012

Titre du Projet : Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA)

Prêt FIDA N° : 597-NE

NUMERO DE COMPTE SPECIAL : 0251 310 17301/12 AUPRES DE LA BANQUE :
SONIBANK – MARADI

1. MONTANT AVANCE PAR LE FIDA	296 863 139								
2. MOINS : MONTANT TOTAL RECOUVERT PAR LE FIDA									
3. EGAL AU COURS ACTUEL DE LA SOMME AVANCEE AU COMPTE SPECIAL (1-3)	296 863 139								
=====									
4. SOLDE DU COMPTE SPECIAL A LA DATE :29/02/2012	84 988 101								
RELEVÉ BANCAIRE JOINT									
5. PLUS : SOLDE DU COMPTE DES OPERATIONS PLUS : MONTANT EN ESPECE DANS LA CAISSE	110 746								
Sous total de 5 :	110 746								
TOTAL SOLDES DU COMPTE SPECIAL, COMPTE DU PROJET, COMPTE DES OPERATIONS ET ARGENT EN MAIN (4+5)	85 098 847								
6. PLUS : MONTANT DES DEPENSES ADMISSIBLES JUSTIFIEES DANS LA DEMANDE DRF JOINTE N° 112	59 404 485 59 404 485								
7. PLUS : MONTANT PAYE DU COMPTE SPECIAL, COMPTE D'OPERATION MAIS N'AYANT PAS ENCORE ETE DEMANDE RAISON : <u>Montant admissible pour lequel aucune DRF n'a pas encore été préparée</u>	 5 024 209								
8. PLUS : MONTANTS DEJA DEMANDES MAIS PAS ENCORE CREDITES A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET DEMANDE APRES LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE									
<table> <tr> <th>DRF N°</th><th>MONTANT</th></tr> <tr> <td>107</td><td>75 454 174</td></tr> <tr> <td>111</td><td>71 881 424</td></tr> <tr> <td>TOTAL :</td><td>147 335 598</td></tr> </table>	DRF N°	MONTANT	107	75 454 174	111	71 881 424	TOTAL :	147 335 598	
DRF N°	MONTANT								
107	75 454 174								
111	71 881 424								
TOTAL :	147 335 598								
TOTAL DES DEMANDES PRECEDENTES PAS ENCORE CREDITES	147 335 598								
9. MOINS :									
10. EGAL MONTANT TOTAL DE L'AVANCE (N°4 A N°9)	296 863 139								
11. EXPLICATION DE TOUT ECART ENTRE LES TOTAUX INDICUES AUX LIGNES 3 ET 10 CI- DESSUS	-								

ETAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE SPECIAL DU DON FBS AU 29 / 02/ 2012

Titre du Projet : Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié (PPILDA)

Don FBSA N° : 38 BG-NE

NUMERO DE COMPTE SPECIAL : 0251 310 20411/91 AUPRES DE LA BANQUE :

SONIBANK - MARADI

EN F CFA

COMIBANK - MARADI

ENT 01A

1. MONTANT AVANCE PAR LE FIDA	163 989 250		
2. MOINS : MONTANT TOTAL RECOUVERT PAR LE FIDA	-		
3. EGAL AU COURS ACTUEL DE LA SOMME AVANCEE AU			
COMPTE SPECIAL (1-3)	163 989 250		
=====			
4. SOLDE DU COMPTE SPECIAL A LA DATE : 29/02/12 RELEVÉ BANCAIRE JOINT	77 674 071		
5. PLUS : SOLDE DU COMPTE DES OPERATIONS			
PLUS : MONTANT EN ESPECE DANS LA CAISSE	4 913		
Sous total de 5 :	4 913		
TOTAL SOLDES DU COMPTE SPECIAL, COMPTE DU PROJET, COMPTE DES OPERATIONS ET ARGENT EN MAIN (4+5)	77 678 984		
6. PLUS : MONTANT DES DEPENSES ADMISSIBLES JUSTIFIEES DANS LA DEMANDE DRF JOINTE N°72	16 826 526		
7. PLUS : MONTANT PAYE DU COMPTE SPECIAL, COMPTE D'OPERATION MAIS N'AYANT PAS ENCORE ETE DEMANDE			
RAISON : <u>Montant admissible pour lequel aucune DRF n'a pas encore été préparée</u>	12 336 261		
8. PLUS : MONTANTS DEJA DEMANDES MAIS PAS ENCORE CREDITES A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET DEMANDE APRES LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE			
DRF N°	Date	FCFA	MONTANT
	69		24 769 723
	71		32 377 756
TOTAL :			57 147 479
TOTAL DES DEMANDES PRECEDENTES PAS ENCORE CREDITES			57 147 479
9. MOINS : INTERETS GAGNES CREDITES AU COMPTE :			
10. EGAL MONTANT TOTAL DE L'AVANCE (N°4 A N°9)			163 989 250
11. EXPLICATION DE TOUT ECART ENTRE LES TOTAUX INDICUES AUX LIGNES 3 ET 10 CI-DESSUS			-

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: du 18 au 30 mars 2012

6.2. Suivi des Demandes de Remboursement de Fonds (DRF) et des Demandes de Paiement Direct (DPD)

Pays : NIGER													
Prêt FIDA : 597-NE													
Titre du Projet: Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement d'Aguié													
REGISTRE DES RETRAITS DE FONDS FIDA (PRÊT)													
DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2011													
en CFA													
LISTE DE TOUTES LES DRF ET DPD													
N° ORDRE	BENEFICIAIRE	CATEGORIES										Date de valeur	Date Envoi
		I Génie rural et civil	II Equipement et V	III Formations et Etud	IV Assistance Tec	V FAILL	VI FAROLS	VII Salaires Additio	VIII Coût du Fonctio	IX Non alloué	TOTAL en CFA		
DRF 077	Compte spécial	3 874 002		10 611 303.00	4 609 080.00	10 232 623.00	5 596 491.00	12 437 098.00	11 163 140.00	0.00	58 523 737.00	04/02/2011	01/11/2010
DPD 078	Fournisseur		15 304 500	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	15 304 500.00	04/11/2010	17/09/2010
DPD 079	Fournisseur			0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	9 542 000	0.00	9 542 000.00	05/11/2010	17/09/2010
DPD 080	Fournisseur			39 135 000						0.00	39 135 000.00	05/11/2010	17/09/2010
DPD 081	Fournisseur		14 000 000							0.00	14 000 000.00	04/11/2010	17/09/2010
DPD 082	Fournisseur					11 113 253				0.00	11 113 253.00	22/02/2011	07/12/2010
DPD 083	Fournisseur							10 218 000		0.00	10 218 000.00	22/02/2011	07/12/2010
DRF 084	Compte spécial		4 246 000	13 140 143	2 335 838		3 120 750	21 804 440	4 626 408	0.00	49 273 579.00	15/04/2011	26/01/2011
DRF 085	Compte spécial	331518	16 451 500	21 294 535	5 799 530	1 609 212	18 012 293	9 088 411	12 147 595	0.00	84 734 594.00	21/06/2011	10/03/2011
DRF 086	Compte spécial	8 027 277.00	10 731 477.00	13 304 513.00	3 186 491.00	8 336 015.00	11 647 530.00	27 987 222.00	11 336 834.00	0.00	94 557 359.00	14/07/2011	30/04/2011
DPD 087	Fournisseur	16 742 213.00				2 528 784.00				0.00	19 270 997.00	08/07/2011	25/03/2011
DPD 088	Fournisseur					7 998 000.00				0.00	7 998 000.00	14/07/2011	27/04/2011
DRF 089	Compte spécial	2 172 810.00		20 454 228.00	13 524 605.00	6 564 000.00	15 954 088.00	27 247 620.00	9 213 686.00	0.00	95 131 037.00	29/08/2011	09/05/2011
DRF 090	Compte spécial	27 511 256								0.00	27 511 256.00	12/08/2011	13/06/2011
DPD 091	Fournisseur					14 840 049.00				0.00	14 840 049.00	17/08/2011	13/06/2011
DPD 092	Fournisseur	3 248 112.00				5 113 848.00	443 196.00			0.00	8 805 156.00	14/09/2011	21/06/2011
DRF 093	Compte spécial	58 429 387								0.00	58 429 387.00	14/09/2011	21/06/2011
DPD 094	Fournisseur	22 271 785.00								0.00	22 271 785.00	14/09/2011	22/07/2011
DRF 095	Compte spécial					19 103 311.00				0.00	19 103 311.00	14/09/2011	22/07/2011
DRF 096	Compte spécial	214 510.00		11 193 475.00	2 331 908.00	133 500.00	1 937 350.00	24 392 069.00	2 265 137.00	0.00	42 467 949.00	14/09/2011	28/07/2011
DRF 097	Compte spécial	2 366 230.00		7 294 441.00	8 943 823.00	11 194 393.00	19 481 850.00	200 000.00	3 087 618.00	0.00	52 568 355.00	14/09/2011	28/07/2011
DRF 098	Compte spécial	6 479 872.00		6 633 875.00	2 195 237.00	688 750.00	8 108 280.00	10 057 672.00	11 235 680.00	0.00	45 399 366.00	14/09/2011	28/07/2011
DRF 099	Compte spécial	15 068 905.00				2 346 634.00				0.00	17 415 539.00	29/11/2011	06/09/2011
DRF 100	Compte spécial	6 686 520.00		21 446 713.00	13 664 835.00	8 996 090.00	5 185 906.00	10 314 267.00	12 640 925.00	0.00	78 935 256.00	21/12/2011	16/09/2011
DPD 101	Fournisseur	12 373 066.00								0.00	12 373 066.00	29/11/2011	29/09/2011
DPD 102	Fournisseur					8 739 600.00				0.00	8 739 600.00	29/11/2011	30/09/2011
DRF 103	Compte spécial	1 199 507.00		3 538 145.00	7 222 775.00	642 212.00	1 217 847.00	27 617 411.00	8 138 620.00	0.00	49 576 517.00	14/12/2011	30/09/2011
											0.00		
	TOTAUX	183 122 968.00	31 428 977.00	118 300 068.00	59 205 042.00	98 834 398.00	85 109 090.00	158 709 112.00	74 692 503.00	0.00	967 238 648.00		

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: 18 au 30 mars 2012

COMPTE SPECIAL					
N'DRF	Monnaie	Total Payé	Difference	Total Payé	Date de valeur
DRF 077	CFA	58 523 737	-	58 523 737	04/02/2011
DRF 084	CFA	49 273 579	-	49 273 579	15/04/2011
DRF 085	CFA	84 734 594	-	84 734 594	21/06/2011
DRF 086	CFA	94 557 359	-	94 557 359	14/07/2011
DRF 089	CFA	95 131 037	-	95 131 037	29/08/2011
DRF 090	CFA	27 511 256	-	27 511 256	12/08/2011
DRF 093	CFA	58 429 387	-	58 429 387	14/09/2011
DRF 095	CFA	19 103 311	-	19 103 311	14/09/2011
DRF 096	CFA	42 467 949	-	42 467 949	14/09/2011
DRF 097	CFA	52 568 355	-	52 568 355	14/09/2011
DRF 098	CFA	45 399 366	-	45 399 366	14/09/2011
DRF 099	CFA	17 415 539	-	17 415 539	29/11/2011
DRF 100	CFA	78 935 256	-	78 935 256	21/12/2011
DRF 101	CFA	12 373 066	-	12 373 066	29/11/2011
DRF 103	CFA	49 576 517	-	49 576 517	14/12/2011
	Sous total (1)	786 000 308	0.00	786 000 308	
PAIEMENT DIRECT					
N'DPD	Monnaie		Difference	Total Payé	Date de valeur
DPD 078	CFA	15 304 500		15 304 500	04/11/2010
DPD 079	CFA	9 542 000		9 542 000	05/11/2010
DPD 080	CFA	39 135 000		39 135 000	05/11/2010
DPD 081	CFA	14 000 000		14 000 000	04/11/2010
DPD 082	CFA	11 113 253		11 113 253	22/02/2011
DPD 083	CFA	10 218 000		10 218 000	22/02/2011
DPD 087	CFA	19 270 997	-	19 270 997	08/07/2011
DPD 088	CFA	7 998 000	-	7 998 000	14/07/2011
DPD 091	CFA	14 840 049	-	14 840 049	17/08/2011
DPD 092	CFA	8 805 156	-	8 805 156	14/09/2011
DPD 094	CFA	22 271 785	-	22 271 785	14/09/2011
DPD 102	CFA	8 739 600	-	8 739 600	29/11/2011
	Sous total (3)	181 238 340	0	181 238 340	
GRAND TOTAL en CFA		967 238 648	0	967 238 648	

REPUBLIQUE DU NIGER
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
Mission de supervision: 18 au 30 mars 2012

Don FBS

Titre du Projet: Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Developpement d'Aguié

REGISTRE DES RETRAITS DE FONDS FIDA (DON)

DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2011

en EURO

LISTE DE TOUTES LES DRF ET DPD

N° ORDRE	BENEFICIAIRE	Dotation Initiale	CATEGORIES								TOTAL en FCFA	Date de valeur	Date Envoi
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII			
			Génie rural et civil	Equipement et Véhic	Formations et Etudes	Assistance Technic	FAILL	FAROLS	SAL ADD	FONCT			
DRF 055	Fournisseur		9 092 555	5 663 400	4 398 187	6 509 008	14 209 107	26 231 434			66 103 691	07/09/2011	01/03/2011
DRF 056	Compte spécial		11 209 800	8 243 355	11 318 060	1 520 000	15 145 909	-			47 437 124	19/09/2011	04/04/2011
DPD 057	Fournisseur		22 657 500	-	-	-	-				22 657 500	19/09/2011	04/04/2011
DRF 058	Compte spécial		8 211 551	-	1 670 772	4 441 680	6 847 712	20 848 778			42 020 493	24/10/2011	10/05/2011
DRF 059	Compte spécial				65 470	11 702 866	17 756 894	10 923 501			40 448 731	24/10/2011	17/05/2011
DPD 060	Fournisseur			-	-		7 998 000	-			7 998 000	20/10/2011	06/05/2011
DPD 061	Fournisseur			11 414 162	-	-		-			11 414 162	04/11/2011	06/05/2011
DPD 062	Fournisseur			-	-		14 840 048				14 840 048	14/11/2011	07/07/2011
DRF 063	Compte spécial			5 250 981	3 844 900	6 693 381	75 000	6 062 806			21 927 068	09/12/2011	05/07/2011
DPD 064	Fournisseur		15 569 455	-	-	-	3 533 855	-			19 103 310	25/11/2011	05/08/2011
DRF 065	Compte spécial				58 554	10 913 509	13 111 598	18 125 775			42 209 436	13/12/2011	17/10/2011
DRF 066	Compte spécial		63 800		25 585	9 241 675	6 999 872	5 936 900			22 267 832	16/12/2011	17/10/2011
DRF 067	Compte spécial				2 221 039	11 011 100	10 321 315	14 821 543			38 374 997	17/12/2011	24/11/2011
DRF 068	Compte spécial				4 317 870	10 335 652	7 262 399	11 469 970			33 385 891	17/01/2012	17/12/2011
			66 804 661	30 571 898	27 920 437	72 368 871	118 101 709	114 420 707	-	-	430 188 283		

COMPTÉ SPECIAL

N°DRF	Monnaie	Total Demandé	Total Payé	Difference	Date de valeur
DRF 055	CFA	66 103 691	66 103 691	-	07/09/2011
DRF 056	CFA	47 437 124	47 437 124	-	19/09/2011
DRF 058	CFA	42 020 493	42 020 493	-	24/10/2011
DRF 059	CFA	40 448 731	40 448 731	-	24/10/2011
DRF 063	CFA	21 927 068	21 927 068	-	09/12/2011
DRF 065	CFA	42 209 436	42 209 436	-	13/12/2011
DRF 066	CFA	22 267 832	22 267 832	-	16/12/2011
DRF 067	CFA	38 374 997	38 374 997	-	17/12/2011
DRF 068	CFA	33 385 891	33 385 891	-	17/01/2012
Sous total (1)		354 175 263	354 175 263	-	

PAIEMENT DIRECT

N°DPD	Monnaie	Total Demandé	Total Payé	Difference	Date de valeur	Difference
DPD 057	CFA	22 657 500	22 657 500	-	19/09/2011	19/09/2011
DPD 060	CFA	7 998 000	7 998 000	-	20/10/2011	20/10/2011
DPD 061	CFA	11 414 162	11 414 162	-	04/11/2011	04/11/2011
DPD 062	CFA	14 840 048	14 840 048	-	14/11/2011	14/11/2011
DPD 064	CFA	19 103 310	19 103 310	-	25/11/2011	25/11/2011
Sous total (2)		76 013 020	76 013 020			
GRAND TOTAL en CFA		430 188 283	430 188 283	-		

6.3. Etat de mise en œuvre des recommandations de l'Audit 2010

ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE L'AUDIT 2010

recommandations	Niveau de mise en œuvre			Observations
	MO	ECM	NMO	
<u>RN1</u> : Encourager les fournisseurs/prestataires à enregistrer les contrats aux services des impôts conformément à la loi		✓		Recommandation non encore applicable (l'enregistrement concernera cette année certains types de marché qui sont en cours d'attribution)
<u>RN2</u> : Retenir l'acompte ISB sur les factures des prestataires/fournisseurs conformément à la loi fiscale ou son paiement systématique par les prestataires/fournisseurs avant leur règlement		✓		En 2011, tous les fournisseurs payés par le Projet à Aguié ont payé l'ISB. La recommandation a été relayée au Bureau de Liaison pour les quelques cas où les chèques sont remis par ce Bureau
<u>RN3</u> : Acquérir un livre de paie	✓			Recommandation mise en œuvre
<u>RN4</u> : Appliquer la clause de pénalités de retard dans tous les contrats des prestataires/fournisseurs	✓			La clause de pénalité existe mais cependant ne peut pas être toujours appliquée au décompte des fournisseurs. Compte tenu des tensions de trésorerie qui existaient le projet n'arrivait pas à payer les décomptes des fournisseurs à temps d'où la difficulté d'appliquer les pénalités. Les pénalités seront appliquées sur les marchés qui n'ont pas eu de retard de paiement

<u>RN5</u> : Produire la DAR conformément à la loi (au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'exercice déclaré)	✓		Recommandation mise en œuvre au fur et à mesure des paiements de l'IUTS
<u>RN6</u> : Instaurer un dossier individuel par contrat. Ce dossier doit comprendre toutes les informations relatives au contrat (DAO, Annonce, Procès Verbal etc.....)	✓		Recommandation mise en œuvre
<u>RN7</u> : Exiger le numéro des véhicules sur les reçus d'achat de carburant à la pompe et sur les factures d'entretien	✓		Recommandation mise en œuvre
<u>RN8</u> : Emettre les chèques au nom des véritables bénéficiaires	✓		Recommandation mise en œuvre
<u>RN9</u> : Eviter les préfinancements sauf sur autorisation du FIDA	✓		Recommandation mise en œuvre
<u>RN10</u> : Dater les rapports de mission/formation	✓		Recommandation mise en œuvre
<u>RN11</u> : Approuver les rapports de mission/formation en leur portant la mention « lu et approuvé »	✓		Recommandation mise en œuvre
<u>RN12</u> : Renseigner correctement le fichier des immobilisations en y ajoutant les valeurs de toutes les immobilisations	✓		Le fichier des immobilisations a été actualisé, toutes les valeurs sont en train d'y être portées, pour conformité avec la valeur totale des immobilisations au bilan.
<u>RN13</u> : Mettre à jour les carnets de bord des véhicules dans la mesure du possible	✓		Un nouveau système a été mis en place pour assurer une mise à jour des carnets de bord des véhicules avec le contrôle immédiat du Chef de Mission sur le terrain et un contrôle hebdomadaire au bureau
<u>RN14</u> : Appliquer la procédure d'existence des fiches d'imputations	✓		Les anciennes fiches d'imputations sont en train d'être régularisées au fur et à mesure de la vérification en interne. Les nouvelles fiches sont automatiquement produites.

<u>RN15</u> : Uniformiser la numérotation sur les pièces comptables, et dans tompro	✓			Recommandation mise en œuvre
<u>RN16</u> : Reverser IUTS et la CNSS au service des impôts	✓			Recommandation mise en œuvre
<u>RN17</u> : Compléter le dossier du personnel	✓			Recommandation mise en œuvre
<u>RN18</u> : Etablir un planning de congés			✓	Il n'existe pas de planning de congés
<u>RN19</u> : Signer chaque mois sur les bulletins de salaire	✓			Recommandation mise en œuvre
<u>RN20</u> : Prendre des dispositions pour régulariser les écarts qui sont respectivement de 2.970.492FCFA et 2.974.844FCFA sur les comptes Prêt et FBS		✓		Des propositions sont en cours avec le Ministère pour la prise en charge éventuelle de ces écarts par le compte contrepartie

MO: mise en œuvre

ECM: en cours de mise en œuvre

NMO: non mise en œuvre

Annexe 7: LISTE DES PERSONNES RENCONTREES PAR LA MISSION

1. Niamey

1.1 Ministères et Organismes

OUA Saidou	Ministre de l'Agriculture
Illa Jimraou	SG/Ministère de l'Agriculture
Boubacar Sanda	Directeur Général du Plan
Ibrahim Djibo	Chef Service Développement Rural Ministère en charge du Plan
Kare VANDEPITTE	Attaché de Coopération/ Ambassade Royaume de Belgique
Mamadou Mamane	SG/Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement

1.2 Réunion Equipe pays

Abdoulahi Massarana	Direction des Programmes et du Plan
Chékaraou Nouhou	Direction du Développement Local
Alio Doubou	Direction des Etudes et de la Programmation/Ministère Elevage
Harouna Issoufou	Direction des Etudes et de la Programmation / Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement
Khamada Baye	Direction des Etudes et de la Programmation/ Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement
Amadou Aboubacar	Direction de la Coopération et Développement /Ministère du Plan
Oumaraou Ousmane	Directeur des Programmes et du Plan
Yamba Aboubacar	Université Niamey
Chegou Maman	Directeur Adjoint des Etudes et de la Programmation /Ministère Agriculture
Abdou Moussa	Direction des Etudes et de la Programmation /Ministère Agriculture
Bachard Lamine	Bureau d'Etude et d'Evaluation des Impacts Environnementaux
Mounkaila Maiga I.	Institut National de la Statistique

2. Maradi

Moussa Ibrahim	SG/Gouvernorat
----------------	----------------

3. Aguié

3.1 Autorités administratives et Coutumières

Inoussa Oumarau	Préfet/Aguié
Brazaki Souley	Chef de Canton d'Aguié
Idi Ibrahim	Préfet Gazaoua
Kaoura Maman Sani	Chef de Canton de Gazaoua

3.2 Equipe PPILDA

Guéro Chaïbou	Directeur PPILDA
Harouna Mamadou Traore	Responsable Suivi & Evaluation
Adda Aboubacar	Assistant S&E
Mamane Nazir Kassoum	Assistant S&E
Larabou Hamadou	Informaticien
Saley Kanta	Responsable Composante I
Mahaman Adamou	Technicien Agricole Composante I
Ibrahim Moussa	Economiste Composante I
Mme Ekadé Roumanatou	Sociologue Composante I
Hassane Issa	Responsable Composante II
Tassiou Moussa	Technicien Agroéconomiste Composante II
Mme Aboubakar Assama	Technicien en Animation Rurale Composante II
Harouna Abdoul Rachidou	Responsable Volet Santé Nutrition
Marou Bodo	Responsable Composante IV
Hamani Harouna	Assistant Responsable Composante 4
Bachir ELh Garba Dan Bouzoua	Responsable Administratif et Financier
Mahamadou Yacouba	Comptable
Mahamadou Aboubacar	Assistant Administratif
Gourgoudou Hadi Abdoul Nasser	Contrôleur Interne
Maman Abdou Issoufou	Aide comptable FEM
Mme FADA Zéno	Responsable Composante FEM

3.3 ONGs

Kassoum ALhassane	ONG/ADLI Aguié
Sani Baâré	ONG ADIPAC
Hamidou Garba	AJA
Ibrahim Layo	ONG /LAREWA
Abdou Mantaou	ONG ATPF
Hamissou Haladou	ONG TATTALI

3.4 Services Techniques

Laouali Maroussa	Directeur de l'Hydraulique/Aguié
Nafiou Sani	Directeur Adjoint de l'Agriculture/Aguié
Mamane Mato Tawayé	Directeur du Génie Rural/Aguié
Elh Issa Habou	Directeur de l'Elevage/Aguié
Aminou Yacouba	Alphabétisation/Aguié
Moussa Dan Mallam	Direction de l'Environnement /Aguié
Abdou Boukari	Direction du Plan /Aguié
Mahamane Laminou Sani	Direction de la Santé/Aguié
Maman Boubé	Inspection de l'Enseignement de Base 1

3.5 MAIRES

Ousmane Boubé	Maire Aguié
Adamou Wagé Alou	Maire Gazaoua
Yahaya Saâdou	Maire Tchadoua
Chaïbou Garba	Vice maire Jirataoua
Mme Mahamadou Saâ Janjouna	Vice maire Saé Saboua
Omar Sani	Maire Gangara

3.6 Union Producteurs de semences

	Fonction
Ali Neïno	Président
Idi CHaïbou	Membre
Mountari Harouna	Membre
Sani ELh Komma	Membre
Soulé Barmo	Membre
Abdou Salé	Membre
Ado Dan Lamso	Trésorier
Ousmane Omarkou	Membre
Issa Tchibaou	Membre
Chaibou Lalli	Membre
Ado Abdou	Membre
Nana Ibrahim	Membre
Hadjia Barka Ousmane	Membre